

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

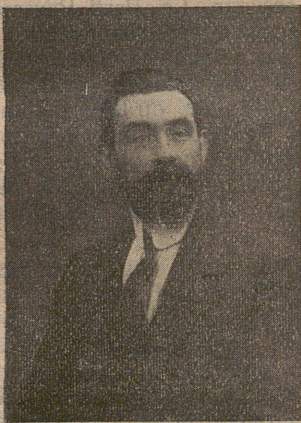
Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1° *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2° *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3° *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4° *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5° *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de: Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renault, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon (France); Bedri Péjani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. Richard Schmincke (Allemagne); Independent Labour Party: James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léo), Panos Terlémezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff, G. Bakaloff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolongo, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burklinprés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltmarre, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hamol (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

### Maurice Juncker

Maurice Juncker, avocat à la Cour d'Appel de Paris, rédacteur en chef de «l'Unité Ouvrière», organe du Parti Socialiste Communiste, est né en 1879 dans la banlieue parisienne.



Diplômé de l'Ecole des Langues Orientales vivantes, il songea un instant à la carrière diplomatique. Il se rendit compte qu'elle ne convenait ni à son caractère spontané ni à ses idées généreuses et hardies.

Il se fit inscrire au barreau. Il n'eut pas tort. De très nombreuses organisations ouvrières trouvèrent en lui un collaborateur judiciaire averti et dévoué. Il a plaidé pour elles, avec un égal succès, d'utiles affaires civiles et de grands procès politiques. Il fut appelé, il y a quelques mois, à collaborer à la défense de Boris Stéfanoff. Les autorités de Bucarest lui interdirent la

barre en l'expulsant de Roumanie.

Depuis 1905, il est membre du Conseil judiciaire de l'Union des Syndicats de la Seine. Celui-ci lui a confié la direction du «Droit Ouvrier» dont il a fait une des revues de législation et de jurisprudence les plus appréciées.

Tout jeune, il a été mêlé au mouvement populaire d'avant-garde. Après avoir fondé l'Union des Etudiants Républicains pour lutter contre le déchaînement du nationalisme, collaboré aux Universités populaires et aux Jeunesses laïques, il adhéra officiellement au socialisme lors de la formation de

l'unité en France. Durant la guerre qu'il dut subir, il appuya le mouvement minoritaire. Passé au parti communiste lors de la scission de Tours, il fonda quelque temps après le Parti Socialiste Communiste dont il est devenu un des chefs les plus écoutés.

Il n'est pas de situation plus tragique que celle du peuple macédonien. Certes l'histoire n'est qu'une longue chaîne de violences, de pillages, de meurtres, de crimes monstrueux. Jamais, aux plus mauvaises époques, régime ne fut pis que celui imposé à la Macédoine par les factions de Protogéroff et de Mikhaïloff. C'est au nom de la Patrie que les bandits de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne accomplissent leurs forfaits. Ils mentent à la Patrie comme à la Révolution. Ils sont du moins dans la tradition.

Qui donc entendra les victimes?

Ce ne sont pas les intellectuels qui se piquent de guider l'humanité. Pour la plupart ils sont asservis aux maîtres du jour, dispensateurs de gloire et de fortune. Quant aux autres, à ceux qui n'ont pas une âme de valet, ils ne peuvent rien.

Ils ont eu jadis quelque crédit auprès d'un prolétariat ardent et vigoureux. Les tyrans, parfois, s'effrayaient des grondements révolutionnaires. Les tyrans sont maintenant sans crainte. C'est que le monde du travail est en proie aux divisions sources d'impuissance, à l'écoeurement, à la lassitude, à l'oubli de sa dignité et de son intérêt.

Si les intellectuels et les prolétaires sont incapables de donner aux opprimés la paix et la liberté, il est puéril d'escompter qu'elles seront assurées par les gouvernements. Quels qu'ils soient et quelques principes qu'ils affirment, serviteurs des rivalités capitalistes, dans l'intérêt de celles-ci, ils se surveillent, se tâtent, se manoeuvrent, utilisent les désaccords ethniques, religieux, politiques, économiques de leur peuple et des peuples étrangers. Le chaos balkanique

FP  
1550

alimente leurs intrigues, favorise leurs espoirs, leur promet l'explication et la justification des mauvais coups qu'ils projettent. Ils ne peuvent pas vouloir la pacification et l'organisation de l'Europe sud-orientale.

C'est une raison suffisante pour qui est révolté par le banditisme moderne, d'attacher à ces questions son attention et une part de son activité. Il n'est pas vain, quelque sombres que soient les perspectives, que des voix s'élèvent. Jamais le désert n'est si profond qu'elles se perdent com-

plètement; jamais l'idée n'est si fragile qu'elle ne tende à se réaliser. C'est une loi philosophique.

Malgré tout, je salue l'espoir, que le prolétariat divisé, vaincu, piétiné, écrasé, retrouvera, quelque jour, son unité, sa combattivité et sa force. Alors les peuples balkaniques en général, le peuple macédonien en particulier, ne seront plus sans appui. Alors la fédération balkanique, élément de l'internationale, ne sera plus une chimère.

Maurice Juncker

## La Quinzaine Internationale

### I. Les grandes puissances et les problèmes actuels.

Un certain nombre de questions sont posées au moment actuel devant les grandes puissances: 1<sup>o</sup> l'évacuation de la Rhénanie; 2<sup>o</sup> les réparations et la revision du plan Dawes; 3<sup>o</sup> la limitation des armements.

Sous la courtoisie superficielle des rapports transparent l'antagonisme des intérêts et des ambitions. Autant d'Etats, autant d'impérialismes. Nul Etat n'est content de son sort qu'il espère améliorer en mordant sur le territoire du voisin. La France défend sa prépondérance militaire qu'envie l'Italie; l'Angleterre et l'Amérique se disputent la prépondérance navale. Sous les yeux du Japon, qui attend des heures plus propices, l'Allemagne ne se résout pas à accepter l'enveloppement des traités qui l'étreignent en paralysant ses mouvements; on retrouve dans l'Europe de 1928, des oppositions égales à celles qui travaillaient l'Europe en 1910 et qui nous ont conduits, par saccades, à la conflagration générale... C'est un esprit strictement nationaliste qui préside aux gestes de chaque gouvernement, et la S.D.N. se borne à juxtaposer ces esprits nationalistes. Rien d'international ou de supra-national n'y a fait encore son apparition. Mais la plupart des Etats, tous, sauf un, ont conservé leur structure sociale passée: ce qui explique tout.

Ne croyons pas que le problème de l'évacuation rhénane se tranche aisément. Les états-majors français et belge, qui sont étroitement liés, accumulent les résistances. Si l'état-major britannique marque son indifférence coutumière quand il s'agit d'une affaire continentale, les généraux de Paris et de Bruxelles veulent à chaque instant consacrer leur victoire. Celle-ci leur paraîtra d'autant plus resplendissante que les populations de Coblenz et de Mayence verront plus longtemps les troupes alliées. C'est la comédie du militarisme. Mais allez faire comprendre aux chefs d'armées qu'à prolonger l'occupation, on alimente la haine entre les nations... Et les gouvernements sont toujours tenus, plus ou moins, par les préférences de ces chefs d'armées.

Ne croyons pas qu'on vienne rapidement à bout du problème des réparations. Chacun reconnaît que le chiffre de 132 milliards de marks-or, assigné à l'origine au Reich comme montant de ses obligations pécuniaires, est absurde, mais chacun apporte des revendications telles que, totalisées, elles atteignent à une somme prodigieuse. L'Angleterre réclame de quoi payer les annuités qu'elle a consenties à l'Amérique; la France réclame une indemnité globale suffisante pour couvrir ses remboursements à l'Angleterre et à l'Amérique et le paiement des réparations qu'elle a opérées sur son sol. La Belgique adopte la formule française. Elle veut, en outre, qu'on lui reprenne les marks mis en circulation chez elle pendant la phase de l'occupation allemande. L'Amérique pourrait faciliter bien des arrangements, si elle abandonnait ses créances sur ses amis européens; mais, pour l'instant, elle n'y songe pas. Elle se demande pourquoi elle acquitterait elle-même les arriérages d'une dette contractée au profit de ces alliés européens. Tout cela est bien complexe et bien confus, et la solution de la question devra sans doute être ajournée à de longs mois.

Quant à la limitation des armements, elle est plus loin que jamais, en admettant que les puissances bourgeoises y aient songé. Le compromis naval franco-anglais a tout simplement abouti à mettre en défiance l'Amérique.

De même que l'Angleterre avait présenté à l'Amirauté de Washington une formule que celle-ci avait déjà repoussée, de même l'Amirauté de Washington sollicite le Royaume-Uni d'acquiescer à un programme qu'il avait déjà. Chaque puissance continue à vouloir désarmer la voisine en se refusant à désarmer elle-même. Pendant longtemps encore, on parlera de l'évacuation, des réparations et de la limitation des armements. On doit même se demander si, dans un avenir plus ou moins proche, un conflit ne naîtra pas de telles discussions.

### II. Les crises intérieures balkaniques.

Les Balkans sont toujours au tableau des préoccupations immédiates: ils ne se laissent jamais oublier. La paix dans la Péninsule est sans cesse à la merci des bandes de comitadijs, ou de tribus albanaises, ou des influences des grandes puissances qui s'exercent sur les unes et sur les autres: et chacun sait que ces grandes puissances ne renoncent à leurs intrigues que lorsqu'elles se trouvent dans l'impossibilité de les poursuivre.

En attendant que les chancelleries balkaniques se menacent l'une l'autre, comme il est advenu si souvent, la condition intérieure des Etats des Balkans reste toujours critique et chacun sait qu'elle peut à chaque instant retentir sur leur attitude extérieure.

En Bulgarie, Mikhaïloviistes et Protoguéroviistes sont aux prises en un long duel, qui est dangereux pour eux-mêmes, mais qui est gros de périls aussi pour les témoins.

En Roumanie, le cabinet Vintila Bratiano s'est retiré dans des conditions assez complexes. Il s'était rendu insupportable par son oppression. En vain depuis des mois, le Parti Paysan qui avait multiplié les réunions de masses, (et celle d'Alba-Julia en mai avait été singulièrement imposante), l'avait sommé de quitter le pouvoir et de faire place à un autre gouvernement qui procéderait à des élections libres. Monsieur Vintila Bratiano, qui terrorisait la Régence, s'était acharné à résister. Le Parti Paysan, dans les derniers jours, s'était déclaré prêt à l'insurrection: peut-être est-ce cette menace qui a incité la Régence à secouer la tutelle du Premier Ministre et à lui mettre le marché en main: ou la renonciation totale, ou la formation d'un ministère de concentration. Peut-être enfin, comme on le dit, l'Angleterre et l'Amérique, qui ont de gros intérêts en Roumanie, ont-elles réclamé le renvoi de M. Bratiano. Toujours est-il qu'il est parti. Nous attendons la suite...

La crise yougoslave peut, elle aussi, engendrer des épisodes graves. Les députés croates sont sortis de la Skouptchina après le meurtre de plusieurs des leurs. Si une guerre civile n'a pas éclaté immédiatement entre Zagreb et Belgrade, les esprits continuent à fermenter. Un accord ne pourrait intervenir entre les Croates et les Serbes que si la Constitution centraliste et bureaucratique de l'Etat des Karaguéorguévitch était remaniée. Mais on s'est dispensé, en haut lieu, d'envisager une orientation nouvelle vers le fédéralisme. Il est, au demeurant, probable, que toute guerre civile qui éclaterait en Yougoslavie susciterait des guerres parallèles en Roumanie et en Bulgarie et ces guerres civiles, en suggérant aux Puissances le désir d'agir selon leurs visées, feraient de la Péninsule, comme à tant d'heures de l'Histoire, un foyer de conflagrations continentales.

### III. La Roumanie, la Pologne et les généraux Français.

On se préoccupe beaucoup, en Russie, des menaces polonaises et roumaines. Ce n'est pas la première fois que de tels soucis se manifestent et ils sont loin d'être déraisonnables. Les dirigeants polonais n'ont pas renoncé à enlever l'Ukraine à l'U.R.S.S., comme le prouvent certains discours tout récents. Les dirigeants roumains cherchent des dérivatifs au dehors, et la guerre extérieure a toujours été l'un des expédients favoris de gouvernements étreints par de fortes oppositions. Le dérivatif, pour M. Vintila Bratiano, quel pourrait-il être, sinon une agression dirigée contre les Soviets, qui ne se sont pas encore accommodés de l'incorporation abusive de la Bessarabie à la Roumanie?

Si les appréhensions russes se sont aggravées ces derniers temps, si elles se sont exprimées avec plus de véhémence, c'est que des généraux français se sont rendus à Bucarest, alors que Pilsudski y venait de son côté: c'est qu'il était apparu que l'accord polono-roumain se renforçait de conventions militaires. L'activité des grandes puissances dans les contrées qui avoisinent l'U.R.S.S. est bien digne d'engendrer une méfiance systématique.

### IV. On reparle du croiseur-cuirassé allemand.

Le Reichstag devant rentrer le 15 novembre, le groupe socialiste, dès le 1er, a déposé une interpellation sur la fameuse question du croiseur-cuirassé.

Quand le Reichstag a prescrit la construction d'une série de croiseurs-cuirassés, les socialistes, les communistes et les démocrates émirent des votes négatifs... Ils étaient donc engagés. Mais, après les élections de mai,

## Après la tournée de Venizelos

Le discours de M. Venizelos à la Chambre, où le Premier hellène résuma les résultats politiques de son grand voyage à Rome, Paris, Londres et Belgrade, n'a pas trouvé, dans la presse italienne, l'écho des louanges pindariques de son séjour à la capitale d'Italie. On se flattait alors à Rome d'avoir complètement détourné le fin Crétois de l'amitié anglo-française et surtout de l'amitié yougoslave. Or, à la fin de son voyage, Venizelos ne paraît pas si apprivoisé qu'on l'avait cru. Néanmoins, la presse italienne lui tresse encore quelque petite couronne, feignant d'interpréter les déclarations de l'homme d'Etat grec au sujet des accords avec la Yougoslavie comme un gros succès de la diplomatie du Duce. Venizelos, dans son discours du 22 octobre à la Chambre, a exprimé sa satisfaction que les accords avec Belgrade aient abouti à la solution des questions les plus importantes existant entre la Grèce et la Yougoslavie.

«Le gouvernement grec, a dit notamment Venizelos, ne reculera devant aucun sacrifice pour doter le port de Salonique, dont se servira la Yougoslavie, des installations puissantes rivalisant avec celles des plus grands ports européens.»

Dans cette formule, la presse italienne s'efforce de voir le rejet de la part de la Grèce de toute prétention de la Yougoslavie à se servir du port de Salonique pour des buts militaires, c'est-à-dire comme un débouché en vue de garder ouvertes les voies de communication serbes avec la France alliée. Pour la presse italienne, l'hypothèse d'une telle prétention yougoslave ne fait pas de doute. Cette hypothèse s'appuie sur deux faits bien établis. D'abord la convention gréco-yougoslave du 17 août 1926, en vertu de laquelle toute solution de continuité entre le territoire serbe et Salonique venait à être supprimée. Mais il est à peine nécessaire de rappeler à cet égard que trois jours après cette convention, qui ne fut jamais ratifiée par le Parlement grec, le dictateur Pangalos, qui l'avait conclue, était renversé par le colonel Condylis. Ensuite, pendant les dernières négociations de Belgrade, tandis que Marinkovitch, ministre des affaires étrangères, parlant avec les journalistes grecs, se bornait à relever l'importance économique de Salonique et la nécessité pour ce port de s'assurer le plus grand nombre de clients, Nintchitch, ancien ministre des affaires étrangères, dégagé donc de toute responsabilité gouvernementale immédiate, se souvenant que c'était lui qui avait traité avec Pangalos, s'exprimait de la façon suivante:

«Ce qui intéresse surtout la Yougoslavie, c'est d'avoir un passage sûr pour son matériel de guerre en cas d'hostilités et des garanties pour communiquer avec ses voisins. Cela ne

blesse pas la neutralité de la Grèce... Le commerce, c'est le commerce; il trouvera toujours sa voie la plus avantageuse... La question essentielle n'est pas donc la zone franche, mais celle de frayer le passage du matériel de guerre...»

les socialistes arrivent au pouvoir dans le Reich, et leur premier soin, d'accord avec les autres ministres, est d'ordonner la mise en chantier du croiseur A. Les communistes dénoncent cette palinodie et lancent un projet de referendum qui, d'ailleurs, n'a pas été revêtu d'assez de signatures pour s'imposer au gouvernement. Les socialistes eux-mêmes prennent feu: le chancelier reçoit désaveu sur désaveu. Les sections prussiennes et saxonnes de la social-démocratie déclarent qu'on a commis une trahison inqualifiable en autorisant la construction du croiseur. Le Parti est menacé d'une grave crise, sinon d'une scission.

Le groupe parlementaire espère l'arracher à ce péril par son interpellation. Si la motion est rejetée, ils ne pourront garder leurs portefeuilles, puisque leur Parti aurait été mis en échec, et si la motion est sanctionnée, ils auront reçu une leçon qui les privera de toute autorité.

### V. La victoire du Labour Party anglais.

Le Labour Party anglais vient de remporter un succès caractérisé aux élections municipales du 1er novembre. Il l'a enregistré aux dépens du Parti Conservateur, qui est en plein recul.

Or, ces élections municipales sont la préface des élections législatives qui auront lieu dans six mois. Il est difficile de croire, désormais, avec M. Baldwin, que le conservatisme doit demeurer l'an prochain aux affaires. Tout porte à penser que le travaillisme reformera un cabinet. Il sera tenu alors, sous peine de forfaire à ses engagements, de pratiquer une politique internationale, en Russie et ailleurs, très différente de celle de Sir A. Chamberlain et de Lord Cushendum.

Paul Louis

blesse pas la neutralité de la Grèce... Le commerce, c'est le commerce; il trouvera toujours sa voie la plus avantageuse... La question essentielle n'est pas donc la zone franche, mais celle de frayer le passage du matériel de guerre...»

En rappelant ces circonstances, la *Stampa*, de Turin, le journal italien qui suit du plus près les questions balkaniques, se réjouit de ce que, dans son discours, Venizelos n'a voulu parler que de questions économiques, se bornant, en matière politique, à se déclarer prêt à conclure avec la Yougoslavie un pacte d'amitié et d'arbitrage, selon le type qui est devenu à la mode en Europe après Locarno, et dont, nous pouvons ajouter, le gouvernement de Mussolini a donné tant d'exemples.

En vérité, tout observateur impartial, qui considère les conséquences de la tournée de Venizelos dans les capitales d'Europe au point de vue de la rivalité d'influence qui se dispute dans le Proche-Orient entre la France et l'Italie, est obligé de reconnaître que rien n'a été fait et que la situation reste inchangée. Seulement, Venizelos peut se flatter d'avoir amélioré les relations de la Grèce avec toutes les Puissances, assurant ainsi pour son pays une position mieux équilibrée entre les deux groupements d'Etats, ceux qui gravitent autour de la France, tels que la Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, et ceux qui sont inféodés à la politique de l'Italie, comme la Bulgarie, la Hongrie, pour ne pas parler de l'Albanie qui, depuis le deuxième traité de Tirana, n'est qu'un protectorat italien.

Entre ces deux groupes d'Etats, la Grèce se dresse comme un mur mitoyen ou, si vous le préférez, comme un trait d'union, ce qui n'est pas sans présenter des avantages pour elle, vu l'intérêt égal que les deux groupes ont à la ménager et même à la favoriser pour lui enlever toute tentation de se tourner vers le groupe rival, en cas de complications ou de conflit.

En effet, ainsi que nous l'avons marqué ci-dessus, la presse italienne cache sa déception au sujet des résultats du voyage de Venizelos, si différents de ceux qu'elle escomptait pendant les jours de la visite de Venizelos à Rome, alors qu'on espérait rallier le chef du gouvernement hellénique à la politique italienne. Faisant bonne mine à un jeu, qui, même s'il n'est pas mauvais, n'est pas aussi bon qu'elle l'avait espéré, la presse fasciste loue Venizelos retour de Rome, Londres, Paris et Belgrade pour avoir, en homme d'Etat avisé, soigneusement défendu les intérêts de son pays. La presse fasciste épanche toute son amertume contre la politique de vaselage de la France, à laquelle se sont livrés les Bénès, les Marinkovitch, les Bratiano, c'est-à-dire, selon la *Stampa*, »pres-

que tous les Etats issus de la chute de l'Empire ottoman et de l'Empire austro-hongrois, lesquels, à peine délivrés des anciens maîtres, sentirent le besoin de se faire les vassaux et les sentinelles avancées de Paris... Ils savent bien que la France n'a pas de raisons particulières d'affection pour eux, qu'elle se déclare amie des Grecs avec la même ferveur qu'elle se dit amie des Serbes.

C'est pourquoi nous ne laisserons pas de proclamer que l'intérêt de tous les peuples des Balkans est au-delà de toutes ces rivalités et de tous ces vasselages; que leurs progrès dans la liberté et la civilisation, ainsi que la paix de l'Europe dépendent de l'union de tous les balkaniques dans une fédération démocratique.

Paolo Davila

## Un Appel des Organisations Nationales Balkaniques

### Au Peuple Croate et aux masses opprimées des Prétchanis!

*A l'occasion de l'Assemblée convoquée le 21 octobre dernier à Sissek par la Coalition Démocrate-Paysanne Croate, les organisations national-révolutionnaires balkaniques avaient lancé au peuple croate et aux masses Prétchanis un Appel imprimé dans des journaux balkaniques et étrangers, que nous reproduisons ci-dessous en traduction:*

Les organisations national-révolutionnaires des peuples opprimés balkaniques suivent avec le plus grand intérêt votre lutte de libération contre le régime grand-serbe hégémoniste et sanglant. Ces organisations ont accordé et accordent toujours, par leur organe *La Fédération Balkanique*, un appui moral continu et entier à votre juste lutte, car elles voient en votre lutte l'un des facteurs décisifs pour la victoire contre le régime grand-serbe et les régimes d'oppression des autres dominateurs balkaniques.

Le sang de vos représentants croates au Parlement de Belgrade et de vos fils abattus dans les rues d'Agram par les fascistes grand-serbes et la police du régime, s'est confondu avec celui de nos combattants en Macédoine, au Monténégro, en Bulgarie, Dobroudja, Thrace, Cossovo, Albanie — ce sang doit nous rapprocher entièrement dans nos luttes et sceller notre union jusqu'à la victoire finale.

Nous nous adressons à vous précisément à la veille de votre grande Assemblée à Sissek, parce que nous reconnaissons la grande importance historique de cette Assemblée, parce que nous considérons de notre devoir de montrer notre appui, afin que votre oeuvre pour le bien du peuple croate nationalement opprimé et pour celui des autres peuples opprimés de Yougoslavie, soit couronné de succès. Nous sommes convaincus que des centaines de milliers de représentants paysans et des autres masses pauvres et pillées de la Croatie et des autres contrées Prétchanis se réuniront courageusement le 21 octobre et, au nom des millions d'opprimés et jugulés, parleront avec véhémence *contre l'oppression nationale — pour la liberté nationale; contre l'oppression sociale par les riches et exploités — pour la justice sociale; contre la clique militaire et les forces secrètes; contre le régime sanglant du nerf de boeuf, de la crosse de fusil et de la tristement célèbre Glavniatcha — pour les droits de l'homme et la liberté.* Ces centaines de milliers de combattants à Sissek doivent toujours savoir qu'en élevant fermement et vaillamment leur forte voix, elles auront avec elles les masses opprimées non seulement des contrées Prétchanis, mais aussi des autres régions des Balkans. La libre et indépendante Croatie est un solide gage de la liberté et de l'indépendance des autres peuples balkaniques opprimés. Par l'effondrement du régime grand-serbe s'ébranleront aussi les bases de la puissance des autres oppresseurs des peuples balkaniques.

### Peuple frère croate! Frères Prétchanis!

Dans votre grande Assemblée, vous ferez un aperçu de votre vie de dix années dans l'Etat des S.C.S., c'est-à-dire, un aperçu de votre esclavage de dix années. Cet aperçu est absolument clair et net, et il ne peut plus être question, ni pour vous et ni pour nous, de s'adonner à la duperie que l'union de 1918 ait apporté la liberté à un peuple quelconque! Le peuple croate a été dupé par le traité de Corfou, dupé par la bourgeoisie grand-serbe, la clique des officiers, la monarchie pour laquelle il robotte depuis dix années entières. Tous ceux qui ont cru assurer la liberté de leurs peuples par le pacte à Corfou avec les militaristes et impérialistes grand-serbes, les organisateurs du procès de Salonique, se sont trompés, et leur erreur a été bien chèrement payée par leurs peuples. Le militarisme serbe n'a point apporté en 1918 la liberté au peuple croate, ainsi que le prétendent avec insolence, jusqu'aujourd'hui, les politiciens grand-serbes et les journalistes payés par eux; au contraire, il a apporté, à eux ainsi qu'à tous les autres peuples opprimés de Yougoslavie, l'asservissement national, politique,

économique et social. Et tandis que tous les chauvins grand-serbes, de toutes nuances, font le bilan de leurs profits de dix ans qu'ils ont pressurés aux peuples opprimés, et qu'ils chantent des louanges à l'adresse du militarisme et de l'hégémonie grand-serbes, vous et nous pouvons faire le bilan de nos souffrances. Notre bilan de ces dix années est terrible. Tous les peuples — y compris le peuple serbe «vainqueur» — ont été pillés par les capitalistes grand-serbes de Belgrade. Le nom, la langue, les droits nationaux de la majorité des peuples, sont opprimés. C'est dans le sang des meilleurs de leurs fils que toute revendication de droits nationaux est étouffée, journellement. Des milliers des meilleurs fils des peuples opprimés ont péri dans les geôles, et d'autres milliers y pourrissent. Les terres des beys et des gros-proprétaires n'ont pas été données aux paysans qui les avaient arrosées, pendant des siècles, de leur sueur et de leur sang. Elles sont restées en les mains des gros-proprétaires et seigneurs féodaux, ou ont été données à de nouveaux gros-proprétaires. Les masses du peuple sont lourdement chargées d'écrasants impôts, de dettes à l'Etat et à des usuriers, et vous autres, les masses Prétchanis, vous avez été réduites à la mendicité par des impositions triples, quadruples et quintuples. Tout le pouvoir, tout l'appareil étatique, toute la police, toute l'armée, toutes les caisses de l'Etat se trouvent en les mains des capitalistes grand-serbes, de la clique des officiers et de la monarchie. Après dix années de vie de l'Etat des S.C.S., les masses du peuple ont été précipitées dans l'abîme.

Vous avez lutté contre le mal qui vous étouffe. Le parti paysan croate, sous la guidance de son éminent leader Stepan Raditch, a vu et compris, avant tous les autres Prétchanis, où les potentats serbes conduisent les peuples de la Yougoslavie; et il a entamé la lutte contre le régime. Mais sa lutte était liée à celle des Macédoniens, des Monténégrins, des Albanais de Cossovo et des autres peuples opprimés, qui, dès les premier jour de l'union forcée, ont versé des torrents de sang en combattant le sanglant régime de la bourgeoisie hégémoniste grand-serbe. Après longtemps, les autres masses populaires des Prétchanis, opprimées, pillées, dépouillées de tout droit, se sont jointes à cette lutte du parti paysan croate. Mais la victoire ne vint pas. Cela signifie que la lutte n'a pas été organisée de façon à forcer la victoire. Cela signifie que votre tactique de lutte, vos méthodes de lutte doivent être soumises à un sérieux examen à votre Assemblée historique à Sissek. Nous sommes convaincus qu'après un examen multilatéral de la tactique et des méthodes de votre lutte contre le régime grand-serbe, vous en déduirez les conclusions qui s'imposent: de maintenir et de renforcer toutes vos justes méthodes de lutte, et de repousser et de modifier toutes les méthodes fausses et erronées.

Nous croyons que la première leçon que vous présente votre lutte de jusqu'ici, doit être la suivante: tous les peuples opprimés de Yougoslavie doivent se dresser en commun et en ferme union contre le régime grand-serbe. Le peuple croate à lui seul ne peut pas renverser le régime grand-serbe d'aujourd'hui, car ce dernier a en les mains toute la puissance et toute la force, qu'il emploie sans considération aucune; car les grands impérialistes de la France et de l'Angleterre, pour les buts impérialistes desquels le régime grand-serbe fait fonction de gendarme dans les Balkans, appuient ce régime. Voilà pourquoi votre lutte doit s'unir à la lutte de nos organisations national-révolutionnaires non seulement en Yougoslavie, mais dans les Balkans en entier. Voilà pourquoi, vous et nous, pour arriver plus tôt au but, devons chercher des liens et de l'appui chez toutes les organisations révolutionnaires internationales, chez toutes les organisations révolutionnaires des masses ouvrières opprimées, chez tous ces combattants contre l'impérialisme mondial. Et, avec cela, nous devons nous appuyer sur l'Etat qui a réalisé le principe de l'auto-détermination des peuples: sur la Russie Soviétique. Nous considérons comme une nécessité que le peuple serbe lui aussi, que ses maîtres ont pillé comme ils nous ont pillés, se joigne à notre lutte commune. Son intérêt est commun avec le nôtre. Il doit reconnaître que

tant que les autres peuples sont asservis en son nom, il n'est pas et ne peut pas être lui-même un peuple libre.

Vos méthodes de lutte de jusqu'ici et votre tactique doivent nous offrir une deuxième leçon importante. Tout comme les dominateurs grand-serbes d'aujourd'hui vous ont dupés en 1918 par le pacte de Corfou, ils continueront à vous duper toujours par de nouveaux accords, de nouvelles promesses, de nouvelles «concessions», ils chercheront à vous leurrer en vous parlant de dangers des «ennemis de l'extérieur», avec le seul but de continuer à vous maintenir dans l'esclavage. Il faut mettre un terme à leurs mensonges et à leurs tromperies! Tandis qu'ils vous parlent de dangers des «ennemis de l'extérieur», les potentats de Belgrade, sans vous consulter et en dépit de vos protestations énergiques, acceptent les *Conventions de Nettuno* et livrent aux intérêts italiens les intérêts vitaux des contrées croates et slovènes. Il n'y a pas d'entente, d'accord entre ceux qui détiennent le pouvoir et la force, et ceux qui n'ont rien en mains. Ceux qui détiennent le pouvoir et la force ne feront toujours que dicter leurs conditions à ceux qui sont sans armes. Une entente ne peut être possible que lorsque le peuple croate et les autres peuples de la Yougoslavie deviennent absolument libres et indépendants. Alors, l'entente peut être possible entre égaux, et elle peut être aisément réalisée. Une telle entente sera à même de repousser tout agresseur de l'extérieur, car les peuples libres sauront défendre en commun leur patrie commune.

La conquête de la liberté et de l'indépendance de tous les peuples de la Yougoslavie rendra bientôt possible une Fédération Balkanique: l'union de libres et indépendantes républiques nationales — seule et unique garantie du maintien de la liberté des peuples balkaniques et de leur progrès, de leur protection contre les oppresseurs des peuples balkaniques, contre les impérialistes mondiaux. Des manifestations de jusqu'ici des masses croates et Préchanis, nous voyons qu'elles partagent en essence notre point de vue. Et que répondent à cela les hégémonistes grand-serbes? Sous la pression de votre mouvement national paysan, ils vous invitent à rentrer dans ce Parlement hégémoniste de Belgrade où ils ont tué, à coups de revolver, les meilleurs de vos représentants; et ils vous offrent, en guise d'aumône, la révision de la Constitution. La révision de la Constitution de Vidovdan est une raillerie du peuple croate et des autres peuples, une obole pour un peuple qui a montré être à même de conquérir sa liberté entière et de constituer son propre Etat. Le peuple croate a au cours de 1000 ans formé sa culture nationale et développé son économie nationale, et les potentats de Belgrade veulent lui méconnaître le droit à constituer son Etat national.

Les potentats de Belgrade offrent aux Croates l'égalité de droits dans les cadres de la Constitution centraliste de Vidovdan, mais ils ne veulent point leur reconnaître leur droit plein et entier et illimité sur leur propre territoire national, leur droit d'administrer et de gérer ce territoire comme bon leur semble. Sans ce droit absolu, l'égalité promise ne serait qu'un mensonge inique.

*Non pas la révision de la Constitution, mais la liberté et l'indépendance nationale — voilà ce que doit être la réponse aux sanglants dominateurs de Belgrade.*

Si parmi vous ou vos leaders il a précédemment existé une fausse conception sur une révision de la Constitution, cette conception doit cesser aujourd'hui.

L'accord et la participation au pouvoir avec les potentats de Belgrade, c'est la participation à l'oppression des

peuples de la Yougoslavie. Korochetz et Spaho dans le gouvernement de Belgrade, les «représentants» de deux contrées nationales opprimées, sont en réalité les oppresseurs de leurs propres peuples. Nul ne doit marcher dans leur sillon. Le parlement de Belgrade ne doit plus pouvoir créer des lois applicables à vous aussi. Les pieds de vos et de nos représentants ne doivent être mis que dans une Représentation Centrale d'une Union des libres Etats nationaux. Le peuple croate et les autres peuples opprimés de Yougoslavie ne doivent plus être les dupes de la monarchie. La monarchie fut et reste la colonne centrale de la réaction et de l'oppression nationale dans tous les Etats balkaniques — en Yougoslavie non moins, si non plus, que dans les autres pays.

Vos méthodes de lutte sont désignées par les conditions mêmes et les méthodes d'oppression du régime.

Tout peuple qui veut conquérir sa liberté, doit être prêt à tous les sacrifices, même à verser son sang pour cette liberté. Il n'existe pas dans l'histoire un peuple qui ait obtenu sa liberté sans effusion de sang, qui ait remporté la victoire sur ses oppresseurs sans de violents chocs avec eux. Les méthodes révolutionnaires, nous ne les appliquons pas, ni nous et ni les autres organisations révolutionnaires, parce que nous serions assoiffés de sang, mais parce que les oppresseurs, les potentats ne céderont pas la moindre parcelle de leur pouvoir sans la lutte sanglante, parce que les potentats sont avec nous d'autant plus cruels et féroces que nous supportons tranquillement l'asservissement. La lutte révolutionnaire pour la libération des peuples est une nécessité historique. Elle a pour but d'accélérer la libération, et d'éviter de nombreuses victimes futures en invitant les combattants national-révolutionnaires à organiser pour le combat le peuple tout entier, en leur montrant les moyens et les procédés de lutte qui peuvent le plus vite vaincre l'ennemi armé.

#### Combattants et alliés de la lutte balkanique de libération!

Nous sommes persuadés que vous serez à mêmes de tirer toutes ces leçons de vos luttes de jusqu'ici. Nous attendons cependant, que vos leaders soient aussi effectivement les représentants de vos tendances et de votre tactique de lutte, que vos leaders abandonnent dorénavant toutes les fausses méthodes de luttes poursuivies jusqu'ici et ne consentent point à des pourparlers avec les oppresseurs. Nous considérons votre mouvement comme suffisamment fort pour se donner la direction correspondant entièrement à ses revendications et à ses idéals, vous conduisant à la victoire, et la complète libération.

Au nom des peuples opprimés balkaniques, nous vous adressons nos salutations révolutionnaires fraternelles.

**Vive la libre et indépendante République Nationale Croate!**

**Vive les républicains indépendants de tous les peuples de la Yougoslavie!**

**Vive la Fédération Balkanique — l'union des libres républiques des peuples balkaniques!**

Octobre 1928

Organisation Révolutionnaire Macédonienne Unifiée  
(ORIM UNIFIÉE)

Comité Révolutionnaire de la Thrace Occidentale  
Comité de Cossovo

Comité Albanais de l'Emancipation Nationale  
Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (DRO)

## Qu'apportera le gouvernement Maniu aux masses ouvrières et paysannes ?

La presse roumaine — bourgeoise et socialdémocrate — salue avec enthousiasme l'avènement du parti national-tsaraniste au pouvoir. Et cela avec raison; car cette «solution» de la crise gouvernementale a ajourné pour quelques temps la révolution, la crise aiguë économique et financière, la famine, le chômage, etc., maux dus non seulement au système capitaliste, mais aussi à la rapacité du gouvernement libéral, ayant poussé le pays jusqu'au seuil de la révolution. Tant que le grand mécontentement des masses ouvrières et paysannes ne prenait pas de formes révolutionnaires organisées, le parti national-tsaraniste, aidé par la presse socialdémocrate et par celle bourgeoise anti-libérale, menait une campagne violente contre le «système» Bratiano, en propageant même le mot d'ordre de la «résistance des citoyens contre les abus administratifs du gouvernement libéral.» Mais lorsque le parti national-tsaraniste eût observé que les

masses ouvrières traduisaient en fait les mots d'ordre lancés — les dernières élections partielles nous ont montré comment les masses entendaient se comporter envers les agents libéraux — il s'est empressé d'apaiser les masses, en les conjurant d'avoir confiance en leur chef Maniu, qui les porterait à la victoire...

Bratiano lui-même avait bien compris qu'il fallait se retirer — il comptait le faire après la stabilisation —, en laissant la place libre soit à un soi-disant gouvernement national, soit même à un gouvernement national-tsaraniste dans lequel la Régence aurait nommé son ministre de la guerre... Mais la finance internationale en a voulu autrement. Elle a commandé à Bratiano de se retirer, et à la Régence «de faire semblant» quelle lui donne congé — pour relever ainsi l'autorité du monarchisme —, et d'appeler Maniu à former le nouvel cabinet. Le capital financier inter-

national ne place pas son argent dans des pays qui se trouvent au seuil de la révolution — et quand il le fait, c'est seulement pour l'étrangler — ou qui ne peuvent pas lui servir, dans l'avenir, de chair à canon contre la Russie des Soviets.

Il y a encore des larges couches de travailleurs et paysans qui attendent une amélioration de leur situation matérielle ainsi que de la liberté et de la justice d'un gouvernement qui, à vrai dire, à tout promis, mais qui, au lieu de réaliser les promesses faites, augmentera encore plus cruellement l'oppression des masses productrices des villes et de la campagne en appliquant les lois de la stabilisation et en se conformant aux conditions de l'emprunt qui font de la Roumanie une vraie colonie de l'impérialisme européen et américain.

En ce qui concerne les libertés politiques, Vaïda-Voevod, le nouveau ministre de l'Intérieur, n'a-t-il pas déclaré à Cluj, lorsqu'il fut entendu comme témoin dans le grand procès des masses ouvrières, qu'un gouvernement national-tsaraniste interdirait par une loi toute activité du parti communiste ou d'une organisation révolutionnaire quelconque... et ne ferait pas comme le parti libéral, qui poursuit illégalement les communistes... à cause de leur idéologie... car il n'y a pas encore une loi en Roumanie, qui défend d'être communiste. Cette déclaration était, pour ainsi dire, — un examen. Le parti national-tsaraniste, qui avait déclaré mille fois, en son temps, ne pas être un parti révolutionnaire et vouloir seulement défendre la Régence contre le parti libéral, en sauvant ainsi l'idée monarchique, a montré clairement aux facteurs intérieurs — la finance libérale — et surtout aux facteurs extérieurs — la finance internationale — qu'il était prêt à faire tout pour sauver la Roumanie d'une révolution... qui ébranlerait le front impérialiste érigé contre la République des ouvriers et paysans russes. Rappelons-nous aussi les constatations enthousiastes de la presse bourgeoise roumaine, à l'occasion de la visite de Pilsudsky, qui soulignait précisément le fait qu'il n'y a aucune divergence entre le parti libéral et l'opposition national-tsaraniste à l'égard de la Russie des Soviets.

La démission du parti libéral et l'avènement du parti national-tsaraniste au pouvoir ne signifie que le prolongement de la crise aiguë économique et financière, et non pas une solution de la crise ou un changement de «système», comme on le prétend même dans la presse social-démocrate européenne. Comme tous les gouvernements bourgeois, surtout en Roumanie, le nouveau cabinet aussi cherchera à s'enrichir le plus tôt possible, en régnant dans son propre intérêt, et non pas dans l'intérêt des masses ouvrières. Le nouveau «système» apportera une préparation plus énergique encore de la guerre contre l'Union des Soviets, au lieu de la reconnaître de jure, comme le demandait Vaïda-Voevod jadis, et au lieu de conclure la paix avec elle; ce nouveau cabinet, au lieu d'augmenter les salaires et de combattre le chômage, augmentera l'exploitation des masses ouvrières et paysannes pour pouvoir payer non seulement les dettes conclues à présent, mais aussi les dettes anciennes, qu'on a dû revaloriser pour obtenir l'emprunt; le gouvernement Maniu, au lieu de combattre la famine à la campagne et de résoudre enfin le problème agraire, en donnant la terre, sans indemnisation, aux paysans pauvres, empêchera toute manifestation des masses paysannes organisées, dirigée contre le régime capitaliste; enfin, le nouveau gouvernement, au lieu de proclamer une amnistie générale politique, agraire et militaire, poursuivra encore plus énergiquement les organisations révolutionnaires du prolétariat roumain et légifèrera la mise hors la loi du parti communiste et de l'organisation de la jeunesse communiste. En ce qui concerne le problème des minorités, ce gouvernement protégera la bourgeoisie

minoritaire, en partageant avec elle — fraternellement — ce qu'on gagnera; mais les masses ouvrières et paysannes seront aussi exploitées qu'auparavant. A Bucarest, à Galatz, à Turnu-Severin, etc., on a déjà commencé les perquisitions et les confiscations des manifestes du Bloc Ouvrier et Paysan et des résolutions des Syndicats Unitaires.

Mais ce gouvernement apportera bien quelque chose aux masses non encore conscientes des réalités: l'expérience politique. Des milliers d'ouvriers et de paysans, qui ont encore confiance en le parti national-tsaraniste, se convaincront aussitôt qu'aucun parti politique bourgeois, quelle que soit sa dénomination, ne pourra défendre et lutter pour les intérêts des masses ouvrières, et que les masses ouvrières seules, des villes et de la campagne, unies dans un front unique révolutionnaire et conduites par les organisations révolutionnaires de classe du prolétariat, doivent lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan, le seul capable d'agir seulement dans l'intérêt du peuple travailleur.

N. Amaru

## Une nouvelle sentence barbare de la justice militaire roumaine

La bourgeoisie roumaine, aidée par la police, la Sigou-rantza, la gendarmerie, les tribunaux civils et militaires, continue énergiquement l'offensive contre l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire roumain. Par cette offensive, qui ne vise pas seulement à la destruction de toutes les organisations révolutionnaires du prolétariat roumain, mais aussi à la destruction physique des prisonniers politiques, tombés dans cette lutte acharnée en les mains de la bourgeoisie, ont introduit la peine de mort qui ne figure pas encore dans la législation roumaine. Le régime des prisons roumaines égale en réalité à la peine capitale, en détruisant même la constitution la plus forte; il est vrai aussi que la peine capitale existe en Roumanie, de fait si non de droit, comme nous le montrent les cas de Filipescu, Tkatchenko, etc., assassinés sous le prétexte qu'ils voulaient s'enfuir de l'escorte militaire...

Le dernier procès des communistes, qui a eu lieu à Bucarest devant la cour martiale — le procès des révoltés de Jilava — est le procès le plus réactionnaire qui ait eu lieu jusqu'à présent dans un quelconque des pays capitalistes. Ce procès signifie aussi une nouvelle étape dans la lutte des classes en Roumanie. Par ce procès, on veut étouffer toute action de protestation contre les abus des administrations des prisons, en menaçant les prisonniers politiques d'autres procès aussi.

Le procès des révoltés de Jilava fut transformé par les accusés en un procès du régime des prisons. Mais la justice militaire, implacable dans sa férocité, a sanctionné les abus commis par l'administration de Jilava contre les détenus, en leur ajoutant encore une année à leurs peines de deux années de prison! Par cette tactique, la bourgeoisie roumaine veut maintenir dans les prisons les détenus politiques, pour les empêcher de reprendre la lutte révolutionnaire et pour les détruire physiquement, et elle veut aussi abolir tout-à-fait le régime politique pour les révolutionnaires emprisonnés, régime qui est garanti même par la législation réactionnaire roumaine.

Devant cet attentat aux droits des prisonniers politiques, la classe ouvrière et les intellectuels de l'Europe doivent protester énergiquement contre la bourgeoisie roumaine, qui veut assassiner ses ennemis de classe, et doivent soutenir l'avant-garde révolutionnaire roumaine dans sa lutte héroïque.

N. A.

## Une déclaration de l'Organisation Révolutionnaire de Dobroudja (D. R. O.)

*A l'occasion des fêtes organisées le 28 octobre dernier par le gouvernement roumain pour le cinquantième de son annexion de la Dobroudja, l'Organisation Révolutionnaire de Dobroudja, la D. R. O., avait publié dans les journaux roumains et étrangers la Déclaration suivante:*

Le 28 octobre on a organisé des fêtes extraordinaires dans toute la Dobroudja. Durant des mois, on a préparé des arcs de triomphe, des parades militaires, des banquets, pour célébrer d'une façon triomphale le cinquantième de la «libération» de la Dobroudja et de son annexion à la Roumanie. Les satrapes roumains ont essayé d'obliger par la force les Dobroudjanais à prendre part à cette fête.

Pour les Dobroudjanais, cependant, ces pompes ne sont qu'un triste souvenir de leur esclavage et de leur oppression, durant depuis cinquante ans.

Il y a cinquante ans, l'oligarchie de Bucarest acheta la Dobroudja pour le prix de la Bessarabie, sans consulter sa population qui luttait avec énergie contre la tyrannie des sultans et des begs tures. Ainsi on n'échangea que les maîtres en remplaçant les begs par les boyards, dont la tyrannie est encore plus insupportable.

Etant près de la Bessarabie et des Détroits, ayant une rive bien commode pour construire des ports, on voulait la transformer, changer son caractère ethnique comme on a fait dans les autres régions étrangères annexées par la Roumanie.

On voulait chasser sa population, habitant le pays depuis des siècles.

Voilà déjà cinquante ans que les gouvernants de Bucarest s'efforcent par tous les moyens de la terreur de dénationaliser et de coloniser la Dobroudja, faisant ainsi d'elle le «berceau de la culture roumaine».

Par des lois exceptionnelles et par des actes illégaux (les lois de la réorganisation, de la sujétion, du contrôle des biens, etc.), par l'état de siège perpétuel, par les cours martiales et par la pratique des travaux publics forcés, les boyards roumains dévalisent la population, prennent ses biens et la forcent d'émigrer à l'étranger où elle supporte une misère noire.

On a fermé toutes les écoles, toutes les églises et les mosquées de la population locale, lui défendant toute activité nationale et culturelle.

Périodiquement, on organise des bastonnades et des massacres en masse comme ceux de Chahinlar, Staro-Selo, Kavourga, etc. . . Souvent, les villageois de régions entières, les mains liées, sont battus, maltraités d'une façon bestiale, tandis que leurs femmes sont violées par des bandes ivres. Rien que pendant les dernières dix années, 40.000 Bulgares et 30.000 Turcs de la Dobroudja ne pouvant pas supporter la terreur qui sévit dans leur pays l'ont quitté, émigrant à l'étranger.

Les Dobroudjanais, privés des droits les plus élémentaires, ont demandé la protection de la Société des Nations

à plusieurs reprises pendant qu'ils attendaient la protection des gouvernements bulgares et turcs. La Société des Nations, cependant, fait la sourde oreille quand il s'agit des Dobroudjanais comme, d'ailleurs, quand il s'agit d'autres populations opprimées. Les gouvernements bulgare et turc, pour entretenir de bonnes relations avec les boyards, restent impassibles aux appels des Dobroudjanais. D'ailleurs, la Dobroudja, pour eux, n'est qu'un objet à conquérir.

Les Dobroudjanais ne peuvent trouver leur salut de leur esclavage national que dans leur propre lutte révolutionnaire, comptant uniquement sur l'aide effective des autres peuples opprimés dont les efforts communs vont supprimer l'esclavage national, aussi bien en Dobroudja que dans tous les Balkans.

Le jour même de ses «fêtes», mises en scène par les boyards roumains pour cacher la barbarie de la clique de Bucarest, la population de la Dobroudja, loin de fêter, proteste énergiquement contre les traités impérialistes de leurs auteurs, déclarant à haute voix qu'elle ne permettra pas d'être anéantie et qu'elle continuera sa lutte jusqu'à sa libération complète et l'organisation de la République de la Dobroudja libre et indépendante, membre égale de la Fédération Balkanique — l'Union Libre des Républiques Balkaniques.

Dobroudja, le 28 octobre 1928.

Le C. C. de D. R. O.

## La Coalition Démocrate-Paysanne ne songe même pas à la lutte décisive en Yougoslavie

La Coalition Démocrate-Paysanne, représentante politique du front Prétchani, après de longs ajournements a enfin tenu à Sissek, le 21 octobre dernier, la grande Assemblée populaire. La tâche de cette grande action des masses paysannes, croates en grande majorité, devait être de montrer aux cercles dominants de Belgrade la force des Prétchansis nationalement, politiquement et socialement opprimés, et de développer leur énergie pour la continuation et le renforcement de la lutte contre le régime grand-serbe.

— Alba-Julia est déjà vieux, disait, il y a un mois, le Dr. V. Matchek, le leader actuel du Parti Paysan Croate. Le second leader de la Coalition, Svetozar Pribitchévitch, fit lui-aussi, avec le Dr. Matchek, certaines déclarations qui firent supposer que l'on pourrait attendre de Sissek de nouvelles choses.

Nous, qui voyons réunies dans le mouvement national-paysan croate toutes les conditions pour le développement d'une lutte intransigeante contre le régime d'hégémonie grand-serbe, qui considérons ce mouvement comme l'un des facteurs les plus importants dont dépend la chute du régime actuel, nous attachâmes à cette première Assemblée populaire des Prétchansis opprimés une importance historique. Elle devait être le début d'une lutte énergique. Elle devait surtout établir une plateforme politique claire et nette pour le mouvement national-paysan croate, et pour celui des masses des Prétchansis, montrer le chemin de la lutte pour la réalisation de la liberté et de l'indépendance du peuple croate et des autres peuples opprimés de la Yougoslavie.

Mais cette Assemblée du peuple à Sissek n'eut pas un rôle historique.

Nous voulons ici en quelques mots montrer aux participants à cette Assemblée, aux combattants contre ce régime, aux alliés des peuples opprimés dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance, que, sans aucune perte de temps, il est nécessaire de provoquer sérieusement et énergiquement le moment historique. Le temps perdu ne peut être utile qu'au régime actuel et affaiblir les rangs des combattants nationaux. Les événements qui se sont produits depuis le 20 juin, l'attitude lente, hésitante, indécise des leaders des masses des Prétchansis imposent la lutte décisive, et nous sommes convaincus que c'est aussi là le sentiment des masses croates et des Prétchansis.

Après l'assassinat des députés croates au Parlement de Belgrade, les députés de la Coalition Démocrate-Paysanne agirent avec justesse en quittant Belgrade, et en rompant toute relation avec la Skoupehtina de Belgrade. Mais, malgré la demande des masses de constituer une représentation spéciale pour les contrées des Prétchansis et de rompre complètement et définitivement avec Belgrade, les leaders de la Coalition Démocrate-Paysanne se bornèrent à donner à leurs séances la dénomination de séances de la fraction parlementaire de la Coalition Démocrate,

Paysanne et ne songèrent même pas à essayer de créer une véritable Représentation de la Croatie et des contrées des Prétchansis, par la proclamation des élections ad hoc, ainsi que cela se fait à la veille d'une révolution et lors de la révolution même.

Au lieu donc de créer une Représentation des larges masses et de lui céder la direction des événements historiques, la fraction parlementaire de la Coalition Démocrate-Paysanne continua à la garder. Sa première séance du 1er août prit quelques décisions importantes: non-reconnaissance des lois que voterait la Skoupehtina de Belgrade et qui changeraient financièrement les contrées des Prétchansis; déclaration que le peuple considérait la Constitution actuelle comme abolie. La conséquence logique en devait être la lutte pour les droits, la liberté et l'indépendance du peuple croate qui se mettrait ainsi à même de secouer de ses épaules les charges et obligations que lui imposait le gouvernement grand-serbe de Belgrade. Au lieu de ce faire, le Parti Démocrate-Paysan déclara la lutte dans les cadres de l'Etat actuel, de cette affreuse geôle des peuples; donc, non pas pour un nouvel Etat indépendant, mais pour une nouvelle Constitution dans l'Etat existant, pour une Constitution devant garantir dans l'Etat actuel l'égalité des droits de toutes les individualités étatiques, historiques, nationales, politiques. Il est vrai que les masses croates, et les Prétchansis en général accueillirent ces décisions du Parti Démocrate-Paysan avec un certain enthousiasme, mais ce parce que dans la session du Parti Démocrate-Paysan ils voyaient un Contre-Parlement, la désignaient aussi comme tel, mettaient un grand espoir en ce Contre-Parlement. Ces masses étaient prêtes à appuyer et à réaliser ces décisions prises, à l'aide de tous les moyens dont elles disposaient. Mais deux mois et demi de travaux de la fraction parlementaire du Parti Démocrate-Paysan montrèrent que cette fraction, comme partie du Parlement de Belgrade, ne pourrait aucunement remplir les tâches historiques qu'attend le peuple croate. Au lieu de la lutte renforcée contre le régime après la mort de Raditch, au lieu d'appeler les masses à d'imposantes réunions, au lieu de mobiliser des colonnes de combattants, le Parti Démocrate-Paysan proclama un armistice de trois semaines avec le régime. Mais ni pendant cet armistice, et ni plus tard il n'entreprit rien pour appliquer la décision du boycottage financier de l'Etat et de l'armée qui oppriment le peuple croate et les autres peuples non-serbes.

Une telle attitude indécise du Parti Démocrate-Paysan n'est que la conséquence logique de la lutte mal conduite contre l'Etat. Les leaders du Parti Démocrate-Paysan soulignent qu'ils mènent la lutte pour une complète égalité des droits des peuples de la Yougoslavie, au lieu de la mener pour l'indépendance pleine et entière des Croates et des autres peuples opprimés. Ils pensent pouvoir mener la lutte

dans les cadres de l'Etat actuel, pour une nouvelle Constitution, c'est-à-dire pour une révision de la Constitution actuelle. Le facteur qui, d'après eux, mènerait à la liberté et à l'égalité des droits, est un nouveau gouvernement central devant faire de libres élections. Voilà pourquoi ils s'efforcent de ne point faire preuve d'illoyauté envers l'Etat, envers le roi surtout, envers ce roi sous la protection duquel est placée l'organisation fasciste grand-serbe dont le représentant, Punicha Ratchitch, a assassiné les députés croates à la Skoupehtina. Ils allèrent même si loin dans leurs espoirs en la cour et en les officiers de la cour, qu'ils furent prêts à accepter comme chef de gouvernement un officier de la cour.

Faut-il encore démontrer par d'autres preuves aussi combien est fautive cette voie adoptée pour la lutte? Quelles illusions pourrait-on encore caresser pour pouvoir croire qu'un Parlement centraliste à Belgrade, avec son appareil étatique grand-serbe, ses officiers, sa clique de bureaucrates, son armée et sa gendarmerie, pourrait accorder la liberté aux Croates ou à un peuple quelconque opprimé en Yougoslavie? Le Parti Paysan Croate disposait auparavant aussi des mêmes des voix et mandats croates. Et cependant, il ne put conquérir au Parlement de Belgrade la liberté du peuple croate. Le Dr. Matchek sent fort bien que les masses paysannes croates n'ont nulle confiance en cette révision promise de la Constitution et qu'elles posent tout nettement la question de la pleine et entière liberté et indépendance de la Croatie. Voilà pourquoi il essaie d'emboîter le pas aux masses, en disant que... le Parti Démocrate-Paysan exige l'égalité complète des individualités étatiques-historiques et politiques-culturelles, que la souveraineté nationale doit être exprimée dans la législature et dans l'exécutif, et que si cela n'était pas possible, c'est alors seulement que l'on devrait appliquer le principe du chacun pour soi... Dans l'Assemblée à Sissek, Matchek, sous la pression des masses mécontentes, essaya de se libérer des extrêmes espoirs en le roi. Il fut forcé de constater que le roi n'avait jusqu'ici rien fait pour le peuple croate qui continuait ainsi à rester le forgeron de son propre sort. Et cependant, Matchek, et Pribitchévitch aussi, surtout ce dernier, persévèrent dans leur rôle de supplicateurs.

De qui le peuple croate doit-il s'attendre à recevoir sa liberté, de qui peut-il la supplier? Si le Dr. Matchek et les autres leaders du Parti Démocrate-Paysan pensent en cela au Parlement de Belgrade, aux capitalistes serbes, à la cour serbe, à la clique dominante des officiers serbes, cela signifie qu'ils les considèrent comme leurs seigneurs et maîtres. Et leurs supplications, leur mendicité ne leur servira à rien. Le peuple croate a, comme chaque autre peuple, le droit à sa liberté, et le droit à la prendre et à lutter, pour l'obtenir, contre tous ceux qui lui croisent son chemin. Et il a le droit de lutter aussi et surtout contre le Parlement de Belgrade où les représentants de quelques nationalités opprimées sont assassinés et où, au lieu des représentants des autres peuples opprimés siègent des députés nommés par la police. Il a aussi le droit de lutter contre la monarchie qui est la personification de l'hégémonie grand-serbe. Il a également le droit de lutter contre la clique des officiers qui constituent l'état-major du sanglant régime d'oppression. Et aussi contre la bourgeoisie centraliste qui presse les dernières sèves des masses populaires appauvries. Il doit lutter contre tous ceux-ci et ne point chercher à aboutir à un accord avec ces gens qui ont le plus grand intérêt à opprimer le peuple travailleur. C'est ainsi que la question de la liberté du peuple croate aurait dû être posée à la grande Assemblée populaire à Sissek, c'est ainsi qu'elle doit être posée dans toutes les assemblées populaires futures dans les contrées des Prétchanis. A Sissek aurait dû avoir lieu ce qui aurait dû se faire après les meurtres à la Skoupehtina: la prise en propres mains de la cause des masses populaires. Il était nécessaire de proclamer une plateforme politique nette et claire correspondant aux revendications des masses: une Croatie libre et indépendante, liberté et indépendance pour tous les peuples balkaniques. L'Assemblée populaire de Sissek aurait dû constater que par les méthodes de lutte employées jusqu'ici, on ne pourrait même pas recueillir des miettes de la liberté politique, pour ne point parler de la conquête de l'indépendance nationale. Les méthodes de lutte doivent être modifiées de fond en comble, si l'on veut sincèrement songer à la lutte et à la victoire. Il est ridicule de parler de méthodes de lutte pacifistes, lorsque les fascistes grand-serbes et la police gouvernementale assassinent en masse au Parlement, dans les rues, dans les maisons, et même dans les bureaux de la police. Un poing exige un autre. Et ce poing ferme et énergique, les masses Prétchanis croates et autres auraient dû le montrer le 21 octobre.

Tout accord avec les partis dominants, avec les facteurs du régime signifie trahir la lutte pour la libération

nationale. Toutes les illusions de ce que l'on puisse obtenir la liberté des potentats actuels et des partis serbes, doivent être définitivement abandonnées; eux tous, des radicaux de Voukitchévitch jusqu'aux travailleurs agricoles serbes, ne sont que des soutiens du régime grand-serbe. Récemment, la commission principale du Parti Radical, dans laquelle siègent les Pachitchiens qui s'intitulent des «amis du peuple croate», clôtura ses séances. L'on vit nettement, de leurs discussions, que ces «amis du peuple croate» n'étaient nullement disposés à faire dans la Constitution centraliste la moindre concession de nature à affaiblir l'unité nationale. L'on vit combien ses membres étaient possédés de la furie du chauvinisme, combien ils étaient révoltés de ce que la Voyvodina n'était pas encore serbisée, de ce que les Allemands et les Magyars, qui y constituent la majorité, n'étaient pas encore étouffés, de ce que l'on tolérait encore quelques fonctionnaires de ces nationalités, quelques écoles, leurs langues. Ils étaient en rage de ce que l'ordre et la tranquillité ne régnaient pas encore en Macédoine, de ce que les Macédoniens se sentaient encore des Macédoniens et qu'on n'avait pas encore pu les réduire au silence. Le parti serbe de gauche, le Parti des Travailleurs Agricoles, flétrissait, par la bouche de ses leaders, comme traîtrise toute idée d'une transformation fédérative de l'Etat.

A Sissek, on aurait dû poser devant le peuple croate opprimé et devant les autres masses Prétchanis la question de la lutte décidée contre le régime, pour la libération nationale pleine et entière. On aurait dû y poser la question de la lutte commune de toutes les organisations nationales-révolutionnaires. La libération du peuple croate serait un grand pas vers la libération de tous les peuples balkaniques. Nous les peuples balkaniques devons être absolument libres et indépendants pour constituer, à droits égaux, une grande Union Balkanique: la Fédération des libres Républiques Balkaniques.

Si la direction actuelle du mouvement croate n'est pas en état de comprendre et de réaliser cette lutte contre le régime, les masses opprimées croates et Prétchanis sont obligées de se procurer une direction ad hoc. C'est surtout après l'Assemblée de Sissek que les larges masses croates et Prétchanis doivent voir clairement la nécessité absolue de se donner une direction révolutionnaire, d'adopter les méthodes de lutte révolutionnaires.

N. Matijévitch

## Une nouvelle machination contre la vie du professeur T. Pavloff

La «Fédération Balkanique» avait il y a quelque mois mis à nu un complot tramé dans la prison de Plovdiv contre la vie du professeur Todor Pavloff, et publié une lettre ouverte adressée par Pavloff à l'ORIM. Le professeur Pavloff avait, par la suite, été transféré dans la prison de Sliven. Or, voici que nous parvient la nouvelle qu'encore un complot vient d'être ourdi contre la vie de l'éminent professeur. Les dictateurs de Sofia se trouvent fort mal à leur aise en sentant que par le fait même de l'emprisonnement de cet homme de science et de bien, toute l'opinion publique progressive de l'Europe les flétrit d'un opprobre plus profond encore; en voyant que des hommes tels que Henri Barbusse, Félicien Challaye, etc., publient à leur adresse des écrits de protestation et d'indignation. Ne pouvant se décider à remettre en liberté leur innocente victime, ils veulent la faire disparaître à tout prix.

Dans la prison départementale de Sliven, les prisonniers politiques sont, comme d'ailleurs partout en Bulgarie, soumis à un régime odieux. Non seulement ils sont privés de tout droit élémentaire humain, mais ils sont aussi soumis à un traitement particulièrement barbare de la part du directeur de la prison. Et le professeur Todor Pavloff, qui se trouve actuellement dans cette prison de Sliven, est tout particulièrement harcelé et maltraité, et se trouve tous les jours menacé d'être assassiné.

Le groupe parlementaire du Parti Ouvrier de Bulgarie vient de recevoir une lettre signée par la mère, la femme, le fils et la soeur de Todor Pavloff, et dans laquelle il est dit: »Dans la prison de Sliven, un groupement contre Todor Pavloff a été constitué par les prisonniers de droit commun Nicolas Guécheff, Stoyan Karadjoff, Dimitr Tcholakoff, Slavé, Gavril Petroff, Vassil le Tzigane et Vélou Koleff. Ce groupement a été formé sur les instigations du caissier de la prison de Plovdiv, Kovatcheff. Ce dernier, dénoncé en son temps lorsque le complot qu'il avait ourdi contre la vie de Todor Pavloff sur l'ordre de l'ORIM avait été découvert à temps, avait juré de se venger de Todor Pavloff de ce qu'il ne s'était pas laissé assassiner sans mot souffler; sa haine avait redoublé de fureur par le fait que devant les protestations s'élevant de tous côtés,



les autorités n'avaient pu faire autrement que de mettre sous accusation le caissier Kovatcheff, pour faire croire à leur propre non-complicité.

Le procès contre Kovatcheff devant avoir lieu sous peu à Plovdiv, Todor Pavloff y devait être transporté pour être entendu comme témoin. Et les détenus de Plovdiv Ivan Chtarkeloff et Metcheto, tous deux impliqués dans le complot de Plovdiv, devaient assassiner Pavloff. Puis, les détenus de Sliven Stoyan Karadjoff, Nicolas Guécheff, Vélou Koleff, Gavril Pétroff et quelques autres encore, qui devaient également être transportés à Plovdiv pour être entendus comme témoins dans ledit procès, devaient affirmer sous serment que Todor Pavloff se serait jeté sur Chtarkeloff et Metcheto pour les tuer, et que ceux-ci auraient alors agi en légitime défense en tuant Pavloff...«

Et la lettre est terminée par les paroles suivantes:

»L'ennemi guette sa victime. Il a tous les atouts, pour atteindre sa proie. En attirant votre attention sur ce crime projeté, nous demandons au ministre de la Justice quelles mesures il compte prendre pour garantir la vie de notre fils, mari, père et frère Todor Pavloff. N'est il pas grandement temps d'accorder cette amnistie complète que demande à si haute voix le peuple bulgare tout entier?«

## Une journaliste désavouée

Nous lisons dans »l'Agence des Balkans« de Paris:

La journaliste Mme N. M. Pavlova, d'origine bulgare, revenant de Bulgarie où elle fut invitée et reçue par le gouvernement, publia, au début du mois d'août dernier, dans »Le Petit Journal« de Paris une série d'articles intitulés »Les grandes enquêtes du »Petit Journal«, dans lesquelles elle essaya de justifier la dictature militaire bulgare et de discul-

per, aux yeux de la démocratie européenne, le gouvernement du Coup d'Etat.

Pour illustrer la façon dont cette enquête fut faite, nous publions les passages essentiels d'un démenti formel, fait par le chef du parti social-démocrate, M. Ianko Sakazoff, et publié dans l'organe du même parti, »Narod«:

»Nous, les politiciens, nous acceptons de parler avec des correspondants étrangers, surtout lorsqu'ils sont en liaison avec des gens de l'Occident que nous connaissons.

»Mais, lorsque nous corrigeons leurs écrits inexacts, ils ne doivent pas engager une polémique avec nous.

»La correspondante du »Petit Journal« de Paris, Mme Pavlova, nous répond dans le journal »Svobodna Retch« (organe gouvernemental bulgare), qu'elle avait bien compris et exactement traduit mes pensées.

»Je regrette d'être obligé de la démentir une deuxième fois. Qu'elle sache que je connais mieux qu'elle, que je rencontrais pour la première fois, mes propres pensées.

»Les comparaisons et les juxtapositions qu'elle fait, sont arbitraires et personnelles.

»Je n'ai pas comparé le régime de Stamboliisky avec celui de Liaptcheff: ils ont deux caractères différents.

»La rédactrice a évité de dire, qu'en parlant d'assassinats politiques pratiqués chez nous, j'ai visé clairement le régime Tsankoff, mais non celui de Stamboliisky, comme elle le fait comprendre.

Elle a également omis d'ajouter ma déclaration que »le peuple fut profondément déçu du régime instauré par le Coup d'Etat«, de façon qu'en lisant ses articles, on dirait que tout va bien aujourd'hui en Bulgarie.

Je répète que l'auteur de ces articles a arbitrairement brouillé mes déclarations pour en faire une »enquête« plaisant aux »Demokraticheski Zgovor« et »Svobodna Retch« (organes gouvernementaux — *Féd. Balk.*)«

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Vor dem finanziellen Krach

Das groß-serbische Regime ist bereit, das ganze Land an ausländische Kapitalisten zu verkaufen, nur um sich selbst zu erhalten

Skoplje, 9. XI. 1928

Kürzlich hat sich der jugoslawische Finanzminister Dr. Subotitz, dem Berichterstatter der italienischen Zeitung »Il popolo di Trieste« gegenüber geäußert: »Schwer, allzuschwer ist Finanzminister ohne Geld zu sein«. Verhandlungen, welche die jugoslawische Regierung nach allen Seiten führt, um eine Anleihe zu realisieren, schon vorher alle, auch die schwersten Bedingungen annehmend, bestätigen noch besser als die Worte des Herrn Ministers die verzweifelte finanzielle Situation der Belgrader Regierung. Die Angaben über die wirtschaftliche Lage, über die Lage der Bauernschaft, welche die finanzielle Grundlage des Staates ist, geben uns eine Vorstellung der schweren wirtschaftlichen Krisis und Verelendung der breiten Massen und insbesondere der mittleren und armen Bauernschaft.

Nach dem vergangenen Hungerjahre, welches Zehntausenden von Bauern aus den passiven Provinzen den Tod und Bettelstab brachte oder sie bis zur Tagelöhnerschaft zwang, welche neue Hunderttausende von Bauernfamilien in die Hände der Wucherer auslieferte, hat das laufende Jahr keine Besserung gebracht. Die Weizenernte war im laufenden Jahre mittelmäßig und die Maisernte verlustreich, so daß die inländischen Bedürfnisse kaum befriedigt werden können und mit einem Ausfuhrüberschuß ist — nach einer Schätzung der Fachleute — nicht zu rechnen. Und dennoch führen die Getreidehändler und Banken Getreide aus, nicht achtend auf die Bedürfnisse des Volkes, nicht achtend, daß man später zum doppelten Preise Getreide einführen müssen wird.

Trotz aller Bemühungen zur Hebung der Ausfuhr und zur Aktivierung der Bilanz des Außenhandels bleibt diese schon seit vorigem Jahre fortwährend mehr und mehr passiv.

In den ersten neun Monaten des letzten Jahres betrug der Wert der Einfuhr 5.891 Millionen Dinar, und der der Ausfuhr 4.566.9 Millionen Dinar. Es ist also schon in den ersten neun Monaten mit einem Passivum von 1.234 Millionen Dinar zu rechnen. Prozentual beträgt das Passivum der Handelsbilanz im 1. Jahre 28 Prozent, gegenüber 17 Prozent des vorigen Jahres.

Infolge der offen ausbeuterischen Wirtschaftspolitik der Regierung, ist das Lebenshaltungsniveau der breitesten Bauernmassen so gesunken, daß man sich mit Verwunderung fragt: Wie kann man so überhaupt leben und existieren. Die Bauernschaft ist den Wucherern und dem Staate infolge der enormen Steuern (die Besteuerung ist im S. H. S. von allen europäischen Staaten die höchste) so verschuldet, daß in gewissen Kreisen diese Schulden mehr als den Wert des Gesamtvermögens betragen.

Die Gesamtsumme der Bauernverschuldung — schon längst der Öffentlichkeit bekannt — beträgt über 4 Milliarden Dinar, d. h. 330 Dinar pro Person im ganzen Lande, berechnet aber nur auf die Zahl der mittleren und armen Bauernschaft, welche rund 60 Prozent der Bevölkerung ausmacht und welche die ganze Verschuldungslast in der Hauptsache trägt, beträgt die Verschuldung schon über 500 Dinar pro Person — die schuldigen Steuern nicht mitgerechnet. Die Hauptlast bei der Bauernverschuldung kommt aber nicht von der absoluten Höhe der Schulden, sondern von den wucherischen Zinsen, die oft bis 100 Prozent und mehr betragen. Dieses Bild wird noch schrecklicher, wenn man einzelne überschuldete Kreise, Bezirke und Dörfer betrachtet. Der arme und kleine Bezirk von Podgoriza, schuldet dem Staate rund 15 Millionen Dinar nicht be-

zahlter Steuern, neben riesiger Verschuldung gegenüber den Privatbanken und Wucherern. Und nicht bezahlte Steuern des Gebietes »Zeta« (ehemaliges Montenegro, durch einige Bezirke vergrößert) mit einer Bevölkerungszahl von 400.000 Einwohnern, betragen über 160 Millionen Dinar.

Die Bevölkerung der passiven Provinzen und der Provinzen mit einer mittelmäßigen Ernte ist nicht imstande weder die staatlichen Steuern zu bezahlen, noch die wucherischen Schulden zu amortisieren. Und diese schwere wirtschaftliche Lage der Bauernschaft, die sich seit zwei Jahren fortwährend verschlechtert, ist schicksalbringend für die Wirtschaft und für die staatlichen Finanzen des ganzen Landes.

Die Ueberlastung der Bauern durch die Steuern und durch die Wucherer zwang sie zum Verkaufe ihres Viehbestandes, der dem Jahre 1924 gegenüber um 20 Prozent sank; sie rief eine Verringerung des inländischen Absatzmarktes und damit eine Störung in der Produktion vieler Industriezweige hervor; sie trieb eine gewaltige Zahl der Bauern, sich selbst auf dem Arbeitsmarkt anzubieten und vergrößerte damit die Arbeitslosigkeit im Lande. Es ist nicht übertrieben, wenn man sagt, daß es heute in Jugoslawien rund 300.000 Arbeitslose gibt.

Trotz aller Bemühungen des staatlichen Steuerapparates blieben die staatlichen Einnahmen um 974 Millionen Dinar unter der im staatlichen Haushaltungsplan vorgesehenen Ziffer von 11.477 Millionen Dinar. Die Ausgaben stiegen aber infolge der außerordentlichen Ausgaben bis 12.383 Millionen Dinar. Das bedeutet ein Defizit von rund 2 Milliarden für das verflossene Budgetjahr.

Andere Staatsunternehmungen nicht beachtend (Landwirtschaftliche Domänen, Bergwerke), werden wir uns nur mit der staatlichen Eisenbahn befassen. Dort sehen wir ein stets wachsendes Defizit, obwohl auch die Tarife fortwährend vergrößert werden. Die letzte, im September abgehaltene Tagung des Tarif-Komitees, stellte bei den Eisenbahnen ein Defizit von 400 Millionen Dinar fest.

Die Wirtschaftskreise stellen offen fest, daß dieses Defizit viel größer sein muß. Man kann sich vorstellen, was für eine Wirtschaft bei den Bahnen herrscht, wenn sie ein Defizit ergeben, obwohl sie ständig die Tarife erhöhen, die Arbeitslöhne abbauen und keine Annuitäten für die zum Eisenbahnbau geschlossene Anleihe zahlen; obwohl in ihr Budget einige Milliarden, die sie aus den Kriegsreparationen bekommen, nicht eingerechnet wurden; obwohl aus ihrem Budget die Beamten- und Angestellten-Pensionen nicht gezahlt, sondern auf den allgemeinen Teil des Budgets übergewälzt wurden.

Wo sind sie hingegangen die vielen Milliarden des Volksgeldes, die alle Nationen verarmt haben? Die Antwort ist jedem in Jugoslawien lebenden Menschen bekannt. Sie wurden hauptsächlich für die Armee, Polizei und hohe Bürokratie verwendet, mittels deren das serbische Regime die unterdrückten Nationen unter seinen Fußstritten hält. Sie sind hingegangen in die Taschen der Kapitalisten, die das gegenwärtige Regime unterstützen und bewahren und in die Tresors der Banken, die einzig in Jugoslawien gedeihen und ihre Kapitalien vermehren trotz dem Verfall der Volksmassen, oder gerade darum.

Aber das Regime hat durch seine Ausplünderungspolitik die Massen erschöpft, die Massenbewegung und deren Kampfstimmung in solchem Maße herausgefordert, daß es kein anderes Mittel gibt, um dem finanziellen Sturz auszuweichen, als große ausländische Anleihen. Wir haben schon am Anfang angeführt, zur Charakteristik der hoffnungslosen Lage der Staatsfinanzen, daß das Regime alle Bedingungen, die die fremden Kapitalisten stellen, annimmt. Nur, je früher das Geld! Weil die Anleihe eigentlich die einzige Rettung ist für das gegenwärtige großserbische Regime.

Die famosen Bedingungen für die geplante große englische Anleihe von 50 Millionen Pfund-Sterling — 13½ Milliarden Dinar — sind schon allbekannt. Wir werden sie hier nur gelegentlich in Kurzem anführen.

Von 50 Millionen Pfund gehen gleich 8 Millionen an den Emissionskurs, Bankiersprozent und Vermittlungsprovisionen; ca. 6 Milliarden Dinar (d. h., eine Hälfte der Anleihe) müssen für den Eisenbahnbau, für den das Material ausschließlich in England gekauft sein wird, verwendet werden; der Bau der Eisenbahnen wird den Engländern übergeben sein; aus dem Rest der Anleihe, soll die Kriegs-anleihe von 1914 an England, in der Summe von 4 Millionen Pfund ausgezahlt (konvertiert) werden; man soll auch die Blairanleihe von 9 Millionen Pfund konvertieren, mithin eine Entschädigung, für die noch nicht angenommene Summe gezahlt werden; 1 Million Pfund wirft man für die Währungsstabilisation auf die fremden Börsen. Das heißt, die Regierung bekommt in allem 11 Millionen und das Volk wird den Zins und Annuitäten für 50 Millionen Pfund zahlen müssen; das wird jährlich 1 Milliarde Dinar betragen. Wir wissen, daß die politischen Bedingungen, die das Regime angenommen hat, noch schwerere sind: Sanktionierung der Nettuno-Konventionen und Stellung der jugoslawischen Armee

zur Verfügung des anglo-französischen Imperialismus, für dessen Ziele im nahen und weiteren Orient, in erster Reihe aber gegen Sowjetrußland.

Aber das Regime hat diese Anleihe noch nicht realisieren können. Warum? Weil sich die unterdrückten kroatischen und »jenseitigen« Massen gegen das Regime erhoben und erklärten, die Anleihe nicht anzuerkennen. Vor dieser Entschlossenheit sahen die englischen Bankiers und Imperialisten ein, daß ihr Geld nicht sicher placiert sei und streben nach der Stilllegung der finanziellen Beziehungen in Jugoslawien.

Unterdessen eilten sich die Belgrader Machthaber, denen der Boden vor dem Volkszorn zu heiß wird und deren Kassen leer sind, irgendwo und irgendwie, wenn auch vorläufig, das Geld zu suchen und haben das Land zur Auktion gestellt. Sie haben in Schweden eine Anleihe in der Höhe von 22 Millionen Dollars — 1.230 Mill. Dinar — abgeschlossen. Davon bekommt man nach dem Abzug vom Emissionskurs 19.800.000 Dollar, oder 1,100 Millionen Dinar, im Laufe von 16 Monaten. Die Anleihe soll vorwiegend für die Tilgung des gegenwärtigen Budgetdefizits angewendet werden. Für diese Anleihe, die für einige Monate den finanziellen Sturz verschieben soll, haben die Belgrader Machthaber dem schwedischen Konsortium STAB das Zündholzmonopol übergeben, indem sie ihm dazu das Recht der zollfreien Ausfuhr der Zündhölzer einräumen; indem sie ihm als Garantie für die Annuitätzahlungen auch die ganzen Staatseinnahmen zur Verfügung stellen. Der Preis der Zündhölzchen erhöht sich gleich um 1 Dinar; dem STAB läßt man außerdem das Recht, den Preis eventuell noch zu erhöhen.

Nach dieser Monopolanleihe Atem holend, hat sich das Regime an die Arbeit gestellt, mit allen Mitteln die kroatische und »jenseitige« Bewegung zu stürzen. Der König selbst, dieser Hauptfaktor des gegenwärtigen hegemonistischen, großserbischen Regimes, hat sich nach Paris begeben, um von der französischen Regierung die Hilfe zur Lösung der Staatskrise zu Gunsten der großserbischen Hegemonie und zur Abschließung der Anleihe zu erbitten. Innen im Lande arbeiten die großserbischen Parteien auf zweierlei Fronten. Auf einer Seite die Radikalen, um über den Parteiausbruch und über die Verfassungsrevision zu sprechen und die Kampf Stimmung der kroatischen und jenseitigen Massen abzustumpfen, in der Wirklichkeit wollen sie aber vollständig die Gründe auf denen die Vidovdan-Verfassung beruht, d. h., die großserbische Hegemonie behalten. Das Regierungsblatt »Samouprava« selbst operiert jetzt mit dem Manöver der Verfassungsrevision. Andererseits versuchen die Hofkreise durch Dr. Nedeljkowitsch, die Kroaten einzuschüchtern, indem sie die Frage der Amputation Kroatiens und Gründung von zwei selbständigen Staaten aufwerfen.

Was sollen in dieser Situation die kroatischen und »jenseitigen« Volksmassen tun? So, wie Dr. Trumbitsch und Raditschsohn nach Paris gehen und von französischen Imperialisten oder Poincaré Hilfe verlangen. Der junge Wlasko Raditsch schrieb in seiner Pariser Korrespondenz (im »Narodni Wal«), daß Frankreich in Jugoslawien »einen Staat und eine Armee« sehen will, weil Frankreich eine Million jugoslawischer Bajonette benötige, um sich gegen Deutschland und Italien, aber in erster Reihe gegen Sowjetrußland zu schützen. Junger Raditsch. Demgemäß muß schon jedem von uns klar sein, daß Frankreich und England uns als ihre Sklaven betrachten und im ersten beliebigen Moment uns als Kanonenfutter gebrauchen werden.

Dies muß dem kroatischen und »jenseitigen« Volke klar werden. Und jetzt darf man nicht an der Befreiung des kroatischen und »jenseitigen« Volkes so arbeiten, wie es Trumbitsch, Pribitschewitsch und der junge Raditsch selbst tun. Auf die Drohung, d. h. die Manöver des Dr. Nedeljkowitsch und der Hofkreise mit der Abspaltung Kroatiens, soll man mit der Aktion für das selbständige, freie und unabhängige Kroatien antworten. Den Radikalen von dem Hauptauschusse soll man es nach ihrem Belieben überlassen, die Verfassungsrevision zu Hause in Serbien durchzuführen. Aber vor allem soll man alle Kräfte konzentrieren, um die Anleihe und das finanzielle Leben dem Regime unmöglich zu machen.

Die Frage muß offen und klar gestellt werden. Der finanzielle Sturz des gegenwärtigen Regimes macht den Weg zur Befreiung der unterdrückten Nationen frei. Deshalb muß man mit allen Mitteln an der Beschleunigung des finanziellen Sturzes des Regimes arbeiten. Kein Heller Steuer, kein Heller für die Anleihezahlungen, kein Heller für die Armee und Gendarmerie, keinen Mann mehr für die Armee, — soll die Antwort an die Belgrader Machthaber sein.

Die Belgrader Machthaber sollen sich nicht um die Zukunft kümmern! Wenn die kroatische, mazedonische, albanische, montenegrinische, slowenische und andere Nationen Jugoslawiens ihre volle Freiheit bekommen, bekommt diese, zusammen mit ihnen, auch das serbische Volk. Und dann, als freie und gleichberechtigte Völker, werden wir uns brüderlich

und leicht verständigen können — auch ohne großserbische Kapitalisten, ohne großserbische Monarchie, ohne Militaristen und all diese »Jugoslawen«, die heute durch ihre versöhnlerische Politik und Politik der »Staatskonsolidierung« in Wirklichkeit das Regime unterstützen und für unterdrückte Nationen objektiv dieselben Feinde wie jene aus Belgrad sind.

N. Matijević

## Von Worten zur Tat!

### I.

Belgrad, Ende Oktober

In einer immer entscheidenderer Form wird den unterdrückten Nationen Jugoslawiens die Frage gestellt, auf welchem Wege die nationale und politische Freiheit zu erkämpfen sei, wie die Unterdrückten zu stürzen wären, und wer der Träger dieses Befreiungskampfes sein müßte.

Auf eine so gestellte Frage folgt eine bestimmte, konkrete Antwort: die unterdrückten und unterjochten Nationen Jugoslawiens haben auf dem Wege zu ihrer Befreiung nur einen einzigen Weg zu wählen: den Weg des energischen, organisierten Massenkampfes der Bauern und des städtischen Proletariats.

Auf das Regime der Ausbeutung und der Morde, auf die blutigen und rücksichtslosen Gewalttaten, auf die unbeschränkte ökonomische Ausbeutung gibt es keine andere Antwort — als den Massenkampf aller Unterdrückten. Diese klaren, in kürzesten Zügen skizzierten Gedanken brauchen keine historische Bekräftigung, weil die Geschichte der Balkanvölker auch in allerletzter Zeit genug lehrreich ist, um die Wahrheit des Behaupteten zu beweisen. In der Epoche des modernen Kapitalismus und Imperialismus tragen auch die national-revolutionären Bewegungen Klassenbewußte revolutionäre Merkmale, weil die arbeitenden Klassen eine entscheidende Rolle in diesem ganzen Prozesse inne haben.

### II.

Welche Resultate hat die Politik der Führung der Bäuerlich-Demokratischen Koalition (S. D. K. — Selj.-Dem. Koal.) nach dem Boykott des Belgrader Parlamentes und den außenparlamentarischen Kämpfen gegen das Regime der großserbischen Hegemonie gezeitigt?

Nach viermonatigem Abbruch der Beziehungen mit den Belgrader Machthabern, von welchen das Organ der Kroatischen Bauernpartei »Narodni valk« vom 20. Oktober behauptet, sie hätten im Auftrage des Königs unter anderem auch die Ermordung der Vertreter des kroatischen Volkes im gemeinsamen Parlamente organisiert und durchgeführt, steht die Bäuerlich-Demokratische Koalition in Bezug auf Belgrad auf demselben Standpunkte, auf dem sie stand, als sie nach Agram übersiedelte. In dieser ganzen Periode ist die Strategie und Taktik der Führung der S. D. Koalition in der Praxis durch Ghandi's Theorie charakterisiert: passive Erwartung und Geduld, Politik der Drohungen durch einzelne Erklärungen der Führer, und Aufpulverung der unzufriedenen Massen durch neue Illusionen. Es ist bei all dem charakteristisch, daß die Führung der S. D. Koalition ihren Massen nicht gesagt hat: 1. wie sie sich die Lösung der Staatskrise vorstellt, und 2. wie die Plattform zur Lösung dieser Krise aussieht.

Dieses Stillschweigen der wesentlichsten Lebensfrage des kroatischen Volkes und der anderen unterdrückten Völker ist nicht, wie wir schon gesagt haben, ein zufälliges, sondern es ist der Kurs der kroatischen Bauernpartei selbst und jener der selbständigen Demokratischen Partei. Die platonische Forderung nach der Freiheit Kroatiens und der anderen unterdrückten Provinzen ist eine leere und inhaltslose Phrase, wenn man nicht den Weg zeigt, wie man Kroatien befreien kann, auf welche Art und welchen Mitteln man die Gleichberechtigung und Gleichheit erkämpfen kann, ob der Ausweg eine föderative Republik oder eine militärische Monarchie ist. Es werden eine ganze Reihe anderer sozialer und ökonomischer Fragen, welche die agrar-bäuerliche Struktur Jugoslawiens berühren, gestellt; aber von der Lösung der Lebensfrage des kroatischen Volkes — kein einziges Wort.

### III.

Zuletzt wurde die lang angekündigte Volksversammlung der S. D. Koalition in Sissek abgehalten. Das kroatische, oder besser gesagt das Pretschanin »Alba Julia«, sollte aber auch nur ein Ventil der unzufriedenen Massen sein, das Barometer für die Stimmung und mehr eine Schau der Kräfte als ein Memento für das Regime. Unzählige Tausende von Bauern (zirka 40—50.000) kamen nach Sissek. Die S. D. Koalition beherrscht die Massen, und die breiten Bauernmassen der Pretschanins kamen, um das Wort ihrer Führer zu hören. Die Stimmung dieser Massen war *antimonarchistisch, kampfbereit und entschlossen*, deswegen waren die Reden von Macek, Pribicevic und des verwundeten Pernac radikaler. Diesmal hat man mit den gewohnten pazifistischen Phrasen aufgehört. Unter dem Drucke der einheitlichen Stimmung mußten die Führer von der Notwendigkeit des Kampfes mit allen Mitteln, »die uns zur Verfügung stehen«... sprechen, und hervorheben, wie umsonst sie (die Machthaber) auf die Bajonette hoffen, *nachdem das Bajonett eine tote Sache ist, wenn nicht eine lebendige Hand da ist, die es hält.* »Sie sollen aber wissen, daß sie die Bajonette in die Hände unserer Brüder und unserer Söhne geben müssen«... sagte noch diesmal Doktor Macek, der Nachfolger Stephan Radic'. Derselbe Macek hat auch den Mut gehabt, die Rolle des Königs zu erwähnen, indem er sagte: »Freunde, wir schauen, wir hören und wir warten schon drei, vier Monate, wir sehen aber nicht, daß sich der König rühre, und so scheint es mir, bleibt am Ende doch nur das Volk«, und schloß mit folgenden Worten: »Und falls von anderer Seite die Hilfe doch kommen sollte, wenn auch etwas verspätet, so wird sie immer willkommen sein«... (sic!)

Pribicevic, sein Kollege und Vorsitzender der S. D. Koalition, erwähnte in seiner Rede, wie man auch andere Mittel anwenden müßte, falls man mit gesetzlichen Mitteln nichts erreicht... weil die *große Majorität, die sich Nation nennt, die älteste Majestät auf der Welt ist.*

Mit dem Schwur, bis zum Ende zu gehen, bis sich das Ideal der Freiheit verwirklicht, forderte dann Pribicevic in seiner Rede die Bulgaren und alle Südslawen auf, in einen »freien Staatenverband« einzutreten — vielleicht in die Monarchie der Karageorgevic!... Dann aber rief er aus: »wenn wir uns alle vereinigen, werden wir 18 Millionen zählen«, Italiener gibt es jedoch heute 42 Millionen, und weinend darüber, daß das Regime es erlauben konnte, daß die Hegemonie Jugoslawiens über den Balkan an Rom übergegangen sei, tröstete sich Pribicevic und sagte: »Wenn nicht die kleine Entente und Frankreich wären, hätten wir niemanden mit uns«, weil alle Jugoslawien den Rücken gekehrt haben.

In diesen Linien haben sich die Reden der Träger der Politik der S. D. Koalition bewegt. Der eine und der andere verlangen von den Machthabern — und das ist alles — die Beteiligung an der Macht durch »Gleichberechtigung und Gleichheit« im Wege der eventuellen Wahlen für die Konstituante und durch Verfassungsrevision. Nicht mehr und nicht weniger!

### IV.

Eine solche Lösung der Staatskrise und der nationalen Frage bedeutet aber für die breiten arbeitenden Massen der unterdrückten Völker — nichts. Alles würde beim alten bleiben, nur die Form würde einigermaßen geändert sein, und nur die Bourgeoisien der unterdrückten Völker würden daraus profitieren.

Nur die Arbeiter und Bauern der unterdrückten Völker Jugoslawiens, gemeinsam mit ihren serbischen Brüdern, werden die Staatskrise lösen können. *Von ihrer Kampfbereitschaft und Entschlossenheit hängt ihre Befreiung ab.* Dies bedeutet, auf der Linie des folgerichtigen Kampfes bis zum Siege fortzuschreiten. Dies bedeutet für Kroatien, zum Kurs von 1925 zurückzukehren, zur republikanischen Politik, deren Erfolg einzig durch die Uebnahme des Volksschicksales in Volkshände, durch unverzügliche Bildung der Aktionskomitees in den Fabriken und in den Dörfern erreicht werden kann. *Dies bedeutet: intensivste Arbeit für die Bildung des national-revolutionären Blocks der unterdrückten Völker in Jugoslawien, zum Sturze der Monarchie.*

Dies bedeutet den Kurs zur freien Föderation aller Balkanvölker.

Dimitrije Jovanović

## Der königlich jugoslawische Ministerpräsident — ein Mörder

Wenn die historischen Ereignisse auch nicht wiederkehren, wie die Geschichtsschreiber behaupten, so kehren doch in bestimmten historischen Epochen die politischen Methoden der Gewalthaber wieder. Die Methoden sind je nach dem Kulturgrade der Gewalthaber verschieden. Sie ent-

sprechen ihren persönlichen Neigungen und zeigen uns am besten die Mittel, mit welchen sie sich an der Macht zu erhalten versuchen.

Das erprobte Mittel der Erhaltung an der Macht ist unter der Dynastie Karageorgevic z. B. der bestellte Mord.

Peter Karageorgević, genannt der Große und der Befreier, benützte die Verschwörung zur Ermordung seines Konkurrenten Alexander Obrenovic. Nach der Ermordung desselben bestieg er den blutigen Thron als Erbe des »großen Führers« Karageorg. Sein Sohn und Nachfolger Alexander tritt von früh auf in die Fußstapfen des Vaters. Die Ermordung von Dimitrievic Apis sollte der Dynastie ihren Thron sichern. Im Dezember 1916 begannen die Verhandlungen zwischen Frankreich und Oesterreich über den Abschluß eines Separatfriedens. Im Verlaufe dieser Verhandlungen mit Frankreich und England erhob, wie dies Sixtus von Bourbon, Bruder der Exkaiserin Zita, in seinem Buche »L'offre de paix séparé de l'Autriche« verzeichnet hat, Oesterreich als grundlegende und absolute Bedingung, daß das Königreich Serbien in Zukunft alle Beziehungen mit irgend einer Organisation, welche den Zerfall der Monarchie zum Ziel hätte, besonders mit der »Narodna Odbrana« abbrechen müsse, und daß Serbien diese Organisationen mit allen verfügbaren Mitteln vernichten und jede politische Aktion derselben in Serbien, sei es auch außerhalb seiner Grenzen, verhindern müsse. Dazu sollte sich Serbien unter Bürgerschaft der Ententemächte verpflichten.

In falscher Beurteilung der militärischen Lage besaß die serbische Regierung nicht den richtigen Glauben an den Endsieg der Verbündeten und griff deswegen die Idee des Separatfriedens auf, der die territoriale Integrität Serbiens wahren sollte. Deswegen beeilte sich die Regierung im voraus alles auszuführen, was Oesterreich als *conditio sine qua non* gestellt hatte.

Um das Erbe der Karageorgevic zu retten waren im Juni 1917 in Saloniki 13 Personen (vorwiegend höhere Offiziere) verurteilt worden. Sieben von ihnen zum Tode, die anderen zu langjährigen Zuchthausstrafen. Der damalige Stellvertreter des Ministers des Aeußeren in Korfu, Stoyan Prodic, schrieb in einer Replik an Mr. Seton Watson (»The New Europe«, vom 26. Juli 1918) unter anderem folgende Zeilen: »Es besteht ein geschriebenes Dokument, das als solches jede Begnadigung Dimitrievic ausschließt, und in seinem »Radikal« (Seite 294 ex 1922), »Wie bekannt ist, hat Dimitrievic eine Erklärung vor dem Saloniker Gerichte unterschrieben, worin er sagt, daß er derjenige gewesen, der das Attentat in Sarajevo organisierte.«

Ljuba Jovanovic, der damalige Minister des Inneren und Vertrauensmann der Krone, wußte über die Unschuld der Angeklagten, lehnte aber im Auftrage des damaligen Regenten Alexander jede Begnadigung ab. Am 26. Juni wurden in Saloniki Dragutin Dimitrievic Apis, Ljuba Vulovic und Rada Malobabic erschossen, unter dem Vorwande, daß ihr Tod aus höheren Gründen für Serbien notwendig sei.

Unterdessen kam es nicht zur Unterzeichnung des Separatfriedens mit Oesterreich. Als man glaubte, daß alles fertig sei, brach Clemenceau unerwartet die Verhandlungen ab.

Als die Tätigkeit Stephan Radic dem Hofregime im Staate SHS gefährlich zu werden drohte, griff der Hof zum erprobten Mittel und bestellte durch seine Vertrauensmänner die Ermordung der kroatischen Abgeordneten. Die Rolle Ljuba Jovanovic und Stojan Prodic aus dem Saloniker Prozeß übernahmen diesmal Velja Vukitschevic und Vlada Andric, beide erprobte Hofleute, der eine Ministerpräsident, der zweite Minister für Agrarreform.

Die Agramer »Novosti« vom 22. September 1928, brachte einen Brief des Belgrader Journalisten Pantelija Jovovic, welchen dieser am 9. Juni, also elf Tage vor der Ermordung in der Nationalversammlung dem damaligen Ministerpräsidenten Velja Vukitschevic geschrieben hatte. In diesem Briefe schreibt Jovovic an Vukitschevic, daß seine »Narodna Tribuna« die Politik von Vukitschevic unterstützen werde, solange ihm dessen Unterstützung gewährt bliebe. Was aber den Auftrag betrifft, der ihm durch seinen Mitarbeiter Ristovic im Namen Vukitschevic' und der Regierung Minister Dr. Vlada Andric erteilt hatte, daß er die ideologische Schreib-

weise aufgeben solle, und daß er offen den Kopf von Stephan Radic und Svetozar Pribitschevic als Feinde des Staates und der nationalen Einheit fordern müsse, wofür seine Unterstützung erhöht werden würde, so daß die »Narodna Tribuna« zweimal wöchentlich erscheinen könne, antwortete Jovovic, daß er darauf nicht eingehen könne, wenn auch infolge der Einstellung der Unterstützung seine Zeitung nicht erscheinen sollte.

In der Tat begann schon damals ein neues Organ Vukitschevic' »Jedinstvo«, zu erscheinen, unter der Redaktion von Ristovic und Salkovic, welche nach den Intentionen der Regierung und im Auftrage des Ministers Vlada Andric, offen den Kopf von Stephan Radic und seiner Genossen forderte.

Als Vollstrecker der höfischen Politik kam wieder Punisa Račić, der schon einmal als Kronzeuge im Saloniker Prozeß falsch ausgesagt hatte, daß die Angeklagten ein Attentat auf den Regenten und ihn auch dazu angestiftet hätten.

Das Militärgericht verurteilte damals im Auftrage des Hofes, im Sinne der Anklage, die Angeklagten. Jetzt vollstreckte aber Punisa Račić selbst das Todesurteil gegen die Führer des kroatischen Volkes.

Pantelija Jovovic anerkannte in der Belgrader »Politika« vom 24. September 1928 diesen Brief als seinen eigenen. Dasselbe bestätigte er vor dem Untersuchungsrichter Milutinovic. Wir hörten bis jetzt nicht, daß der Untersuchungsrichter Milutinovic die Minister Velja Vukitschevic und Vlada Andric, wegen Aufforderung zum Morde, verhaften ließ. Er wird dies auch sicher nicht tun. Es ist für jedes Kind klar, daß Velja Vukitschevic ein Spielzeug in den Händen der Hofkamarilla, daß er nur ein alter ego des Königs Alexander und seines Hofmarschalls Jankovic ist. Niemand zweifelt daran, daß er nicht von sich aus an die gewaltsame Entfernung der kroatischen Führer denken konnte, wenn er nicht dazu die Zustimmung der maßgebenden Faktoren gehabt hätte. Das sieht man aus seinen ununterbrochenen Konferenzen mit dem Hofmarschall Jankovic. Das wußte auch der ermordete Stephan Radic. Sobald er sich zu Hause, in Agram, frei fühlte, erhob er vor dem Zagreber Untersuchungsrichter die Anklage, in welcher er als Besteller und Anstifter des Massakers in der Belgrader Nationalversammlung den Hofmarschall Dragomir Jankovic beschuldigte. Stefan Radic konnte ruhig auch den König Alexander erwähnen, denn wer wäre wohl dieser Hofmarschall, wenn nicht der persönliche Exponent des Königs und der Dynastie?

Daß die Ermordung der kroatischen Abgeordneten bestellt war, die Mörder zur Tat gedungen wurden, sieht man am besten daraus, daß die offiziellen Kreise ihre Sympathien für die Verhafteten nicht verhehlen. Der Bürgermeister von Belgrad und demokratische Parteiführer, Minister Kosta Kumanudi führt eine Deputation nach der anderen in das Gefängnis, um dort den verhafteten Jovanovic Lune zu begrüßen. Auf dieselbe Weise ehren die Radikalen ihren Parteigenossen Toma Popovic. In Offizierskreisen werden Beiträge für die Familie von Punisa Račić gesammelt. Die radikalsten Anhänger der Radikalen schenken ihren neugeborenen männlichen Kindern den Namen des Mörders.

Dieser Tage feiert der siegreiche Imperialismus der großserbischen Hegemonisten eine wahnwitzige Feier der zehnjährigen Ausbeutung und Unterdrückung. An dieser Feier nehmen alle bürgerlichen Parteien teil und wetteifern alle reaktionären Kreise. Zu ihr werden aus allen Gauen des Landes die gekauften Besucher getrieben, um vor den auswärtigen Delegationen die vollbrachte Assimilierung und Befriedung zu dokumentieren. Auf diese Feier müssen die unterdrückten Völker Jugoslaviens mit verstärktem Kampf für ihre Ideale, für Republik und Föderation antworten.

Die Erkenntnis der Mittel mit denen die Dynastie die Knechtschaft der Völker aufrecht erhält, wird deren Kampf erleichtern und ihren Sieg beschleunigen.

Krešimir Ivačić

## Das Regime der Konsolidierung in Griechenland

Eines der Häupter der Faktoren ist gestorben. Mit General Tsiroyannis ist ein Mann dahingegangen, dessen Energie eine Garantie gegen die monarchistische Offensive zur Zeit des juste milieu-Kabinettes gewesen. Sein politisches Programm ist nun anders, als er vielleicht glaubte, exekutiert worden. Die Faktoren haben gesiegt in der bizarren Form einer parlamentarischen Diktatur und verfälschte Wahlen haben wahr gemacht, was die Führer des griechischen Venizelismus immer gefordert hatten: Ruhe im Innern und eine kühne Geste nach außen. Nun, mit der kühnen Geste war

es nicht weit her. Intervenierende Rechtsanwälte werden verhaftet und deportiert, streikende Matrosen werden ihres Koalitionsrechtes beraubt, unglückliche Bauern zu Tode gemartert.

Bauernaufstände sind an der Tagesordnung. Es sind nicht Bulgarophone, es sind nicht Ausländer, nicht Fremdsprachige. Griechische Bauern sind es diesmal, die sich in *Lewadia* erhoben haben und die Gendarmerie davonjagten. Erst dem Militär gelang es, die Bauern niederzuschlagen und den schon beschlagnahmten Boden wieder der *Toten Hand* zu übermitteln. Trotz alledem, das Land kommt nicht zur Ruhe,

der Kampf um den Brot- und Milchpreis kommt nicht zum Schweigen. Unter den Eisenbahnern beginnt eine mächtige linke Bewegung einzusetzen und die Flüchtlinge, getäuscht und wieder getäuscht, werden vertröstet durch den Bau von Notstandsbaracken und die Verheißung besserer Unterstützung.

Hart an der albanischen Grenze haben wieder Bandenkämpfe eingesetzt. Ist es Freund Zogu, der seine nationalen Ansprüche als König der Albaner geltend macht, oder ist es die wirtschaftliche Lage, welche die Bauern des Epirus gegen den bestehenden Zustand mobilisiert, wer kann es feststellen? Vielleicht wirken beide Tatsachen zusammen, vielleicht sind die Bandenkämpfe das erste Aufflammen einer stärkeren Bewegung, der Beginn einer breiten Massenaktion gegen die immer unhaltbarer werdende Lage, gegen das Regime der Konsolidierung der Plutokratie. Mag man neue Bahnen bauen wollen, mag man die Kolonisation auf breiterer Grundlage vorbereiten, alle Möglichkeiten einer Besserung scheitern daran, daß die maßgebenden Elemente der griechischen Verwaltung an den bestehenden Uebelständen interessiert sind.

Wie schlimm es mit den Kolonisten steht geht daraus hervor, daß die Hütten in Pireus überschwemmt würden, ohne daß rechtzeitig für Ersatz gesorgt wurde. Die übelsten Beamten, die wegen Unfähigkeit oder wegen all zu großer Fähigkeit den griechischen Staat zu schädigen, abgebaut wurden, bringt man in der autonomen Verwaltung für die Flüchtlingsfürsorge unter.

»Anspruchsvoll, anmaßend und ungebildet«, so charakterisierte man im Parlamente diese Stützen der Gesellschaft. Die Rechtfertigungsversuche Venizelos waren durchaus unglücklich. Mochte er die maßgebenden Männer loben wie er wollte, er verschlimmerte nur den Zustand, indem er ihn zu decken suchte. Daß einige Abgeordnete noch darüber hinaus in »cretinhafte Cynismus« vor der Gendarmerie ihre Verehrung bezeugten, spricht für den Tiefstand unseres parlamentarischen Lebens. Wer noch eines weiteren Beweises bedürfen sollte, den verweise man auf die Tatsache, daß noch heute die Verordnung des parlamentarischen Diktators auf Wiederherstellung der Mehrheitswahl nicht parlamentarisch erledigt wurde. Das Parlament besteht also auf Grund eines noch nicht beschlossenen Gesetzes. De jure — aber wer fragt darnach — ist noch immer das sicherlich demokratischere Proportionalwahlrecht Gesetz. Man hatte in der Eile eben keine Zeit, die nachträgliche Genehmigung für den verhüllten Staatsstreich einzuholen.

Der Abbau des Proporztes bedeutet eine Verarmung unseres öffentlichen Lebens. Wer bürgt den Siegern von heute dafür, daß nicht eines Tages der Venizelismus in die Minderheit gedrängt, einfach von der Bildfläche verschwinden würde, weil die Mehrheitswahl selbst die Vertretung großer Minderheiten verhindert.

Nun, Venizelos hat keine Sorgen! Ist doch in der Tat seine Macht unabhängig von parlamentarischen Kombinationen oder vom Zufallsspiel der demokratischen Wahlen. Er hat auf festere Grundlagen gebaut — auf die Waffen der Faktoren, auf die ungeschriebene, umso wirksamere Verfassung. Eine aktive Minderheit hält heute die Macht in Händen. Die »3. Personen« P. Struves haben sich in den Vordergrund gedrängt

und regieren von Gnaden der allmächtigen Plutokratie. Die »3. Personen« als Mitesser des Mehrwertes, als Mitesser des Arbeitslohnes, die Gendarmen, Polizisten, offiziellen und halbamtlichen Banditen, die Preßkanallien, gefüttert aus übervollen »Reptilienfonds«, sie alle drängen sich an die Schlüssel, sie alle hindern das Aufblühen der griechischen Wirtschaft, sie alle sind die Träger des Systems der »nationalen Diktatur«.

Schritt um Schritt haben sie an Boden gewonnen. Sie sind es, die dem öffentlichen Leben ihren Stempel aufdrücken. Die »Carpetbaggers«, die keine andere Qualifikation aufweisen, als daß sie einer der venizelistischen Fraktionen angehören, machen sich breit; wie ihre amerikanischen ideologischen Vorbilder haben sie keine andere Sorge, als Aemter zu erraffen, Beute zu gewinnen, schnell reich zu werden, um ebenso rasch verschwinden zu können, wenn die Ungunst der Verhältnisse eine Aenderung des Systems erzwingen sollte. Diese Männer sind bar jeglichen nationalen Empfindens. Noch führen sie hohe Worte im Munde über Althellas Wiedergeburt, über die europäische Sendung des griechischen Geistes. Praktisch sind sie viel näher den übelsten Traditionen des Byzantinismus, nur daß diese politischen Eunuchen nicht dem nationalen Kaiser von Gottes Gnaden, sondern der Londoner und Pariser Börse ihre Ehrfurcht bezeugen.

Aber in den Reihen des Venizelismus beginnt der Verfall. Die demokratischen, kleinbürgerlichen Elemente, haben keine Lust mehr als Schlachtopfer fremder Ambitionen zu fallen. Die »Republikanische Union« Papanastassius, steht im Begriffe gegen Vater Venizelos vorzustößen. Die Unzufriedenheit breiter Bauernmassen stärkt die Fronde gegen den allmächtigen Despoten. Mag man noch einmal durch billige Kredite, durch Verheißung staatlicher Zuschüsse für die notleidende Landwirtschaft den Sturm beschwören; letzten Endes tritt der Gegensatz zwischen den Bauernmassen und den Plutokraten immer schärfer in Erscheinung. Das Kabinett der Nationalzaranisten in Rumänien, so wenig dasselbe mit einer wirklichen Bauernregierung zu schaffen haben mag, hat das Selbstbewußtsein breiter Massen gestärkt. Die Bauern hören auf, sich bloß als Objekte einer sauberen Schacherpolitik zu fühlen, sie beginnen selbst als personae actis auf die öffentliche Bühne zu steigen, sie fordern Einfluß auf ihr Schicksal.

So schwindet allmählich der Boden unter den Füßen des venizelistischen Regimes. Wird der Brotpreis zu hoch errechnet, lehnen sich die Arbeiter auf. Sieht sich die Kaufmannschaft beeinträchtigt, meutern die Handwerker, die Bäcker und alle anderen kleinbürgerlichen Gruppen.

Die Lage ist ernst. Was immer die parlamentarische Diktatur unternimmt, sie wird entweder die arbeitenden Massen zur Verzweiflung treiben, oder selbst die festesten Stützen des Regimes untergraben. Die Situation ist so unstabil, wie nur je. Mag man zur Beruhigung fremder Gläubiger noch in volltönenden Worten über die vollbrachte Aufbauarbeit, über die nationalen Erfolge des Venizelismus faseln, am Ende ist dieses System doch schon der Gegenstand des Hasses und des Abscheus breiter Massen, ist der plutokratische Terror der parlamentarischen Diktatur vom Tode gezeichnet. Der Venizelismus zeigt das hypokratische Gesicht.

Melingos

## Ein halbes Jahrhundert Knechtschaft der Dobrudscha

Die rumänische Oligarchie macht fieberhafte Vorbereitungen. Mit großem Lärm bereitet sie den feierlichen Aufzug für den 28. Oktober vor: den fünfzigsten Jahrestag der Besetzung der Dobrudscha — richtiger: den fünfzigsten Jahrestag der Besetzung der Norddobrudscha und der fünfzehnte Jahrestag der Knechtung der Süddobrudscha.

Man wird zur Ausführung des langen Programmes — das Ergebnis dreimonatiger Arbeit vieler Dutzende von Kommissionen und besonderer Komitees — 50 Millionen Lei ausgeben — ein Programm, welches feierliche Messen, Paraden, einen allegorischen historischen Festzug, Erinnerungsmedaillen, eine wissenschaftliche (?) Monographie über die Dobrudscha von Professor Bratescu, die Legung des ersten Steines zum kommenden »Kulturpalast der Dobrudscha«, das Symbol der oligarchischen Tyrannen usw. usw. vorsieht.

Pferderennen der rumänischen Aristokratie werden dem glänzenden Festzug folgen, welcher von der in vollen Tönen »Triasca Romania Mare!« rufenden Polizei, Gendarmerie und der Siguranza begleitet sein wird. Man wird Banquette veranstalten; von den hohen Beamten der korrumpierten Verwaltung werden zu Ehren der in diesen fünfzig Jahren geleisteten »Kulturarbeit« feierliche Reden gehalten werden; der Präsident des Rates V. Bratiano wird in Gegenwart der

königlichen Familie, der Regentschaft usw., das Wort nehmen. Dieser ganze Aufzug wird sich in der Hauptstadt der Dobrudscha — der reizenden Stadt Constanza abspielen.

Man wird in der ganzen Dobrudscha feiern, doch wird das Programm gewiß nicht überall so festlich sein.

In der Süddobrudscha besonders wird man barbarische Umzüge der bewaffneten kuzovalachischen Banden veranstalten.

Die schwere Sklavenketten tragende Bevölkerung der Dobrudscha wird vor diesem, von den rumänischen Boyaren zynisch in Szene gesetzten Pomp vor Empörung die Fäuste ballen.

Die nationalen Feste folgen einander in Rumänien: gestern in Bessarabien, heute in der Dobrudscha, morgen in Transylvanien, der Bukovina, dem Banat. Die rumänische nationalistische Oligarchie bemüht sich mit Ausdauer, die Aufmerksamkeit der eine quasi feudale Knechtschaft erduldenen Volksmassen gerade in dem Augenblicke abzulenken, wo sie politische Rechte und Boden verlangen. Sie will die rumänischen Arbeiter und Bauern von ihren Kämpfen auf menschliche Lebenshaltung und Koalitionsrecht ablenken indem sie in ihnen chauvinistische Gefühle erweckt, um die Sklavenketten der sechs Millionen, den verschiedenen nationalen Minoritäten

angehörigen Untertanen »Groß Rumäniens« enger schmieden zu können.

Rumänien ist nach dem zaristischen Rußland das klassische Land antisemitischer Pogrome. Die mächtige Familie Bratiano machte Rumänien zu einem ungeheuren Gefängnis Dutzender unterdrückter nationaler Minoritäten dieses Landes. Nach dem Massaker der Bessarabier von Tatar-Bunar, organisierte die rumänische Oligarchie Feste in Bessarabien. Nach den Massakern der Dobrudschaner von Staro Selo und Kotschina, kommen die Feste in der Dobrudscha. Die Pogrome von Oradea Mare und Klausenburg sind bedeutungsvolle Vorzeichen: sie zeigen, daß man auch in diesen Gegenden bald Feste vorbereitet. Die Pogrome sind die bevorzugten Mittel der rumänischen Oligarchie für die Entnationalisierung der besetzten Gebiete. Sie bilden einen Teil ihres wirtschaftlichen, politischen, kulturellen und nationalen Unterdrückungsprogrammes gegenüber den nationalen Minoritäten. Und ein solches schamloses Regime wird vom Völkerbund stillschweigend unterstützt.

Alle imperialistischen Großmächte leihen der rumänischen Oligarchie, diesem eigenartigen »Gendarm« des zivilisierten Europa an den Pforten des »barbarischen« Ostens, ihre volle Unterstützung. . . . Andernfalls wäre ein auf so gebrechlichen Füßen stehender Staat wie »Groß-Rumänien«, dieses Land eines nationalen Konglomerats und wirtschaftlicher Rückschrittlichkeit seit langem von der starken revolutionären Welle der beiden wesentlichsten Faktoren: der nationalen- und der Bauernfrage weggefegt worden.

Die Kämpfe vor fünfzig Jahren zwischen dem zaristischen Rußland und den anderen imperialistischen Mächten brachten unter anderem die Besetzung der Dobrudscha durch Rumänien. Der Berliner Vertrag von 1878 setzte an die Stelle der Tyrannei des Sultans in der Dobrudscha die Tyrannei der rumänischen Boyaren. Im Jahre 1913 besetzte Rumänien die Süddobrudscha. So wurde das ganze Land in vollständige Sklaverei gelegt. Heute ist es gezwungen, mit den Bajonetten der Gendarmen den fünfzigsten Jahrestag der eigenen Knechtung zu feiern.

Was ist die Bilanz der rumänischen Herrschaft in der Dobrudscha?

Allein in den letzten zehn Jahren wurden mehr als 50.000 Dobrudschaner aus ihrem Lande vertrieben. Es ist wahr, daß es an einer offiziellen Statistik mangelt, doch würde eine gewissenhafte Enquete zeigen, daß während dieser 50 Jahre die Zahl der aus ihrem Lande vertriebenen Dobrudschaner die ungeheure Ziffer von 200.000 übersteigt.

Was sind die Resultate der Kolonisation der Dobrudscha durch die Rumänen? Die Zahl der letzteren ist unvergleichlich niedriger als die der dobudschaner Emigranten. Die rumänische Oligarchie kann sich nicht gratulieren den ethnographischen Charakter der Dobrudscha geändert zu haben. Gerade aus diesem Grunde hatte man während dieser letzten Jahre die Kolonisation der Dobrudscha verstärkt. Schon sind mehr als 20.000, aus Griechisch-Mazedonien gekommene, Kuzovalachen angesiedelt. Ihre Zahl steigt unaufhörlich. Man ließ den Boden und das Gut der Dobrudschaner zu ihrer Verfügung. Um die Lage dieser unglücklichen Gegend zu beleuchten genügt es die letzten rumänischen Blätter aufzuschlagen. So schreibt der »Adeverul« vom 13. Oktober: »Die Zwischenfälle zwischen den angesiedelten Kuzovalachen und den Dobrudschanern hören nicht auf. Wir erhielten die Kopie einer von der Stadtverwaltung und einer großen Zahl Bürger aus dem Dorfe Garvan, Bezirk Siliestra, unterzeichneten, an den Präfekten gerichteten Bittschrift. In dieser Bittschrift beklagt sich die ansässige, einheimische Bevölkerung über die täglichen Mißhandlungen durch die Kuzovalachen, welche derselben ihr Gut rauben, ihre Frauen und Töchter schänden. Auf die Beschwerden der Beteiligten antwortet man: »Wenn es Euch nicht paßt, so geht fort, flüchtet nach Bulgarien.« Das Organ des Arbeiter- und Bauernblocks, die Zeitung »Inainte« vom 30. September schreibt: »Banden, von den in der Dobrudscha angesiedelten Kuzovalachen, durchstreifen die Dörfer, nehmen Lebensmittel und das Vieh der ortsansässigen Bevölkerung mit sich, mißhandeln die letztere, besetzen mit Gewalt die Häuser, schänden die Frauen. Diese Nachrichten sind, obwohl schier unglaublich, völlig richtig.«

Um die geistige Auffassung, der in der Dobrudscha kolonisierten Rumänen zu zeigen, genügt es, die folgende Veröffentlichung zu zitieren, welche wir der Zeitung »Dobrudscha Juna« vom 27. September entnehmen: »Der Großgrundbesitzer und Oberst der Reserve Varodin tötete seinen Chauffeur mit einem Revolver, weil der Letztere die Kühnheit hatte, seinen Gehalt zu verlangen. . . .«

Die Nachrichten welche uns am Vorabend der Feste zukommen, sind noch fürchterlicher. Banden greifen ganze Dörfer an, verjagen die Bewohner, zwingen sie, ihre Heim-

statt zu verlassen, drohen ihnen mit Brandlegungen, schänden die Bäuerinnen. Die Zahl der Auswanderer steigt von neuem.

Für ihre Kolonisations- und Entnationalisierungspolitik schuf die rumänische Oligarchie eine eigene Gesetzgebung. Die Dobrudscha wird nicht nach den allgemeinen Gesetzen des Landes, sondern nach Ausnahmsgesetzen geleitet. Der dauernde Belagerungszustand wurde ausgerufen, Kriegsgerichtshöfe eingesetzt, Beschlagnahmungen, Frohndienste, sind an der Tagesordnung, usw. usw. Politische Prozesse werden in Massen angestrengt; viele hundert Bürger der Dobrudscha schmachten in den rumänischen Gefängnissen. Ein eigenes Gesetz wurde geschaffen um die Bürger, ohne jede Entschädigung, ihrer Güter zu berauben. Dieses Gesetz wird als eine Ungeheuerlichkeit in der Geschichte der Gesetzgebung bestehen bleiben.

Die dobudschanischen Schulen und Kirchen sind beinahe ganz verschwunden. Von 600 bulgarischen Schulen, die seinerzeit in der Süddobrudscha bestanden, existieren heute, nach einer Erklärung des rumänischen Delegierten auf dem, in Prag abgehaltenen Kongresse der Liga für den Völkerbund, nur 14. Die Minderheitsschulen werden als Privatschulen betrachtet; sie erfreuen sich nicht der Rechte der öffentlichen Staats- oder Stadtschulen.

Der politischen und kulturellen Rechte beraubt, unter eine wirtschaftliche Sklaverei gebeugt, ertragen die Dobrudschaner den Schrecken der systematisch organisierten Pogrome. Die Schlächtereien von Staro-Selo, Schahinlar und Kotschina — wo mehrere Hundert Bauern getötet, einige von ihnen lebend verbrannt wurden, werden als ein unwiderlegbares Dokument der Barbarei der rumänischen Oligarchie bestehen bleiben.

Das Bild der allgemeinen Lage in Rumänien, am Vorabend der großen Jubiläumsfeierlichkeiten, ist düster und traurig. Die Anstrengungen der Oligarchie, die Resultate ihrer halbhunderjtährigen Tyrannei zu verfälschen, werden umsonst sein.

*Die Dobrudschaner sind einer wirtschaftlichen und nationalen Sklaverei unterworfen. Man verweigert ihnen eines der geheiligtesten Rechte — dasjenige, in ihrem angestammten nationalen Lande zu leben.*

»Die Dobrudscha war und bleibt rumänisch«, ruft in den Spalten der Zeitung »Adeverul«, vom 17. Oktober, der geistige Inspirator der Kuzovalachenbanden, der Journalist Batsaria, selbst Kuzovalache, als Antwort an die bulgarische Presse, welche gegen den Terror in der Dobrudscha protestierte.

In der Tat trat die bulgarische Presse aus ihrem gewohnten Schweigen heraus, indem sie in der letzten Zeit mehrere Artikel gegen die neue Terrorwelle in der Dobrudscha brachte.

Das persönliche Organ Liapcheffs schreibt: »Der Terror in Mazedonien und der Dobrudscha, dauert an. Die Stimmen der Geknechteten welche nach Freiheit rufen, werden durch Gefängnis, durch Blut und Galgen erstickt. Der Schleier der dunkelsten Sklaverei wird durch die entschiedene Kraft des menschlichen Gewissens zerissen werden. Wir glauben, daß der Völkerbund die zivilisierte Bevölkerung der Dobrudscha aus den Fängen des Todes retten wird.«

In der Tat ist es höchste Zeit, daß das menschliche Gewissen sein entscheidendes Wort über die Verbrechen des blutigen Zgovor spricht, welcher seine Hände in das Blut von mehr als 20.000 bulgarischen Bürgern getaucht hat.

Die Bevölkerung der Dobrudscha kann nicht die Hoffnungen des faschistischen Zgovor auf den Völkerbund teilen, da sie weiß, daß sie in dieser Hoffnung selbst heute das Opfer ist.

Die Dobrudschaner ohne Unterschied der Religion und Nationalität wissen sehr wohl, daß ihr legendärer Woiwode und heißgeliebter Lehrer Dotscho Mikhailoff von einer Hand getötet wurde, die von demselben Zgovor bewaffnet wurde.

Die Geschichte erteilt tragische Lehren. Die bulgarische Reaktion jedoch hat nichts zulernt. Der letzte Politiker versteht heute, daß die dobudschaner Frage nicht eine ausschließlich bulgarische Frage ist.

Die bulgarischen, türkischen, tartarischen und russischen Dobrudschaner können heute keine andere Stütze haben, als ihren eigenen revolutionären Kampf, unter der Fahne der Dobrudschaner Revolutionären Organisation (D.R.O.), ein Kampf, welcher eine freie und unabhängige Dobrudscha, als Mitglied einer freien Union der Balkanländer — der Balkan-Föderation — sichern wird.

Die von der rumänischen Oligarchie organisierten Feste in der Dobrudscha spielen sich in einem sehr wichtigen historischen Augenblicke ab.

Die Volksmassen der Dobrudscha müssen, wenn sie in

ernster Weise die Tyrannenzeit analysieren, aus der Vergangenheit ihre Lehren ziehen, und sich fester den Reihen der national-revolutionären Front des Balkans anschließen.

Von neuem geben sich die europäischen Diplomaten in den Balkanhauptstädten ihr Stelldichein. Die Dobrudschaner müssen mit Aufmerksamkeit den Berechnungen und Plänen der Vertreter des Imperialismus und der Reaktion folgen. General Le Rond, nach ihm Marschall Pilsudsky und noch

andere, bereiten neue Gemetzel auf dem Balkan vor. Jede politische Verwicklung, welche ein neues Massenmorden hervorrufen kann, muß für die unterdrückten Balkanvölker ein Zeichen sein und sie aneignen, ihre revolutionären Kräfte zu entwickeln und ihre nationale Unabhängigkeit zu erobern, welche ihre nationale, politische und wirtschaftliche Entwicklung sichern wird.

Dobrudschansky

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Serbofilia frengje e viceversa

I.

Dhë dikur, më si sot, ka pasë popuj miq e popuj anmiq ndervedi. Por, bazat e filive apo e fobive nuk ishin ato të sotmet. Nji lord Byron apo nji Victor Hugo, per tregim, paten bā ç'mos si grekofila të shquem, jo pse Anglia e Franca kishin interesa ma të gjalla në Greqi se në Turki, por pse rilindja e Europes i detyrohej sidomos Elades së hershme, pse Elini i vjetër i kishte dhënë botes nji tubë faktora më zā per kah kultura, harti e njerzia. Këta njerës e deshen Greqin vetëm e vetëm pse vet ata ishin njerës të nalt... Turkia e shekullit XIX, me gjith q konsiderohej si prapanike, bile barbare, i dhā botes nji msim qytetniet fisnike nga ma të rallët kur sosi me pranue nji luftë kundra Austris e mos me i dorzue krënt e kryengritjes maxhare...

Tash asht shekulli i teknikes. Hesapi asht futë kudo dhë bashk me të bastarllimi i qytetnis. Njerës të nalt e ideo të nalta nuk ka ma. Franca, per tregim, nuk asht as pak ajo e Victor Hugove kũ parimi i lirive predikohej më si fë, kũ mixoria i revoltojte zemrat. Ajo ka dekë. Sot kemi të bāim me nji vend fare tjetrë. Më të dashuria shitet dhë i ka fitue krejt karakteristikat e nji tregtis së turpshme. Me gjith ket ky fakt nuk do t'a poshtnoje aq Djepin e Liris sikur të bāhej vetëm neper Quai d'Orsey e vetëm nga bankaxhit. Por kuffit e turpfit kan shkue deri më palcë. Pastaj, dashuria q shitet në mes të rrugavet t'Europes nuk i damton veç se bleesit... teprë rradhas e Frengu i dites s'onë me dashurin e tij, *kështu si asht tue i a shitë Beligradit mixuer*, jo vetëm ka mirri më nji shkallë sa me i kuqë kurvat e rrugave e batakçit ma në shëj të botes, por, ka marë nji ftyrë të rezikshme per krejt njerzin, per krejt Balkanin e sidomos per popullin t'ynë. Pse puna mrrin në kulmë të tragedis kur kombi yt poshtnohet prej nji profesorit freng në »Sorbonne« i cili asht fare sigurt se vendi i tij nuk asht luftue më as nji mënyrë e më as nji rast prej Shqiptarit. E ky i shkreti Shqiptar, krejt per kundra, — domosdo pse e njipte vetëm atë Francë të kohes revolucionare — më 1915, më në flakë të kryengritjes i percolli me të mirë e me nderë, të gjith ata frengjë q i paten raa në dorë, bashk me ushtrin serbe në retiratë dhë, më 1916, i priti me brohori në Korçë e më 1918 gjithkund. Ma në fund, çfarë bujarije mund të keet nji naturë njeriu q lufton, më nji mënyrë fare të poshtërë, kundra nji popullit në mjerim, kundra nji vendit q po jeton me shekuq n'errësi të robnive e q po vijon të psojë mixorina pa hesap e pa kufi?...

Pra, shekulli i budallajve e i dallkavukave ka prarue nder nee. Grushti do grushtin, anmiqësia anmiqësin. Vetëm në ket pikë do të jemi si dikur të parët t'ânë dhë do të themi: »Gjakun mund t'a futë e nderon jo kurr...«. Kemi hupë e jemi fikë aq shum sa nuk kemi shka të bjerrim. Do të jeet, per kundra, nji nderë per Shqiptarin kur ky ngrehë krye kundra Frances së Bankaxhive e kundra krejt botes anmiqe. Pasi shpëtimi i ynë asht nji punë fare e vshtirë, makari të jemi të zott per t'a shpague, *mũ si duhet*, vendin t'onë. Mjerë ata q vdesin si bretkocat... nën thundrat mixore të katilavet të Shqipnis.

Ja këtu disa prova krejt të gjalla kũ këndohet mirë se me çfarë metoda të poshterta Franca e Poincarreve kerkon me na mbyhtë:

»Ahëre në Balkan elementet e turbullimeve ishin shum: Boshnjakët, të mbytur në vorfni prej dores së bejlerve, Shqiptarët, gjithnji në gjahtim të plaçkes, të hukur nga Kuffit Militare, krejt nji lomshtë banditësh, njerës të strajces e të konopit, të pa fë e të pa ligjë q vrapojshin me petka copacopa, me dhāmbët të gjata tue mos kerkue tjetrë veç se me jetue mirë në luris të banorve...«

(Grande Serbie, f. 46)

E më f. 220/221:

»Shqiptarët janë typa interesante aq per socilogun e per artistët, merakllij të kohëvet arkaike, sa edhe të pa durëshëm per kojshtit e tyne. Krëntqi ata nxerrin më nji numrë të madh — kanë shpirtin e administrimit e të qeverimit më nji shkallë të nalt. Ket, e kanë provue Ali Tepelena q teme-lojë per nji kohë autoritetin e vet mbi Epirë e mbi brigjet e Adriatikut, si edhe Mehmed Aliu, renovatori i Misirit e adersari i mnershëm i sultan Mahmudit. Por, nuk i nderoin ligjet veç se kur i zbatoin ata vet e nuk pranoin rregulla veç se kur ata vet i urdhënoin. Sa herë q nuk munden m'u bā gjindarmë, bāhen bandita...«

Më 1912/13 asht bā nji fushatë shum e mnershme në Francë kundra nesh. Çfarë maskarallëqe nuk jaë botue, deri më sa me na pershkruet si njerës me bishta q flëin neper rëmbat e lisave të pyjeve tue e perdorë ket bisht per mos m'u rruzue... Por, ahëre ish politika e shpagimit në valë të vepri-meve, ish nji Germani krejt në hekur e nji Austri e Itali q ngriheshin dhë e rrethoishin Francen më si krijët e fuqishëm të nji kulshedres. E kësaj, i duhej me pranue çdo poshtersi per të ngrehë, më në prak të Balkanit, nji Serbi të fortë anti-germane, nji sklavresh nën kthetrat e bankaxhive të Parisit. Me gjith q poshtersia asht poshtersi, por na, si budallaj apo teprë burr q ishim nuk e poshtnūm vedin aq sa me i pergjegjë. Pse, thāme: »Eh e shkereta, i ka hallet e veta dhë ka nevojë per nji Serbi të tillë...« E pastaj besojshim, ahëre, se kjo poshtersi po na bāhet ma teprë nga dora e Beligradit q po asht i zoti me i krye punët e veta ma mirë se na. Frengu na dukej si viktima e nji propagandes, si nji typë q i beson prallave sepse nuk dinë gjā per Shqipnin: »Nji ditë dhë ajo do të zgjohet dhë do të pohojë se asht gënjye mũ si nji çilimi...« Sa budalli...

Jeta në mergim na ka vyjtë vetëm per nji punë: bāme nji shkollë fare të çmëshme mbi realitetin e qytetnis së Prëndimit dhë kuptume, ma në fund, pse Shqipnia jonë u dermue me vjetë e raa kaq posht...

Z. E. Denis, auktori i vepres prej kah i perkthym, si mostra, disa rreshita, asht profesor në »Sorbonne«, universiteti ma i permëndun i Frances dhë i botes. Kur ky mëndon dhë shkruen per nee kaq mixorisht, mereni me mënd se shka asht i zoti me punue »Quai d'Orsay«...

Kjo veprë ka paa driten më 1919. Pra, pasi me qindra mii frengjë kanë pasë kalue dhë kanë pasë jetue me vjetë neper viset t'ona e në mes t'onë e, më 1919 Germania bashk me Austrin ishin shtri per dheë aq keq sa Franca ngadhnyse nuk kishte kurrfarë arësye me na dhānë nji provë poshtersije kaq të gerditëshme. Pra, as nji »excuse« makari per t'i shpëtue të dukmet...

Genevë, më 10. XI. 1928

Bedri Pejani

## Irredentizma dhe „Mbreti i Shqipëtarëve“

Kosovarët veçanërisht, dhe Shqipëtarët përgjithërisht, duhet të ruhen e të mos gënehen prej dinakërisë Mussolinizogoliane. Proklamimi i prefektit të Mussolinit si »Mbreti i Shqipëtarëve« dhe jo »Mbreti i Shqipërisë« është një lodër dinake e bërë me istëk prej malokut katil për të gënjer Kosovarët e për t' u hedhur hi syve Shqipëtarëve që ndodhen në Shqipëri e që kanë zënë të kuptojnë se gjer në ç' masë është bërë ky »mbret« një prefekt i Mussolinit, dhe Shqipëria një prefekturë italiane.

Nga ana e Mussolinit kjo lodër dinake bëhet me qëllim t' u brohoritë kerçiminin e fascizmës shteteve kundërshtare që janë, si dhe shteti italian, imperialistë derdhës të gjakut të punëtorit e të bujkut nërkombëtar... kjo lodër bëhet prej Mussolinit dhe me qëllim t' a ndihë Zogun t' i mbulojë gjyrmat italiane që e kanë ngjeshur dhe që po e ngjeshin syfëtin mbretnor zogolian dhe Shqipërinë e popullit punëtor e bujk shqipëtar.

Ahmet-maloku u-proklamua »mbret i Shqipëtarëve« kundër dëshirës dhe këshillave (jo të popullit shqipëtar, se në Shqipëri veç Ahmetit dhe disa memurëve të naltësuar në reshtat e shkollës së tradhëtisë, s' dinte njëri se ç' po gatuhej) po kundër dëshirës dhe këshillave të guvernave imperialiste inglize dhe frënge, të cilave guvernua sot u pëlqen të bashkëpunojnë, në vënt që të kundërshtohen, si gjer pak muaj më parë, për mprojtjen e Jugosllavisë gospodine nga planët ngadhënonjëse të fascizmës. Ahmeti s' i dëgjoj këta; dëgjoj Mussolinit, se prej këtij është i lidhur dhe se me këtë titull, e jo me titullin »Mbreti i Shqipërisë« munt t' u japë shpresa Kosovarëve dhe t' u mbyllë sytë cave nga Shqipëtarët e tjerë.

Nga pikpamja e punëtorit dhe bujkut shqipëtar as më e pakët as më e tepërt s' do t' ish tradhëtia e mbretit-karagjoz po të kish marë ky titullin »mbret i Shqipërisë« në vënt të titullit »mbret i Shqipëtarëve«. Kallp do t' ish dhe ashtu sikundër që kallp është dhe kështu ky katil matian. Popullit shqipëtar s' i hyn në torbë as të dijë në Ahmeti vuri mi krye festen e imperialistëve inglizo-frenq ose festen e imperializmës mussoliniane, se për popujt punëtorë dhe bujq imperialistët, do cilët qofshin, janë një hesap. Interesi i popullit shqipëtar është vetëm të shohë mirë se ç' ka prapë përdhes se mos rrehet e të bierë e në një tjtater kllapë, dhe të gëzohet kur të verë re që imperialistët po zihen në mes të tyre se nga zënkat e këtyre do të shpejtohet çlirimi i popujve bujq e punëtorë nga hallkat e kapitalizmës.

Me proklamimin e vetës së tij si »mbret i Shqipëtarëve« maloku matian qëllon:

Pik' së pari, të fitojë miq për vete nga Kosovarët e nga Shqipëtarët e tjerë duke u dhënë të kuptojnë që ka në program t' a madhojë Shqipërinë: Kosovën t' a shpëtoje nga sllavët e t' a siellë nënë hien e kuronës matiane. Naivët, ata Kosovarë, Çamër e të tjerë që besojnë lehtë, që gjykojnë nga titujt e jo nga faktet, do të pandehin se me të vërtetë »mbreti i Shqipëtarëve« s' do të pushojë së punuari gjersa mos tërë Shqipëtarët të ndodhen të ngrohur prej rrëzëve të kuronës zogoliane, e pra do t' i japin përkrahje.

Pik' se dyti (dhe kjo është pika më me rëndësi nga vështrimi i Ahmetit, është dhe arësyeja e vërtetë e kësaj lodre) mbreti-katil, duke parë që po i humbët kallaji, me që populli ka zënë të kuptojë se ç' kukëll është bërë në gjirin e Mussolinit, shpreson që me këtë titull të mundë t' i heqë vetes një bojë. Servilitetin e tij kundrejt Mussolinit dhe shitjen e Shqipërisë te Italianët, dëshëron t' i justifikojë, përpara atyre që po murmurasin, si dy vepra politike të nevojshme për të pasur ndihmën italiane kur t' u marim Jugosllavëve Kosovën. Passi t' a fitojmë Kosovën, e t' a madhojmë Shqipërinë, prapë i nxierim italianët, u thotë maloku naivëve. Kështu që Ahmeti mer një kallaj të ri — pas mendjes së tij — nga tradhëtor dhe kukëll beson se do të duket si shënjt dhe politikani i hollë që e shet vendin dhe veten për të e madhur vendin e veten. Ky arrësyetim dhe Mussolinit i vjen për dore, se paskëtaç gdo ngadhënim dhe koncession i ri në Shqipëri do t' shpiegohet, përpara Shqipëtarëve, si vepërime të domosdoshme për luftën e arthme kundër Jugosllavisë — domëthënë, për madhminin e Shqipërisë.

Mirpo dielli s' mbulohej me shoshë dhe negri nukë zbardhet sadó sapin të përdorë. Këtë titull Ahmeti e mori për reklamë e jo për gjë tjtër. Me këtë reklamë shpreson të fitojë favorën e asaj pjesë të popullatës që halá beson që gjaku duhet derdhur për hirin e një nacionalizme nga e cila vetëm kapitalistët e memurët munt të fitojnë. Po të mos ish reklama e vetemja nëvojë e këtij titulli, Ahmeti s' do t' a kish quajtur për gjë të mënçme t' u vejë kundër

dëshirave dhe këshillave të imperialistëve frenq dhe inglizë (mprojtësve të Jugosllavisë) në një kohë kur këto dy shtete kishin treguar që mundin të shkakëtojnë një krizë në Bullgari. Per te e marë Kosovën nga Jugosllavët Zogu do të munte të pregatitej, bashkë me Mussolinit, dhe pa këtë titull. Pregatitjet e bëra pa brohori janë serioze, pregatitjet të bëra me brohori, me tituj dhe me shamate janë të pa-singerta. Qeni që leh nuk kafshon, thotë fjala popullore.

S' ka dyshim që imperializma italiane e dëshëron luftën kundër Jugosllavisë nga e cila luftë prefektura italiane e Shqipërisë do të ritet në Veri me inkorporimin e Kosovës dhe do të vogëlohet në Jugë me inkorporimin e »Vorio Epirit« në Greqi, siç na jep të kuptojmë trakteti i ri Venizelos-Mussolini. Në një artikull të mëparëshme çfaqmë planin e Mussolinit për të ngritur një Imperatori italianë në Ballkan e në detin e Mesdheut, dhe shënuam pregatitjet ushtëriake që Italia po bën në Shqipëri. Po në atë artikull thamë që Mussolinit munt të mos i vejë puna mbarë. Faktet e sotme po na deftejnë që qëllimet italiane në Ballkan po ngecin, dhe këtë fakte Zogu i ka ditur më parë se ne.

Zogu ka ditur që ngadhënimi i Italisë në Shqipëri (domëthënë, në Ballkan) lëftohej prej Francës, dhe që Italia ka mundur të mos e përfillë Francën nga që Mussolini kish Inqlinë për ndihmëse. Zogu ka ditur, që kur Franca me Inqlinë i ndërshyen dhëmbët Bullgarisë, domëthënë që shumë kohë më parë se të proklamohet mbret prej Mussolinit, që Inqlia ia hoqi përkrahjen Italisë dhe këtë përkrahje ia dha Francës duke lidhur traktetin naval, kundër së cilit traktet shtypi italian s' ka lënë gjë pa-thënë. Pa përkrahjen e Inqlisë, Italia s' munt kurrë të shtyjë planët e saja në Ballkan, dhe pa bajonetat italiane »mbreti i Shqipëtarëve« s' munt kurrë të inkorporojë Shqipëtarët e Kosovës në prefekturën italiane të Shqipërisë. Faktet, siç i di dhe Zogu, janë këto:

Proklamimi i prefektit të tij si »mbret i Shqipëtarëve« u-bë prej Mussolinit me qëllim që t' u japë një grusht Inqlizo-frenqë, sadó që ky grusht, siç e kupton dhe Mussolini vetë, s' është veç se një grusht pambuku ose një farë soj bravadoje.

Zogu pranoj titullin »mbret i Shqipëtarëve« kundër dëshirës franko-inglize, në një kohë kur Inqlia ia hoqi përkrahjen Italisë, se, po të mos i kish dëgjuar këshillat italiane s' do të ish bërë mbret kurrë.

Inqlia e Franca e njohën »mbretin e Shqipëtarëve«, jo se duan t' i japin Mussolinit dorë të lirë, po se janë të bindur që do të mundin t' a marin Zogun me anën e tyre. Inqlizët dhe Frëngjtë mentuan tani pikërisht siç mentoj Mussolini kur e pa Pasigjin t' a ndihe Zogun të hyjë në Shqipëri në Dhjetor 1924. Mussolini ahër ish i bindur që Zogu do t' a tradhëtonte Jugosllavinë e të hidhej me anën e Italisë.

Pra, ata Shqipëtarë irredentistë që entusiasen prej titullit të malokut duhet t' i venë kapak entusiasmës (jo se gjakderdhja për interes të imperializmës italiane dhe të kapitalistëve dhe të bejlerëve është kundër interesit të punëtorit — gjë që ata s' munt të kuptojnë) po se ky titull është vetëm një reklamë që qëllon t' i japë tradhëtorit rrëzët e një heroj kombëtar.

Hipokrisia e Zogut u-duk dhe në intervistën e parë që ky i dha Shtypit inqlis, gazetës *Daily Telegraph*. Në këtë intervistë Zogu i zotohet kombinacionit inglizo-frenq që ay s' ka për të lëftuar kundër Jugosllavisë kur t' a urdhërojë Mussolini.

Që Zogu po e çmon rëndësinë e lidhjes franko-inglize duket jo vetëm nga deklarata e dhënë në Shtypin inqlis, po dhe nga lufta e rreptë që është hapur këto ditë të fundit në Shtypin e subvencionuar të Shqipërisë kundër koncessionarëve italianë dhe kundër »bankës nacionale shqipëtare« italiane. Po të mos kish marë Zogu sy prej Inqlizëve, s' do të guxonte, siç nukë guxonte gjer die, të linte Shtypin e paguar të tij të kritikonte italianët; s' do të guxonte as të inkurajonte tregëtarët shqipëtarë të mblidheshin në një kongrës për të ngritur një bankë që të leftojë »bankën nacionale shqipëtare« italiane. Që kur Bullgaria iu bint urdhërit franko-inglis për çështjen e komitaxhinjve maqedhonas, i cili urdhër u-dha kundër pëlqimit të Italisë, mundi Zogu të çmojë zbritjen e vleftës së Mussolinit. Mirpo ahër Zogu s' ish bërë mbret, e pra duhej të vazhdonte t' i puthë këmbët Mussolinit i cili ish i vetemi që interesohet t' a bënte mbret. Dhe gjer sa të mos plotësohet dhe kurorëzimi i tij si mbret, Zogu s' do të guxojë t' i vejë shumë kundër Italisë.

Pra duket krejt qartë që vrasësi i Bajram Curit s' ka hiç në mënt t' a fitojë Kosovën. Përkundër ay po bëhet gati të hidhet me anën e përkrahësve të Jugosllavisë.

Nga ky ndrim i politikës s' duhet të gëzohen as oportunistët që venë me mendje se Jugosllavia s' do t' a ngasë



Shqipërinë në kombinacionin e ri sa kohë që të jetë Zogu në krye, as nacionalistët që dëshirojnë më gjithë zemër çdukjen e Italisë prej Shqipërie, dhe, pa fjalë, as irredentistët që kërkojnë mjetin për shpëtimin e Kosovës dhe Çamërisë.

Opportunistet kërkojnë të kthehen në fuqi. Mjerimet e Shqipërisë ia ngarkojnë vetëm Zogut. S' u pëlqen aspak të kuptojnë që Shqipëria po vuan dhe ka për të vuajtur sa kohë që kapitalizma i drejton punët e Fuqive të Mëdha. Pëlqejnë të reklamojnë që, po të marin atë fuqin' e Zogut, s' do të jenë si Zogu nënë mëshirën e fuqive kapitaliste imperialiste. Pra, gjuajnë... dhe këto dit pandehin se e kanë gjetur liepurin. Thonë se, më që Shqipëria do të hyjë me doemos në kombinacionin franko-anglis, Jugosllavia do t' kërkojë si kondite që zotërinjtë oportunistë të marin frenat që po mban Zogu, se Zogun Jugosllavët e kanë inat më që i tradhëtojnë njëherë. Mirpo këta zotërinjtë s' duhet t' u aplikojnë psikologjinë e personave të tyre dhe shteteve. Shtetet nukë punojnë me inate, punojnë me interes e me fuqi. Po edhe në qoftë ashtu siç besojnë këta zotërinjtë, populli punëtor do të shohë se do të qeveriset, ndonëse prej personash të ndryshëm, persëri prej kapitalistëve imperialistë të huaj që ia duan popullit e kombit shqiptar të miren aqë sa ia ka dashur imperializma fasciste.

Nacionalistët as atë s' munt të gëzohen prej një ndrimi të këtyllë të politikës. Kur të hidhet Zogu me anën e kombinacionit franko-anglis do të shohin që Shqipëria në vënt që të jetë kapur prej lëvtyi vetëm prej Mussolinit, gjer sot, do të ketë e një palë tjetër imperialistësh që do t' mundohen t' ia nxierin frymën e fundit. Kombinacioni franko-anglis nukë qëllon t' a nxierë Italinë prej Shqipërie, qëllon vetem t' a ndalojë të mos zgjatet e më tepër në Ballkan. Ato koncesione dhe çfrytime që ka në Shqipëri, Italia do t' i mbajë; koncesionet dhe çfrytimet e rea do t' i jipen Jugosllavisë dhe jo Italisë, ky është ndryshimi.

Irredentistët do të kuptojnë nga këto kurrencte politike që kapitalistët imperialistë s' kanë qejf të prishin ekuilibrin e frontit të tyre për hirin e madhnmimit të Shqipërisë. Madhnmimi i Shqipërisë sot munt të bëhet vetëm mi kurrizin e njerës ose tjetrës palë të grupeve imperialiste, dhe këto grupe, sado që kundërshtohen në hollësira (Shqipëria për atë është një nga hollesirat) bashkohen që të mbajnë një ballë të përbashkme kundër lëvizjes të përbotëshme të punëtorëve e të popujve të sunduar. Pra irredentistët munt të fitojnë vetëm mi bazën e kësaj lëvizje të përbotëshme, mi të cilën bazë janë themeluar komitetet e Qlirimt Nacional shqiptar dhe të Qlirimt Kosovar.

Shoku

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## Грчко-српски уговор Капитулација српског империјализма

Жеље Србије за Солуном тако су старе као што су и ноторне.

Док се је Македонија још налазила под турском влашћу мала је Србија чезнула за овим бисером егејског мора тим више што ју је Аустро-Угарска, која је у својој руди држала пристаништа, кроз која је ишао српски извоз, буквално терорисала.

За време балканског рата пожурила се је српска војска, пошто је заузела Битољ, да се спусти у Солун, када је грчка војска под заповедништвом дијадокa Константина метнула руку на утврђену луку.

Наравно да су српске жеље за Солуном биле веома добро познате Грчкој, која се је успркос свог савеза са београдом бојала српског продора на Солун.

И за време империјалистичког рата није Грчка испунила своје обвезе према свом савезнику, који се је нашао у невољи. У том страху ми мислимо да треба тражити разлог зашто је краљ Константин одбио да притече у помоћ нападнутој Србији. Победничка Србија, јака Србија била је погубел за Грчку.

И заиста, кад је, група сила заштитница Србије победила и Србија се повећала новим пљачкама на штету побеђених земаља Југославија је започела да терорисе Грчку најпре тим што је отказала уговор о савезу, а затим постављајући претеране захтеве у погледу њеног излаза на егејско море.

Српски империјализам говорио је бахато у Атини као уосталом и у Софији, јер се је ослањао не само на помоћ Кеј д'Орсеја, свог савезника, него и на чланове Мале Антанте.

Он је тражио да грчки лудежи Солуну готово наусте ову луку стварањем слободне зоне и српским присвајањем жељезничке линије Бевђелија—Солун.

Југославија је тражила апсолутну употребу ове луке преко њој додељене слободне зоне не само за превоз српске трговине него и за превоз робе из других земаља или одређене за друге земље. Исто је тако београдска влада тражила за лађе које улазе у солунску луку са потпуном или деломичним превозом одређеним за српску зону буду ослобођене формалности санитарског поступка од стране грчких власти. Југославија је још тражила право каботаже за српску трговачку морнарицу, затим посебну српску жељезничку станицу — интернационално признату — у српској зони, која би на неки начин представљала завршну станицу линије, Солун—Бевђелија.

Пошто је српски империјализам постао арогантан поставио је још питање мањина тражећи од панхелена да признају српски карактер... од Грчке потлаченим Македонцима.

Београду је пошло за руком да наметне своје захтеве Атини за време жалосне диктатуре Пангалоса, који је био присиљен да даје концесије према вани кад је осетио да се љуља у унутрашњости земље.

Међутим развио је италијански фашизам, отворено подржан од Чемберленове Енглеске, тако страпну офанзиву противу Југославије и опасно потресао власт владе Беле Руке да панхелени у одлучном јуришу оборисе Пангалоса и са његовом папирнатом диктатуром покопаше издајнички грчко-српски уговор.

Кад је Венизелос дошао на власт помоћу једног чистог државног удара — да, помоћу чистог државног удара, ми ћемо то доказати у, следећем чланку, Југославија је, поцепана унутрашњим борбама и јако уздрмана од свог фашистичког супарника, много изгубила од своје старе арогантности. Она је жељела пошто што да дође до споразума са Грчком да сломи зевезни обрчуч својих смртних непријатеља.

Лукави Крећанин пожурио се је да искористи концилиантно расположење Београда. Али да себи осигура потпуну капитулацију Беле Руке он је најпре ходочастио у Рим. Тамо је склопио уговор који је учинио Венизелоса нерањивим.

Од тада је осигурана слава државника, чији је престиж био потамнио у костурници Анатолије.

Београда је камарила попустила на свим линијама. Питања која се односе на слободну зону, на српски транзит и трговину биће решена конвенцијом од 1923 и прикљученим протоколима. У исто доба са потписом још неких протокола приступиће се закључку уговора о пријатељству и арбитражи, који ће важити за пет година. Националистичка грчка штампа, наравно одобрава, пева и виче: победа!

Венизелос је закључком грчко-српског уговора више него ли икојим другим уговором постао нова величина!

Великоорбг са тешким срцем потписао свој одлучни пораз. Више него икад мислиће на реванш.

Дужност је балканских радних маса да урауме своје злочначке владе тако да остваре — раме уз раме — братску федерацију, која ће их једина спасити.

Борис Рилски

## Уочи десетогодишњице великосрпске владавине

Београд, средином новембра

Недавно је званични Београд прослављао једном изразито милитаристичком демонстрацијом дан пробоја солунског фронта. Десетине милиона динара бачено је за ту сврху нарочито, командант савезничких трупа из 1918 г. на солунском фронту маршал Франше д'Епере и многобројне војне делегације ондашње антанте присуствале су тој милитаристичкој прослави војничке Југославије.

Стотине авиона замрачиле су тога дана небо над Београдом, наговештавајући присутним страним делегацијама и осталом свету, како великосрпски милитаризам и на пољу ратног ваздухопловства напредује, у пуној спреми да убија људске животе ако то »интереси отаџбине« буду захтевали.

У ствари ова парада није ни најмање изазвала одушевљење код присутних маса. Напротив, поред чисте радозналости примећивала се очигледно нека индиферентност и слутња да се припрема нешто, што ће бити крвавије него ли минули покољ од 1914—1918 г. Код војника се то запажење још изразитије психолошки одразивало.

Једно се мора ипак признати. Властодршци су се са војничке стране препремили изврсно, благодарећи на прво место изобилној помоћи француза. Инспекциони пут француског генерала Ле Ронда по Пољској, Румунији, Чехословачкој и Југославији, о коме је већ светска штампа имао је за војничку Југославију огромног значаја, поготову у питању ваздушног и поморског наоружања. Број подморница повисиће се ускоро на 8 (тренутно их има две) две су у грађењу а четири је подморнице обећано као поклон од стране француског и енглеског адмиралштаба. Стални кадар броји 120 хиљада под оружјем да се случају рата повећа десет пута бише. Дижу се фабрике ратне индустрије

И док се великосрпски властодршци десет година после страшног рата, по угледу и директивама својих западних наредбодаваца грозничаво припремају по оној латинској »Si vis pacem, para bellum« на нове авантуре, држава се љубља.

Нема сумње да је привремена економска стабилизација капитализма обухватила и Југославију. Али није се опет видније не манифестује каотичност те привремене стабилизације, која је великим делом целовљене благодарећи режиму екол терора, поцепаншћу радничког покрета и безграничној експлоатацији радничке класе и широким маса перских нација. Пасива трговинског биланса прелази 1,5 милијарду динара. Државна благајна највећи дужник и спрема стечај и ако је за 10 година од 4 на 14 милијарде динара

повисила годишњи буџет. Овакво расипничко и злочиначко газдовање народном имовином, довело је дотле, да су државне благајне празне и државни монопол дат на 30 г. једном шведском трусту жигица за 23 милиона долара и исплативо у 3 рате по 8% интереса у залог. Шкандалознији зајам доиста није у историји зајмова закључен. Глад неумовљиво забија своје канџе у живо месо радних маса првенствено у Хрцеговини, Далмацији и Црној Гори. Беспомоћност постаје све неиздржљивија, а погоршава се све више приливом пролетаризованих сељачких маса из села у градове. Зеленаштво хара на селу, поготову на селу предратне Србије. Али ништа није бољи услед катастрофалног стања на селу положај по градовима. Трговина вегетира а стечајеви и нагодбе достижу хиљаду за годину дана. У Београду предају најстарије куће своје кључеве трговачком суду.

Тако изгледа у кратко изложеним потезима економска слика Југославије.

Ништа боље политичко лице. Великосрпска хегемонија и њени носиоци немају миран сан крај све пљачке и власти. Десетогодишњица »уједињења« Срба, Хрвата и Словенаца биће најживљи пример, како је уједињење тако, како је до сад постојало: само симбол насиља безакоња, националног угњетавања економског каоса властодржаца и буржоазије над широким радним масама Срба, Хрвата, Словенаца, Македонаца, Арнаута, Маџара, Немаца и др. Јединствене националне државе нема, она је само фикција. На бази хегемоније и националног угњетавања не подиже се држава, тамо нема јединства (!) и напретка.

Из ове десетогодишњице која је на прагу подуке мора пре све да извуче онај који је највише осетио сву тежину »братске« хегемоније. Несрпске нације: Хрвати, Македонци, Словенци, Арнаути, пролетаријат и сељачке масе, варошка сиротиња и чиновници нижи имају реч. Они се морају сада јасно и отворено изјавити какво државно уређење хоће.

Једини излаз и пут из оваквог каоса и ужаса јесте поставити место евентуалне ревизије централистичког устава захтеве за уједињењем свих балканских народа на бази самоопредељења народа до одцепљења. Рушењем садашњег режима тираније и мрака и васпостављањем власти радника и сељака. Противу припреме нових ратова за мир међу народима. У прекиду односа са западним империјалистима а васпостављању радовних односа са Совјетском Унијом. Народи данашње војничке Југославије оствариће своје право уједињење, оствариће мир и културни прогрес једино у остварењу савеза балканских федеративних република.

Д. Јовановић

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## Apel balkanskih nacionalnih revolucionarnih organizacija

Prigodom od SDK u Sisku 21. X. sazvane skupštine upravile su balkanske nacionalno-revolucionarne organizacije apel hrv. narodu i prečanima. Balkanske i strane novine objavile ovaj apel i mi ga niže doslovno donosimo:

Nacionalno-revolucionarne organizacije balkanskih ugnjetenih naroda prate sa najvećim interesom vašu oslobodilačku borbu protiv hegemonističkog i krvavog velikosrpskog režima. One su kroz svoj organ »Balkanska Federacija« davali daju stalnu punu moralnu pomoć vašoj pravедnoj borbi, jer gledamo u vašoj pobjedi jedan od odlučujućih momenata za izvojevanje slobode svih nacionalno potčinjenih balkanskih naroda, jedan od odlučujućih momenata za pobjedu nad velikosrpskim režimom kao i nad ugnjetavačkim režimima ostalih balkanskih vlastodržaca.

Krv vaših hrvatskih predstavnika u beogradskoj skupštini i vaših sinova na zagrebačkim ulicama, prolivena od velikosrpskih fašista i režimske policije, pomiješala se sa krvlju naših boraca u Makedoniji, Crnoj Gori, Bugarskoj, Dobrudži, Traciji, Kosovu i Albaniji — ova krv treba, da nas

potpuno zbliži u daljnoj borbi i zapečati naše јединство do konačne pobjede.

Mi se obraćamo vama upravo pred vašu veliku narodnu skupštinu u Sisku zato što uvidjamo veliki istorijski značaj te skupštine, zato što smatramo za našu dužnost, da ukažemo pomoć, da vaš rad bude krunisan uspjehom i na dobro nacionalno ugnjetenog hrvatskog i ostalih naroda u Југославији. Mi smo uvjereni, da će preko stotina hiljada seljačkih i opljačkanih siromašnih masa Hrvatske i ostalih prečanskih krajeva muški istupiti 21. oktobra i snažno progovoriti u ime nekoliko milijona porobljenih: protiv nacionalnog ugnjetavanja — za nacionalnu slobodu; protiv socijalnog tlačenja od strane bogataša i pljačkaša — za socijalnu pravdu; protiv militarističke klike i mračnih sila, protiv krvavog režima žile, kundaka i zloglasne glavnjače — za čovječanska prava i slobodu. Te stotine hiljada boraca u Sisku neka imaju na umu, da će njihov glas, snažno i muški podignut, imati za sobom porobljene mase ne samo prečanskih krajeva, već i svih ostalih krajeva na Balkanu. Slobodna i nezavisna Hrvatska јак је залог za slobodu i nezavisnost svih ostalih porobljenih balkanskih

naroda. Sa padom velikosrpskog režima poljuljati će se temelji vladavini i ostalih ugnjetača balkanskih naroda.

### Bratski hrvatski narode! Braćo prečani!

Vi ćete na vašoj velikoj narodnoj skupštini imati, da napravite pregled vašeg desetgodišnjeg života u državi SHS, t. j. pregled vašeg desetgodišnjeg robovanja. Taj pregled je neobično jasan i više nemože biti samoobmane ni za vas kao ni za nas, da je ujedinjenje 1918 donijelo slobodu ma kojemu narodu u Jugoslaviji. Hrvatski narod je prevaren Krfskim paktom, prevaren od velikosrpske buržoazije, oficirske klike i monarhije, kojima od tada već punih deset godina robuje. Svi oni, koji su mislili, da krfskim paktom sa velikosrpskim militaristima i imperijalistima, sa tvorcima solunskog procesa, mogu obezbjediti slobodu svojim narodima, prevarili su se i njihova griješka skupo je stala njihovim narode. Srpski militarizam nije 1918 godine donio hrvatskom narodu slobodu — kao što se još i danas usudjuju drsko govoriti velikosrpski političari i plaćeni novinari — već mu je naprotiv donio: nacionalno, političko, ekonomsko i socijalno ropstvo kao i svima ostalim potlačenim narodima u Jugoslaviji. I dok su velikosrpski šovinisti svih partijskih obilježja ovih dana pravili desetgodišnji bilans svoga čara, iscrpljenog od potčinjenih naroda, veličajući militarizam i velikosrpsku hegemoniju, dotle vi i mi možemo napraviti bilans naših patnja i stradanja. Naš desetgodišnji bilans je strašan. Svi narodi — zajedno sa »pobjednikom« srpskim narodom — opljačkani su od beogradskih velikosrpskih kapitalista. Ime, jezik, nacionalna prava ugušena su većini nesrpskih nacija. U krvi najboljih sinova ugušuje se dnevno svaki zahtjev za nacionalnim pravima. Hiljade sinova ugnjetenih nacija istruhnulo je u tamnicama a nove hiljade još truhnu. Begovska i veleposjednička zemlja nije data seljaku, koji ju je vjekovima natapao krvlju i znojem svojim; ona je ostala ili u rukama starih veleposjednika i feudalaca ili došla u ruke novih veleposjednika. Narodne mase pritisnute su strahovitim državnim dažbinama, državnim i zeleniškim dugovima, a vi prečani otjerani ste u prosjake tri, četiri i pet puta većim porezom. Sva vlast, sav državni aparat, sva policija i vojska, sve državne kase nalaze se u rukama velikosrpskih kapitalista, oficirske klike i monarhije. Poslije deset godina života države SHS narodne mase gurnute su u propast.

Vi ste se borili protiv zla, koje vas pritiskuje. Hrvatska seljačka stranka pod vodstvom svoga uvaženog vođe Stjepana Radića, uvidjela je prije od svih prečana, kuda srpski vlastodršci vode narode Jugoslavije i ustala je u borbu protiv režima. Ali njena borba nije bila povezana sa borbom Makeđonaca, Ornogoraca, kosovskih Albanaca i drugih ugnjetenih naroda, koji su počev od prvog dana nasilnog ujedinjenja lili potocima krv u borbi protiv krvavog režima velikosrpske hegemonističke buržoazije. Poslije dugog vremena priključile se toj borbi Hrvatske Seljačke Stranke ostale ugnjetene, opljačkane i obespravljene prečanske narodne mase. Ali ipak do pobjede još nije došlo. To znači, da vaša borba još nije organizovana na način, koji vodi do pobjede. Znači, da vašu borbenu taktiku, vaše metode borbe treba danas, na vašoj istorijskoj skupštini u Sisku podvrgnuti najozbiljnijem proučavanju. Mi smo uvjereni, da ćete vi, poslije svestranog proučavanja vaše taktike i metoda vaše borbe protiv velikosrpskog režima, izvući potrebite zaključke: zadržati sve vaše ispravne metode borbe i pojačati ih, a odbaciti sve slabe i pogriješne metode i zamjeniti ih novima.

Mi vjerujemo, da će prva pouka, koju vam dosadašnja borba pruža biti ova: u borbi protiv velikosrpskog režima moraju složno i u čvrstoj zajednici ustati svi potčinjeni narodi u Jugoslaviji. Sam hrvatski narod ne može oboriti današnji velikosrpski režim, jer ovaj ima u svojim rukama svu vlast i silu i bezobzirno se njima služi i jer ga podržavaju veliki imperijalisti Francuske i Engleske, za čije imperijalističke ciljeve on vrši pandursku službu na Balkanu. I zbog svega toga vaša borba mora, da se ujedini sa borbom svih nas nacionalno-revolucionarnih organizacija ne samo u Jugoslaviji već i na Balkanu. Zbog toga vi i mi, a ko hoćemo, da što prije dođemo do pobjede, treba da tražimo veze i potpore u svima međunarodnim revolucionarnim organizacijama, u svima revolucionarnim organizacijama potlačenih radnih masa: u svih tih boraca protiv svjetskih imperijalista. Mi treba uz to, da se oslonimo na onu državu, koja je ostvarila princip samopredijeljenja naroda — na Sovjetsku Rusiju.

U našu zajedničku borbu protiv velikosrpskog režima mi smatramo isto tako da treba, da stupi i srpski narod, kojega su njegovi gospodari opljačkali i ogolili isto tako kao i nas. Njegov je interes zajednički sa našim interesom. On mora uvidjeti, da dogod se u njegovo ime ugnjetavaju drugi narodi, dotle i sam srpski narod nije slobodan i ne može biti slobodan.

Drugi važan nauk moraju nam pružiti vaše dosadašnje metode borbe i vaša taktika. Kao što su vas današnji velikosrpski vlastodršci obmanuli 1917 g. krfskim paktom, tako produžuju i dalje da vas stalno obmanjuju novim sporazumima, obećanjima, »ustupecima«, ukazujući vam na opasnost »spoljnih neprijatelja«, a sa jednim ciljem da vas i dalje drže u ropstvu. Treba učiniti kraj njihovim obmanama i lažima. Dok vam govore o opasnosti od »spoljnih neprijatelja«, dotle bez vašeg pristanka i usprkos vaših gromkih protesta beogradski vlastodršci izglasavaju *Nettunske konvencije* i predaju u ruke talijanskim imperijalistima životne interese hrvatskih i slovenačkih krajeva. Ne može biti sporazuma medju dvoji-com, od kojih jedan drži vlast i batinu u ruci, a drugi stoji goloruk. Onaj sa vlašću i batinom može samo diktirati uslove golorukomu. *Sporazuma može biti samo onda, kada hrvatski i ostali narodi Jugoslavije postanu potpuno slobodni i nezavisni.* Tada je mogućan sporazum kao medju ravnima i on će biti tada lako postignut. Takav sporazum biti će u stanju, da odbije svakog spoljnog napadača, jer će slobodni narodi umjeti, da zajednički brane svoju zajedničku domovinu:

Izvojevanje slobode i nezavisnosti svih nacija u Jugoslaviji omogućiti će, da se brzo stvori Balkanska Federacija: savez slobodnih, nezavisnih, nacionalnih republika — koji je jedina garancija za očuvanje slobode balkanskih naroda i njihovog napretka protiv svih ugnjetača balkanskih i svjetskih imperijalista cijeloga svijeta. Iz dosadašnjih manifestacija hrvatskih i prečanskih masa mi vidimo, da i one u suštini dijele ovo naše gledište. A kako odgovaraju na to velikosrpski hegemonisti! Pod pritiskom vašeg nacionalno-seljačkog pokreta, oni vas pozivaju, da se vratite u beogradski hegemonistički parlamenat, u kojemu su revolverskim metcima pobili najbolje medju vašim predstavnicima i nude vam kao milostinju reviziju ustava. Revizija vidovdanskog ustava jeste šegačenje sa slobodom hrvatskog i ostalih naroda, jeste prosjačka milostinja jednomu narodu, koji je pokazao da je u stanju izvojevati punu slobodu i stvoriti svoju državu. Hrvatski narod je 1000 godina stvarao svoju nacionalnu kulturu i razvijao svoju nacionalnu privredu, a beogradski vlastodršci hoće, da mu ospore pravo na njegovu nacionalnu državu!

Beogradski vlastodršci nude Hrvatima ravnopravnost u centralističkom vidovdanskom ustavu, ali ne priznaju puno i neokrnjeno pravo Hrvata na njihov nacionalni teritorij, pravo da njim suvereno upravljaju i uređuju, kako sami nadju za potrebno. Bez toga prava — ravnopravnost je gola, puka laž.

*Ne revizija ustava, već nacionalna samostalnost i nezavisnost — treba da bude odgovor beogradskim krvavim vlastodržcima.* Ako je medju vama ili medju vašim vašim vodjama bilo ranije pogriješnih gledišta za reviziju ustava, danas više ne treba i ne smije, da ih bude.

Sporazum i učestvovanje u vlasti sa beogradskim hegemonistima jeste saučesništvo u porobljivanju nacija u Jugoslaviji. Korošec i Spaho u beogradskog vladi, »predstavnic« dviju nacionalno potlačenih oblasti, jesu u stvari ugnjetači svojih vlastitih nacija. Njihovim tragom ne treba niko, da podje. Beogradski parlamenat ne smije više donositi zakone za vas. Noga vaših i naših predstavnika može stupiti samo u jedno takvo centralno predstavničko tijelo, koje će predstavljati savez slobodnih nacionalnih država. Hrvatski i ostali potčinjeni narodi Jugoslavije ne smiju više sami sebe varati monarhijom. Monarhija je bila i ostaje stup reakcije i nacionalnog ugnjetavanja u svim balkanskim državama — u Jugoslaviji ne manje, ako ne više nego li u ostalim.

Vaše metode borbe, određene su po stvarnim uslovima i ugnjetavačkim metodama režima. Svaki narod, koji hoće, da izvojuje svoju slobodu mora biti spreman, da prinese sve žrtve, pa i svoju krv da prolije za tu slobodu. Nema u povijesti naroda, koji je bez krvi došao do svoje slobode, koji je bez otvorenog oštrog sudara sa vlastodržcima »odnio pobjedu nad ovima. Revolucionarne metode borbe ne upotrebljavamo mi, niti druge revolucionarne organizacije zato, što smo žedni krvi, već zato, što vlastodršci bez krvave borbe ne ustupaju ni pedalj vlasti iz svojih ruku, zato što vlastodršci postupaju okrutnije i bezobzirnije, ako mirno podnosimo ropstvo. Revolucionarna borba za oslobodjenje naroda jeste istorijska nužnost. Ona ima za cilj, da ubrza i u krajnjoj liniji da uštedi mnoge žrtve u budućnosti upućujući nacionalno-revolucionarne borce na organizovanje cijeloga naroda za borbu, upućujući ih na sredstva i načine borbe, kojima mogu najbrže pobjediti naoružanog protivnika.

### Borci i saveznici balkanske oslobodilačke borbe!

Mi smo uvjereni, da ćete vi biti u stanju, da izvučete sve ove nauke iz dosadašnje vaše borbe. Ali mi očekujemo, da i vaše vodstvo treba da bude u istinu predstavnik vaših težnja i vaših pogleda na borbu, da vaše vodstvo odbaci sve, dosadašnje pogriješne metode borbe, da se u buduću ne

upušta u sporazume sa ugnjetačima. Mi držimo, da je vaš pokret u stanju, da dade sebi vodstvo, koje će potpuno odgovarati vašim težnjama i idealima, koje će vas povesti pobjedi i potpunom oslobodjenju.

U ime ugnjetenih balkanskih naroda šalјemo vam bratske revolucionarne pozdrave sa usklikom:

**Živјela slobodna i nezavisna Hrvatska Narodna Republika!**

**Živјele nezavisne republike svih naroda Jugoslavije!**

**Živјela Balkanska Federacija — savez slobodnih, nezavisnih republika balkanskih naroda!**

U listopadu 1928.

**Unutrašnja Makedonska Revolucionarna Organizacija — Uјedinјena (V. M. R. O. — Ob.)**

**Kosovski Komitet**

**Albanski Komitet Nacionalnog Oslobodjenja**

**Dobrudžanska Revolucionarna Organizacija (D. R. O.)**

**Z. Trakijski Revolucionarni Komitet**

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

**ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ**

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Проникването на италианския фашизъм в изтока Едно признание

Най-големия философ на днешна Италия, Бенедето Кроче, в един етюд, публикуван в в-к «La Croix» от 26. VIII. т. г., посочва дълбоката неразумност и съществена погрешност на фашизъма.

»Фашизъма, казва той, е една странна и несвързана смесица от повици към властта и демагогия, от теоритическо подчинение на закона и от неговото му практическо нарушение, от крайно-модерни схващания и отживели вече времето си деспотически разбирания, от безбожие и рабска покорност на католическата черква, от презрение на културата и от празни усилия за нейното създаване из вжн необходимите предпоставки, от мистични преувеличения и цинизъм.»

Същата основна несвързаност характеризира и някои изгледи от външната политика на Мусолиниева Италия: това са ту тайни действия, ту тъмни машиниции, ту пжк чести цинични изявления и наивни признания.

В числото на тия признания, ние можем да цитираме една твърде интересна статия на депутата Орано, публикувана в в-к «Lavoro d'Italia» през юли т. г. (известно е, че ако италианските вестници могат да разглеждат дребни местни въпроси от всекидневния живот, то по големите въпроси, засегащи външната политика на страната, те могат да изказват само мнението на своя господар — Мусолини).

Според депутата Орано, нова Италия може вече, тръгвайки от Скутари в Албания и минавайки през Македония, Бжлгария, Турция, Персия и Авганистан, през приятелски народи, да стигне чак до Памир, в сърцето на Азия, не далеч от китайските граници. Благодарение заслугите на Римското правителство, за предприемчивите италианци се открива широк път през Жжлтата страна.

Азиатските народи, които вече почват да се възраждат, прибавя депутата Орано, имат нужда от сътрудничеството на въжродени вече народи, които «дават вече сигурни доказателства за своята славна съжба». В Италия именно, те ще намерят всичко, което им е необходимо, «от мишцата, която тика ралото, чак до най-силния мотор на аероплана».

И тжй, Азия ще получи от Италия съжровицето на модерната цивилизация, а Италия ще изтегли от Азия богатствата, които й са необходими.

Тази интересна статия е едно признание, защото програмата, която тя чертае, на пржв поглед, изглежда чисто економическа. Обаче, невероятно би било, ако тоя економически план не би бил придружен от друг план с политически характер.

Претекста на цивилизацията, че е добре да се цивили-

лизират първобитните или останали назад в културно отношение народи, винаги е служил само за прикритие — и то лошо прикритие — на амбициите на разните империалисти, които се стремят да експлоатират за своя полза богатите и слаби страни.

Статията на депутата Орано чертае плана на едно проникване в изтока, на един Drang nach Osten, който е не по-малко опасен, даже много по-опасен, от колкото тоя, който се преписваше на Германия.

Реализирането на тая програма е започнало с завладяването на Албания от Италия.

Владетеля на Албания, който не се бои да смени името си от Зогу на Зогу I, е безспорно един тиранин на своя нещастен народ. Но той самия е един покорен слуга на Мусолиниевата политика. Албания изпитва същия режим на терор, какжвто бедния и мил италиански народ. Богатствата на Албания се разграбват подобно на една колонизирана страна.

Тжй наречената Национална банка изнася местното злато за Италия, а италианските капиталисти се готвят да заграбят нейните най-плодородни земи.

Примера с Албания ни показва как в италианския фашизъм се съчетава економическото и политическо заробване на една страна.

Понастоящем, Македония представлява новия етап на италианското фашистко проникване в изтока.

Ние разбираме вече подкрепата, давана на престжпната ВМРО, която поддржра в Македония един режим на убийства и смутове, които Мусолини се надева да използва добре.

Нам е ясно, защо Мусолини не пожела да се приседини към платоническата постжшка, която представителите на Франция и Англия направиха в София по отношение бандитите от ВМРО.

Италия желае да има Македония като една колония — продължение от Албанската.

Ние искаме да освободим Балканите от тия пожжлно-вения, които имат за цел поробането на неговите народи.

Ние искаме единственото средство, което ще позволи да се осъществи делото на мира и свободата: **Балканската Федерация**: една федерация от автономни джржави, народите на които, запитани, сами ще начертаят своите граници и ще си подпомагат взаимно в борбата против всеко въжншно нападение.

Фелисиен Шале  
професор по философия

## Тежка присжда над ромжнската тирания в Добруджа Колективния протест на с. Гарван

През последните няколко години над трудолюбивото и беззащитно добруджанско население се устройват, с една твърде подозрителна периодичност, кжрвави погроми и безчинства. Месеците — юли, август, септември 1926 и 1927, сж свързани с жестоките кланета в Шахинлар, Кавурга, Старо-

Село, Кочина и тази годишната терористическа вжлна, която поджвжрля на страшни изпитания живота, имота и честа на добруджанци. Това е она период от време, в който добруджанските селяни прибират своята реколта — плода на своя едногодишен труд. Ромжнските сатрапи именно в тоя момент

се нахвърлят с нечувана жестокост, инсценират разбойнически нападения и масови процеси, устройват побоища и арести на цели села и кървави погроми над добруджанци с цел да ограбят и последния им залък хлеб. През тоя период масовото емигриране своята куминационна точка.

Съществуващия терористически режим в Добруджа, непрекъснатото от войната насам военно положение, изключителните закони, военните съдилища, беззаконията на администрацията, действията на неотговорните фактори — вжоржжените кучовлашки банди създават едно твърде неблагоприятно положение за организиране борбите на подписаните добруджански маси. Особено задържени са жтищата на неговите легални борби. И дълго време добруджанци не намраха друг изход освен да превият врат пред ромънските тирани, да влачат едно полугладно съществуване в своята родина, или да поемат тежкия и изпълнен с не по-малко сериозни изпитания път на емиграцията.

При това положение, колективния протест на с. Гарван придобива особено важно значение. Той е един бодър зов за борба, който идва от заробена Добруджа. Той обаче е и една тежка присъда над тираническия режим на ромънската олигархия в Добруджа, още един изобличителен документ срещу империалистическото гнездо — Обществото на народите и не по-малък укор срещу европейската демокрация, която време е да се пробуди и издигне своя глас в защита на заробеното добруджанско население, като се опълчи срещу вандализма на ромънските чокои в Добруджа. Ние ще предадем изцело съдържанието на тоя от голема важност документ.

**До г-на Окржния управител на Дуросторския Окржг.**  
**Копие до компетентните власти и пресата.**

Господин Управителю,

Додуподписаните жители на общината Гарван, Дуросторски окръг, имаме чест да ви съобщим следното:

В продължение на четири месеци, откак дойдохме в нашата община колонистите македонци, ние понасяхме и понасяме много мъчения, неприятности и побоища от техна страна; много от случите беха съобщени на властите, от страна на които до сега не получихме никакво удовлетворение, нито некакво подобрене на положението. Напротив, беззаконията от ден на ден се увеличават и изострят, нещо, което ни заставя да отпразним настоящето си оплакване и ви допесем за следущите факти:

1. Всекидневно сме малтретирани и бити от колонистите без каквато и да било вина.
2. Всекидневно, ние, заедно с нашия работен добитък, сме заставени като истински роби да им работим: да орем, да сеем, да изпълняваме различни ангарии и пр., без никакво заплащане.
3. Обраха ни лозята.
4. Живеят в нашите жилища и са фантически техни стопани.
5. Заграбиха ни домашните съдове и бичвите, за да си приготвят зимовище и наливат виното направено от гроздето на нашите лозя.
6. Изнасилват и безчестят много от нашите жени и девойки, като напр. жената и сестрата на Христо Т. Тонков, жената на Васил Обретенов, г-ца Танаска Василева, жената на Драган К. Драганов, който забегна в с. Кадиево.
7. Обират ни и устройват гуляи из кръчмите, стрелят и дигат аларма, че съ били нападнати от български комити.

8. В вечерта на 1 септември т. г. нападат жилището на секретаря на общината, изпочувват прозорците и хвърлят в ужас целото семейство, като разгласяват, че това били стори българи.

9. В вечерта на 30 септември т. г. двама вжоржжени македонци се опитват да ступят вратите и влезат на сила в жилището на Георги Гайдаров; за да ги сплши, последния стреля в въздуха, в отговор на което колонистите откриват стрелба по самото жилище. Гайдаров от страх избега в с. Попина.

10. Комитета по училищните постройки строи в нашето село училище и ние всички вземаме участие в строежа, обаче по причина, че колонистите ни принуждават да работим на тех, постройката остана недовършена.

11. На всички наши забележки получаваме от македонците следния отговор: »Ние имаме заповед да правим така, от никого не се боим. Ако не ви харесва — бегайте в България.«

От всичко гореизложено става очевидно, че колонистите вършат всекакви беззакония с цел да ни разорат и принудят да емигрираме в България, като оставим на тех нашите имоти.

Господин Управителю,

Ние сме равноправни граждани в нашата държава; синовете ни служат в ромънската армия; данжите към държавата, окръга, и общината изплащаме още през м. януари; всекидневно извършваме различни тежки в натура, без всеко противопоставяне от наша страна; изпълняваме всички свои задължения като ромънски граждани за преуспяване на държавата и, няма в замена на всичко това, не заслужаваме да бъдем защитени от страна на тия, които прилагат законите и ръководят тоя окръг?

Конституцията на страната, както и всички закони, никъде не предвиждат и никъде не правят разлика в правата на гражданите, но напротив, те казват, че, без разлика на език, религия и пр., ние сме равни пред тех. **Ето защо, ние, които от толкова години сме изложени само на беззакония,** искаме от вас, като най-висш представител в този окръг, да вземете колкото се може по-бързо всички необходими мерки за премахване на беззаконията и защитата на нашите законни права.

Кмет: **К. Богданов;**

Помощник кмет: **Г. Атанасов;**

Общински съветници: **Неделко М. Петров, Никола Х. Обретенов, Христо Иванов, М. Гицов.**

Следват подписите на 44 жители на селото.

Ромънската преса, с изключение на в-к »Адевърул« (13. 10. т. г.), който даде едно кратко резюме, отмина с пълно мълчание протеста на гарванци. А тоя протест идва от тероризирана и обезправена Добруджа, в която и най-слабата съпротива се подава с арест, затвор и кланета. Това е един героичен жест, признак на пробудено гражданско съзнание и доблест, на готовността за борба, която обхваща все по-широко добруджанските маси в последно време. Гласа на гарванци има всички признаци за това, той, нема да остане изолиран. В много градове и села на Добруджа се образуват **общограждански комитети**, които организират съпротивата на добруджанци срещу беззаконията и вандализма на ромънските чокои. Из тоя път, облежнати на своите собствени сили, добруджанци ще успеят да се подготвят за утрешните решителни борби за смъкване на ромънската тирания.

Добруджански

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Ce va aduce guvernul Maniu masselor muncitorești și țărănești?

Presă română — burgheză și socialdemocrată — salută cu entuziasm venirea la putere a partidului național-țărănist. Si aceasta cu drept cuvânt, căci această »rezolvire« a crizei guvernamentale a cam amănat revoluția, deoarece criza ascuțită economică și financiară, foamea, șomajul, etc., dezastre

cauzate nu numai de sistemul capitalist ca atare ci și de rapacitatea guvernării liberale, împinseră țara până pe pragul revoluției. Atâta timp cât marea nemulțumire a masselor muncitorești și țărănești nu luau forme revoluționare organizate, partidul național-țărănist, sprijinit de presa socialdemo-

crată și de cea burgheză »antiliberală«, ducea o campanie violentă în contra »sistemului« Brătianu, propagând chiar parola rezistenței cetățenești împotriva abuzurilor administrative ale guvernului liberal. Însă îndată ce partidul național-tărănist a observat că masele producătoare traduceau în fapte parolele lansate — ultimele alegeri — ultimele partiale ne-au arătat cum masele înțelegeau să se poarte cu agenții electorali liberali —, s'a și grăbit atunci să liniștească masele, conjurându-le să aibe încredere în șeful lor Maniu, care le va conduce la victorie...

Brătianu singur înțeleșese că trebuia să se retragă — el spera după stabilizare —, lăsând loc liber fie unui guvern așa zis »național«, fie chiar unui guvern național-tărănist, în care ei ar fi numit — prin regență — ministrul lor de războiu... Finanța internațională a vrut însă altfel. Ea a comandat lui Brătianu să se retragă îndată, regentei »să se prefacă că-l constânte să-și dea demisia — pentru a ridica astfel autoritatea monarhismului — și să cheme apoi pe Maniu că să formeze noul cabinet. Capitalul financiar internațional nu plasează banul său în țări care se găsesc pe pragul revoluției — și când îl plasează aci, atunci numai pentru a sugruma revoluția —, sau cari nu-i pot servi, în viitor, ca carne de tun împotriva Rusiei Sovietelor.

Se găsească încă largi pături muncitoare cari așteaptă o ameliorare a situației lor materiale cât și mai multă libertate și dreptate dela un guvern, care, cu drept vorbind, a promis totul dar care, în loc să realizeze promisiunile făcute, va exploata masele producătoare dela sate și orașe într'un mod și mai crud ca până acum, aplicând legile stabilizării și conformându-se condițiilor împrumutului, care face din România o adevărată colonie a imperialismului european și american.

În ce privește libertățile politice, Vaida-Voevod, noul ministru de interne, a declarat doar la procesul comunistilor din Cluj, unde a fost ascultat ca martor, că »un guvern național-tărănist ar interzice partidul comunist și deci orice activitate a sa prin lege... nu ca partidul liberal, care urmărește pe comunisti din pricina ideologiei lor... deoarece, în România, nu există încă o lege care să interzică dreptul de a fi al partidului comunist...« Această declarație era deci ca și un examen. Partidul național-tărănist, care a declarat întotdeauna că nu e un partid revoluționar și că el »vrea numai să apere regenta de liberali«, pentru a salva ideea monarhică, arată atât factorilor interni, liberalilor, cât și celor externi, finanței imperialiste, că el e gata să facă totul spre a salva România dela o revoluție... care ar fi zdruncinat atunci frontul imperialist ridicat împotriva Republicii muncitorilor și țărănilor ruși. Să ne amintim totdeodată și constatările entuziaste ale presei române, cu ocazia vizitei lui Pilsudsky, care sublinia tocmai faptul »că nu există nici o deosebire de păreri, cu privire la Rusia Sovietelor, între partidul liberal și opoziția național-tărănistă«.

Demisia partidului liberal și venirea la putere a național-tărăniștilor nu înseamnă decât prelungirea crizei ascuțite economice și financiare și nicidecum soluționarea ei; presa socialdemocrată, în general, vorbește de o schimbare de »sistem«. Lupul însă își schimbă părul, dar năravul ba. Ca toate guvernele burgheze ce se respectă, și mai cu seamă în țara românească, noul guvern va căuta — după atâta amar de vreme de opoziție — să-și facă treburile, neținând deloc seamă de nevoile celor mulți. Din potrivă, guvernul Maniu, va continua energie prepararea războiului împotriva Uniunii Sovietelor în loc să le recunoască, după cum susținea odinioară Vaida-Voevod, și în loc să încheie pace cu ele; acest guvern nou, în loc de a mări salariile și de a combate șomajul va mări exploatarea maselor muncitoare și țărănești, pentru a putea plăti nu numai datoriile făcute în prezent, ci și pe cele vechi, a căror revalorizare — în aur — fu impusă de finanța internațională; guvernul Maniu, în loc de a combate foametea dela țară și de a rezolva în sfârșit problema milenară agrară, dând pământul, fără despăgubire, țăranilor, va împiedica prin toate căile orice manifestare organizată a maselor țărănești împotriva regimului capitalist; în sfârșit, noul guvern, în loc de a da o amnistie generală politică, agrară și militară, va prigoni mai departe organizațiile revoluționare ale proletariatului român, și va legifera scoaterea samavolnică din lege a partidului comunist și a organizației tineretului comunist. În ce privește problema minorităților, acest guvern va ține seamă numai de burghezia minoritară, îndulcindu-i existența și lăsându-o să câștige frățește, masele muncitoare și țărănești minoritare însă vor fi tot așa de asuprite ca și până acum.

La București, Galați, Turnu-Severin, etc., s'a început deja cu perchezițiile și cu confiscarea manifestelor Blocului Muncitoresc și Țărănesc ca și cu rezoluțiile Sindicatelor Unitare.

Totuși, acest guvern va aduce ceva masele neconștiente încă: experiența politică. Miile de muncitori și de țărani, cari mai au încredere în partidul național-tărănist, se vor convinge degrabă că nici un partid burghez, oricum s'ar chema, nu poate să apere și să lupte pentru interesele maselor muncitoare, ci că masele muncitoare singure, dela țară și orașe, unite într'un front unic revoluționar și sub conducerea organizațiilor sale revoluționare de clasă trebuie să lupte pentru un guvern muncitoresc și țărănesc, singurul în stare să activeze numai în interesul poporului muncitor.

N. Amaru

## O nouă sentință barbară a justiției militare române

Procesele comunistilor se țin lanț. Burghezia română, în serviciul căreia se găsește poliția, siguranța, jandarmeria, judecătoriile civile și militare, continuă energie ofensivă împotriva avangardei revoluționare a proletariatului român. Prin această ofensivă, care nu urmărește numai distrugerea tuturor organizațiilor revoluționare ale proletariatului român, ci și distrugerea fizică a tuturor revoluționarilor, căzuți în această luptă înverșunată ca prizonieri în mâinile burgheziei, se introduce de fapt pedeapsa cu moartea, care nu e cuprinsă de legislația română. Căci regimului din închisorile române nu poate rezista nici o constituție de fier. (Pedeapsa cu moartea există de fapt, în țara românească; e de ajuns să ne amintim nenumerabilele executări de sub excortă, așa zisele »incercări de fugă«, ca Filipescu, chelnérul revoluționar, sau Teacenco, neobositul luptător.)

Ultimul proces al comunistilor, care s'a desfășurat la București — procesul de rebeliune dela Jilava — e un proces nemaiauzit de reacționar și singurul în felul său care s'a desfășurat pînă acum în vreo țară capitalistă. Acest proces înseamnă un nou capitol în istoria luptelor de clasă revoluționare ale proletariatului din România. Printrinsul se încearcă zădărnicește oricărei acțiuni de protest a prizonierilor politici împotriva nelegiurilor administrațiilor închisorilor, sub amenințarea înscenării proceselor de rebeliune.

Nimicirea prizonierului politic e îndeplinită sistematic de către burghezia română. După arestarea revoluționarului, pe baza unei înscenări oarecare, se adun dovezi, pentru a dovedi vinovăția sa, după metodele cunoscute ale siguranței. Urmează apoi detențiunea preventivă, care durează adeseori ani întregi, apoi vine procesul. Dacă procesul se termină cu vreo achitare, fapt ce se întâmplă foarte rar, atunci justiția de clasă se mulțumește cu cei 1—2 ani de prevenție, achitatul devine însă din acest moment un musafir regulat al siguranței și al închisorilor preventive. Căci, cînd le convine copoilor dela siguranță, îl arestează și-l chinuie, ca apoi să fie pus în libertate de către curtea marțială din »lipsă de dovezi«. Adeseori însă, revoluționarii sunt condamnați la 2—3 luni de închisoare, după terminarea pedepsei însă nu li se dă drumul sub motiv că ei se găsesc implicați în alte acțiuni subversive, ori procese de rebeliune etc. Prin această tactică, burghezia română urmărește două scopuri: 1) să mențină în închisori pe prizonierii politici, pentru a-i îndepărta dela lupta revoluționară a proletariatului și pentru a-i distruge fizic; 2) să desființeze cu totul regimul pentru prizonierii politici, care e garantat chiar de reacționara legislația română.

Procesul de rebeliune dela Jilava, care a fost transformat de către inculpați într'un proces al regimului din închisori, s'a terminat cu condamnarea la cîte un an de închisoare a următorilor luptători: L. Arnoldi, student de medicină, Berdsatchi, inginer, A. Rotenberg, P. Vogel și Finchel, metalurgiști și timplarul L. Aradi. Patru dintre ei mai au de făcut 2 ani de închisoare, pentru că au împărțit manifeste comuniste. De remarcat e faptul, că justiția militară a scos din acest proces pe luptătorul comunist Boris Ștefanoff, spre a nu atrage atenția opiniei publice europene și a clasei muncitoare asupra acestui atentat la drepturile celor închiși și spre a putea condamna în liniște pe cei 6 tineri comunisti. De subliniat e și atitudinea presei socialdemocrate, care regretă că se condamnă numai tinerii comunisti... și nu și conducătorii vristnici ai partidului comunist.

Prizonierii politici și masele muncitoare din România au dus pînă acum o luptă înverșunată pentru a asigura un tratament omenesc revoluționarilor aruncați pentru ani de zile în temnițele burgheziei. Procesul de rebeliune dela Jilava arată însă că burghezia nu vrea să lase teafăr din ghiarele ei pe revoluționarii închiși. Masele muncitoare din orașe și sate precum și intelectualii de stînga din Europa trebuie să se ridice cu energie împotriva acestei campanii de nimicire a avangardei revoluționare române, ei trebuie să sprijine această avangarda în lupta grea ce o duce.

N. A.

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΤΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## Η „ΩΘΗΣΗ ΠΡΟΣ ΑΝΑΤΟΛΑΣ“ ΤΟΥ ΙΤΑΛΙΚΟΥ ΦΑΣΙΣΜΟΥ ΜΙΑ ΟΜΟΛΟΓΙΑ

Ο πιο μεγάλος φιλόσοφος της τωρινής Ιταλίας, ο Μπενεντέτο Κρότσε, δείχνει σε μια μελέτη που αναφέρει η εφημερίδα «La Voix» της 26 Αυγούστου 1928 την βαθειά και ουσιαστική παραλογία του φασισμού.

„Είναι, «λέγει ο Κρότσε», ένα παράξενο και ασυνάρτητο μίγμα από εκκλήσεις στην αρχή και από δημαγωγίες, από θεωρητική υποταγή στο νόμο και από πρακτική εκβίαση του νόμου, από υπερνεωτεριστικές αντιλήψεις και από απαρχαιομένες δεσποτικές αρχές, από άθεισμό και από δουλική ύπακοή στην καθολική εκκλησία, από καταφροσύνη του πολιτισμού και από μάταιες προσπάθειες για το κτίσιμο ενός πολιτισμού έξω από τους αναπόφευκτους κανόνες, από μυστικές υπερβολές και από κυνισμό.“

Η ίδια βασική ασυναρτησία χαρακτηρίζει μερικές βλέψεις της έξωτερικής πολιτικής της μουσολινιακής Ιταλίας: τότε δεν είναι παρά μυστικές ραδιουργίες και σκοτεινές μηχανορραφίες, τότε δε πολλαπλασιάζονται οι κυνικές δηλώσεις και οι άφελεις όμοлогίες.

Στον αριθμό των όμολογιών αυτών μπορούμε να αναφέρουμε ένα αρκετά περίεργο άρθρο του βουλευτή Όράνο, που δημοσιεύτηκε τον τελευταίο Ιούλιο στην «Lavoro d'Italie» (είναι γνωστό, έξ' άλλου, ότι οι ιταλικές εφημερίδες, αν τις επιτρέπεται να συζητούν τις λεπτομέρειες της τοπικής ζωής, στα μεγάλα ζητήματα της πολιτικής ζωής δεν μπορούν παρά να εκθέσουν την γνώμη του κυρίου).

Κατά τον βουλευτή Όράνο, μπορεί η νέα Ιταλία φεύγοντας από το Σκούταρι της Αλβανίας, να φθάσει μέσω Μακεδονίας, Βουλγαρίας, Τουρκίας, Περσίας και Αφγανιστάν, μέσω των φιλικών εθνών, ως το Παμिर, στην καρδιά της Ασίας, όχι μακριά από τα κινέζικα σύνορα. Χάρη στις φροντίδες της κυβέρνησης της Ρώμης, ένας μεγάλος δρόμος ανοίγεται μέσω της κίτρινης ηπείρου, για τους Ιταλούς επιχειρηματίες.

Τα ασιατικά έθνη που ανανεώνονται, προσθέτει ο Όράνο, έχουν ανάγκη της συνεργασίας των αναγεννημένων λαών, οι οποίοι «δίδουν ασφαλείς αποδείξεις της δοξασμένης τύχης των». Είναι στην Ιταλία, στην οποία θα εύρουν όλα εκείνα που χρειάζονται «από τον βραχίονα που οδηγεί το άροτρο, ως το μοτάρ του πιο δυνατού αεροπλάνου.

Έτσι, θα πάρει η Ασία από την Ιταλία τον θυσασυρό του νεωτέρου πολιτισμού, και η Ιταλία από την Ασία τους πλούτους που αντιστοιχούν στις προσπάθειες της...

Αυτό το ενδιαφέρον άρθρο είναι μια όμολογία, γιατί το πρόγραμμα που χαράζει φαίνεται να είναι πρωτ' απ' όλα, καθαράς οικονομικό. Αλλά θα ήταν άπιαστο, ότι αυτό το οικονομικής φύσεως πρόγραμμα δεν συνοδεύονταν από ένα σχέδιο πολιτικής φύσεως.

Η πρόφαση του πολιτισμού, που προσφέρεται να φέρει στους πρωτογενείς και όπισθοχωρημένους λαούς, χρησίμευσε πάντα για να διαστρέψει — καθώς — τις φιλοδοξίες των ιμπεριαλιστών που ήθελαν να εκμεταλλευθούν προς όφελος τους τις πλούσιες και αδύνατες χώρες.

Το άρθρο του Όράνο χαράζει το σχέδιο μιας τρομερής ώθησης προς Ανατολάς, ενός «Drang nach Osten» έξ' ίσου επικίνδυνης ή ακόμη πιο επικίνδυνης από εκείνη της Γερμανίας.

Ήδη άρχισε να πραγματοποιείται το πρόγραμμα με αρχή την Αλβανία.

Ο κυρίαρχος της Αλβανίας, ο οποίος δεν φοβήθηκε μπρος στο γελοίο της αλλαγής του ονόματος του από Ζογού σε Ζογού ο Α! είναι χωρίς αμφιβολία ο τύρρανος του δυστυχή λαού του. Αλλά είναι ο ίδιος ο ταπεινός υπηρέτης της μουσολινιακής πολιτικής. Η Αλβανία γνωρίζει την ίδια τρομοκρατική κυριαρχία την οποία γνωρίζει ο δυστυχής ιταλικός λαός.

Η λεγομένη εθνική τράπεζα τραβάει τον χρυσό από την χώρα στην Ιταλία.

Και οι ιταλοί καπιταλιστές έτοιμάζοντας να ιδιοποιηθούν τα πιο εύφορα έδαφη.

Το παράδειγμα της Αλβανίας δείχνει πώς στην δράση του φασισμού συνδέεται η οικονομική και πολιτική πλευρά.

Προς το παρόν είναι η Μακεδονία το έρχόμενο στάδιο στην ώθηση του ιταλικού φασισμού προς Ανατολάς.

Έννοει κανείς την υποστήριξη που δίδει στην έγκληματική ΟΡΙΜ, η οποία διατηρεί στην Μακεδονία ένα καθεστώς του τρόμου και της σφαγής, από το οποίο έλπίζει ο Μουσολίνι να κερδίσει.

Καταλαβαίνει κανείς γιατί ο Μουσολίνι δεν ήθελε να λάβει μέρος στο πλατωνικό διάβημα το οποίο έκαμαν οι αντιπρόσωποι της Αγγλίας και της Γαλλίας στην Σόφια έναντι των κομιτατσίδων της ΟΡΙΜ.

Η Ιταλία θέλει να έχει στην Μακεδονία μια αποικία επέκτεινοντας την αλβανική της αποικία...

Και εμείς θέλουμε να απαλλάξουμε τα Βαλκάνια από αυτές τις επιχειρήσεις που προορίζονται να σκλαβώσουν τους λαούς των.

Και δηλώνουμε για μόνο μέσο που επιτρέπει την συμπλήρωση αυτού του έργου της ειρήνης και της ελευθερίας: την Βαλκανική Όμοσπονδία, μια Όμοσπονδία των αυτονόμων κρατών, των οποίων οι λαοί θα όρισουν μόνοι τους τα σύνορα τους και οι οποίοι θα προσφέρουν ένα αμοιβαίο στήριγμα έναντι κάθε έξωτερικής επίθεσης.

Φελισιεν Σαλέ

έντακτος καθηγητής της φιλοσοφίας

## ΤΑ ΞΕΥΔΗ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΛΙΑΠΤΣΕΦ

Ός απάντηση σὲ ἕνα ἀνακοινωθέν τῆς βουλγαρικῆς ἀστυνομίας σχετικά μετὴν ὀργάνωση καὶ τὴν δράση τοῦ Κομμουνιστικοῦ Κόμματος τῆς Βουλγαρίας ἐδημοσίευσε ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ τοῦ Κ.Κ.Β. μιὰ δήλωση τὴν ὁποία ἡμεῖς δημοσιεύουμε, γιὰ νὰ δι-  
ξοῦμε σὲ τὶ ἄτιμα ψεύδη καταφεύγει ἡ κυβέρνησις Λιάπτσεφ γιὰ νὰ βρεῖ δικαιολογητικά γιὰ τὴν ἀντι-  
εργατικὴ τῆς πολιτικῆς.

Δήλωση τῆς Κ.Ε. τοῦ Κ.Κ. τῆς Βουλγαρίας

Ἐξ ἀφορμῆς τοῦ ἀνακοινωθέντος τῆς βουλγαρικῆς ἀστυνομικῆς διεύθυνσῆς σχετικά μετὴν Ὀργάνωση καὶ τὴν δράση τοῦ Κομμουνιστικοῦ Κόμματος τῆς Βουλγαρίας δηλώνει ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ τοῦ Κόμματος τὰ ἑξῆς.

1. Οἱ ἡμερομηνίες ποὺ δημοσιεύθηκαν εἶναι κατὰ τρία τέταρτα ἐφευρέσεις τῆς ἀστυνομίας. Τὰ λοιπὰ εἶναι ἐκβιασμένα ὕστερα ἀπὸ τρομερὰ βασάνων τῶν φυλακισμένων, ἀπὸ τοὺς ὁποίους ὁ ἕνας, ὁ Πάνδο Τίμπωφ, ἐπροτίμησε τὸν θάνατο διὰ βασάνων.

2. Εἶναι ἕνα ἄτιμο ψεῦδος, ὅτι τὸ Κ.Κ.Β. ἐσχέ-  
διασε μιὰ τρομοκρατικὴ δράση. Ἐνα τέτοιο ψέμμα χρειαζόνταν οἱ τρομοκρατικὲς καὶ αἰμόβορες Ζγόβορ-  
κυβερνήσεις καὶ ἡ ἀστυνομία τῆς, γιὰ νὰ μποροῦν νὰ δικαιολογήσουν τὶς καθημερινὲς τοὺς βιαιοτητες εἰς βάρος τοῦ ἐργατικοῦ κινήματος. Τὸ Κ.Κ.Β. δὲν κατα-  
πιάνεται μετὰ ἀτομικὲς τρομοκρατικὲς πράξεις, ὀργανώ-  
νει τοὺς ἐργαζομένους γιὰ τὸν ἐπαναστατικὸ πολιτικὸ ἀγῶνα τῶν μαζῶν.

3. Ἐνα ἄτιμο ψέμμα εἶναι ἐπίσης καὶ ὁ ἰσχυρισ-  
μὸς ὅτι τὸ Ἐργατικὸ Κόμμα καὶ τὰ ἀνεξάρτητα συν-  
δικάτα εἶναι «Τμήματα» τοῦ Κομμουνιστικοῦ Κόμμα-  
τος. Τὸ Κομμουνιστικὸ Κομμὰ δὲν ἔχει καμμία ὀργα-  
νωτικὴ σχέση μετὰ αὐτὲς τὶς ὀργανώσεις.

4. Στὸ συνέδριο τῆς Κόκκινης Συνδικαλιστικῆς  
Διεθνὸς οἱ ἀντιπρόσωποι δὲν στάλισαν ἀπὸ τὰ ἀνε-  
ξάρτητα συνδικάτα, ἀλλὰ ἀπὸ τοὺς ὁπαδοὺς τῆς Κ.Σ.Δ.  
στὴν Βουλγαρία οἱ ὁποῖοι βρίσκονται σὲ ὅλα τὰ ὑπάρ-  
χοντα συνδικάτα τῆς Βουλγαρίας.

5. Ἡ ἔφημερις «Νοβίνι» καὶ τὰ ἄλλα νόμιμα φύλλα τῶν ἐργαζομένων δὲν εἶναι ὄργανα τοῦ Κ.Κ.Β. Τὸ Κ.Κ.Β. ἔχει μόνο τὶς ἑξῆς ἔφημεριδες καὶ ἐκδόσεις:  
α) Τὸ περιοδικὸ «Κομμουνιστικὸ Ζῆμα» (Κομμουνιστικὴ Σημαία) β) «Ραμποντισέσκι Βεστνικ» (Ἐργατικὴ-ἔφημερις) γ) Βιβλιοθήκη «Κομμουνιστικὴ Σημαία» δ) Βιβλιοθήκη «Ναρόδνα Ζασίτα» καὶ ε) Λενινιστικὴ Βιβλιοθήκη.

6. Στὴν ἀργοτικὸ βουλευτὴ Γ. Δράγκεφ δὲν δώ-  
θηκαν χρήματα ἀπὸ τὸ Κ.Κ.Β. καὶ δὲν ἔχουν γίνε-  
σει συνεντεύξεις μετὰ αὐτὸν.

7. Εἶναι μιὰ ἐφεύρεση καὶ ψέμματα ὅτι ἡ Σο-  
βιετικὴ κυβέρνησις ὑποστηρίζει χρηματικῶς τὸ Κ.Κ.Β. Τὸ Κόμμα μαζεύει τὰ χρήματα του ἀποκλειστικὰ ἀπὸ τὶς χιλιάδες τῶν μελῶν του, καθὼς καὶ ἀπὸ τοὺς πολλοὺς συμπαθοῦντες του. Τὸ Κ.Κ.Β. εἶναι ἕνα διεθνὲς Κόμμα καὶ γι' αὐτὸ μπορεῖ νὰ πάρει βοήθεια ἀπὸ τὸ διεθνὲς προλεταριάτο.

8. Ἡ Κόκκινη Βοήθεια ὑπεστήριξε πάντοτε τὰ θύματα τῆς Λευκῆς τρομοκρατίας στὴν Βουλγαρία. Ὑποστηρίζει ὅλα τὰ θύματα τῆς φασιστικῆς δικτατορίας: Κομμουνιστὲς, Ἀκόμματος, διανοομένους καὶ ὅλους τοὺς ἄλλους ἀγωνιστὲς ἐναντίον τοῦ φασισμού. Αὐτὴ ἡ ὀργάνωση ὑπάρχει ἐκτὸς ἀπὸ τὴν φασιστικὴ Ἰταλία καὶ τὴν Βουλγαρία, σὲ ὅλα τὰ ἄλλα κράτη τελειῶς νόμιμα.

9. Τὸ Κ.Κ.Β. ἀγωνίζεται γιὰ τὴν νόμιμη τῆς ὑπαρξῆς. Ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει ἐπιτύχει τὴν νομιμότητα αὐτὴ θὰ ὑπάρξει παράνομα καὶ θὰ ὀδηγήσῃ τὶς μάζες ὡς τὴν τελικὴ νίκη.

Τὸ Κ.Κ.Β. καλεῖ τὴν ἐργατικὴ τάξην καὶ ὅλους τοὺς ἄλλους ἐργαζομένους στὸν δικὸν του, πῶς ἐνεργῶ ἀγῶνα ἐνάντια στὸ αἰμοβόρο Ζγόβορ-καθεστῶς καὶ γιὰ τὸ ρίξιμο τῆς ἐγκληματικῆς ἀστυκῆς δικτατορίας.

Κάτω ὁ νόμος γιὰ τὴν προστασία τοῦ κράτους!

Πλήρης καὶ ἀνευ ὄρων ἀμνηστία γιὰ τὰ θύματα τῆς φασιστικῆς Δικτατορίας!

Κάτω ἡ φασιστικὴ Ζγόβορ-κυβέρνησις, τὸν πράκτορα τοῦ ἀγγλο-γαλλικοῦ ἰμπεριαλισμοῦ!

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

### SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

**Texte français** (pages 2261—2269)

*Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:*  
Maurice Juncker

P. Louis: La Quinzaine Internationale

P. Davilla: Après la tournée de Venizelos

Un Appel des Organisations Nationales Balkaniques

N. Amaru: Qu'apportera le gouvernement Maniu aux masses ouvrières et paysannes?

N. A.: Une nouvelle sentence barbare de la justice militaire roumaine

Une déclaration de l'Organisation Révolutionnaire de Dobroudja (D. R. O.)

N. Matijević: La Coalition Démocrate-Paysanne ne songe même pas à la lutte décisive en Yougoslavie

Une nouvelle machination contre la vie du professeur T. Pavloff

Une journaliste désavouée

**Texte allemand** (pages 2269—2275)

N. Matijević: Vor dem finanziellen Krach

D. Jovanović: Von Worten zur Tat!

K. Ivčić: Der königlich jugoslawische Ministerpräsident — ein Mörder

Melngos: Das Regime der Konsolidierung in Griechenland

Dobrudschaner: Ein halbes Jahrhundert Knechtschaft der Dobrudscha.

**Texte albanais** (page 2275—2277)

B. Pejani: Serbofilia frengje e viceversa

Shoku: Irredentizma dhe „Mbreti i Shqipetarëve“

**Texte serbe** (pages 2277—2278)

Б. Рилски: Грчко-српски уговор

Д. Јовановић: Уочи десетогодишњице великосрпске владавине

**Texte croate** (pages 2278—2280)

Apel balkanskih nacionalnih revolucionarnih organizacija

**Texte bulgare** (pages 2280—2281)

Ф. Шале: Проникването на италианския фашизъм в изтока  
Добруджански: Тежка присяда над ромънската тирания в Добруджа

**Texte roumain** (pages 2281—2282)

N. Amaru: Ce va aduce guvernul Maniu masselor muncitorești și țărănești?

N. A.: O nouă sentință barbară a justiției militare române

**Texte grec** (pages 2283—2284)

Φ. Σαλλέ: Ἡ «ἄθρησις πρὸς ἀνάτολας» τοῦ ἰταλικοῦ φασισμού μιὰ ὁμολογία

Τὰ ψεῦδη τῆς κυβερνήσεως Λιάπτσεφ

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.